

entretien



GAËL
MARCHAND
CHIEF SECURITY OFFICER
CHEZ LOUIS VUITTON

«ARRÊTONS

DE CROIRE QUE LA SÉCURITÉ
EST QUELQUE CHOSE DE SALE
DANS LE MILIEU DU LUXE.»

Incendie

PORTES COUPE-FEU:
UN PARC INUTILISABLE?

Risque

PARCS DE LOISIRS,
UNE SÉCURITÉ DISCRÈTE
ET RASSURANTE

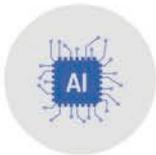
DOSSIER

QUELLE SÉCURITÉ À L'HÔPITAL?



Safe City - Solution Ville Sécurisée

Une police plus intelligente, un mode de vie plus sûr



Intelligence artificielle

Collecte de données multidimensionnelles et conversion en données structurées avec une technologie d'apprentissage profond



Big Data

Recherche et analyse des données pour produire des informations utiles sur la plateforme Big Data



Solution basée sur un scénario

Personnalisation des solutions en fonction de scénarios et de points faibles



Enquête plus efficace

Activation des ressources en ligne, des objets en ligne et des opérations en ligne afin d'améliorer l'efficacité des enquêtes



Taux de criminalité diminué

Anticipation et prévention de crime



DAHUA TECHNOLOGY FRANCE

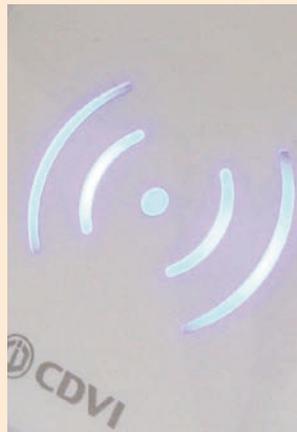
Add: 49 Rue Auguste Perret, 94000 Créteil, France
Tel : +33 (0)1 48 53 70 53
Email: sales.france@dahuatech.com
www.dahuasecurity.com



© Pelco

VIDÉOSURVEILLANCE TRANSOM REPREND PELCO

La vente de la filiale vidéosurveillance du géant français à l'Américain Transom Capital Group est finalisée. Les modalités et le montant de cette cession, annoncée par PSM en mars dernier, n'ont pas été précisés. Installé en Californie, Pelco appartenait à Schneider Electric depuis 2007. La vente de la filiale à Transom Capital Group s'inscrit dans la stratégie de cession du groupe annoncée lors de la publication de ses résultats annuels 2018. Le groupe Schneider Electric souhaite en effet se défaire d'activités non stratégiques pour se recentrer sur ses activités phares comme la gestion de l'énergie et les automatismes industriels. Pelco emploie 478 personnes et son chiffre d'affaires s'est élevé à 169 millions d'euros en 2018. Cette même année, Schneider Electric, présent dans plus de 100 pays, a enregistré un bénéfice net record de 2,33 milliards d'euros, en augmentation de 9%. Pour Jean-Marc Théollier, président directeur général de Pelco, « notre objectif principal était de nous engager avec une société appréciant l'héritage de Pelco, tout en soutenant notre stratégie commerciale et notre plan de croissance actuels ».



© CDVI

CONTRÔLE D'ACCÈS APRÈS LA POLOGNE, CDVI LORNE SUR LE MARCHÉ ALLEMAND

Implanté en Pologne depuis un an, CDVI confirme sa présence sur le marché polonais en ouvrant sa douzième filiale à Cracovie. Ayant un business model identique à la France, elle commercialise tous les produits fabriqués par le groupe par le biais de distributeurs tels que Rexel, Sonepar ou encore ADI, le leader mondial de produits de sécurité. Entièrement autonome, CDVI Pologne compte aujourd'hui cinq personnes avec une équipe commerciale, technique et logistique. Si les systèmes de verrouillage électromécaniques connaissent un fort démarrage, l'enjeu, pour CDVI, est de développer dans ce pays son savoir-faire en matière de gestion des accès. Axe stratégique afin d'atteindre les pays limitrophes, la Pologne devrait permettre aussi à CDVI de concrétiser son prochain objectif : pénétrer le marché allemand et ainsi confirmer la croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires (47 millions d'euros en 2018).

ENTREPRISES DE SÉCURITÉ

Anticip s'allie avec CEIS

Ce rapprochement est un nouvel épisode de la saga d'un secteur qui, depuis plusieurs mois, est agité par des rachats, propositions de rachats, refus d'offres... Et les Français ne sont pas les moins actifs et appétissants.

Anticip, l'un des leaders français de la sécurité et sûreté privée fondée par l'ancien du GIGN, Cyrille Peguilhan, et Richard Terzan, ex-responsable des risques spéciaux de la Sofema, vient de s'allier à CEIS, cabinet spécialisé dans le conseil en intelligence stratégique. Anticip serait par ailleurs en discussions avec Risk&Co qui vient de rejeter les sollicitations d'Amarante. Cette alliance entre CEIS, Anticip et éventuellement Risk&Co pourrait donner naissance à un groupe de dimension internationale capable d'affronter les géants anglo-saxons. Rappelons que depuis sa création en 2006, Anticip s'est fait une spécialité de l'accompagnement des entreprises dans les zones à risques comme l'Afghanistan, la Lybie, l'Irak, le Nigéria, le Yemen...

La CEIS, quant à elle, propose des missions de conseil stratégique aux grandes industries, mais aussi dans les domaines de la cybersécurité, de la transition numérique et des marchés émergents.

Il semblerait que, pour l'instant, le rapprochement entre les deux sociétés n'ait pour objet que des collaborations ponctuelles pour certaines missions.

Erys et Geos suscitent les appétits

L'alliance entre Anticip et CEIS n'est qu'un nouvel épisode des grandes manœuvres qui agitent le monde des prestataires de sécurité depuis plusieurs mois. Rappelons, par exemple, que LGT, le reprenneur de Risk&Co, vient de rejeter une offre d'Amarante.

Mais ce sont deux autres sociétés qui aiguisent les appétits des Français et des Anglo-Saxons. Tout d'abord, Erys, spécialiste de la sécurité dans les zones à risques fondée par un ancien de Geos, Arnaud Dessenne, serait en discussion avec de possibles acquéreurs anglo-saxons et des Français comme Samsic, Anticip, Fiducial ou Amarante.

L'autre est un des leaders du secteur : Geos. En effet, selon les bruits qui courent dans le secteur, des fonds d'investissements français comme LBO France, Eurazeo, Abenex... lui feraient les yeux doux.



© Anticip

CONTRÔLE D'ACCÈS

Nouveau marché pour Locken

La solution de contrôle d'accès sans contact de Locken équipe désormais les bâtiments municipaux de la commune de Saint-Avertin.



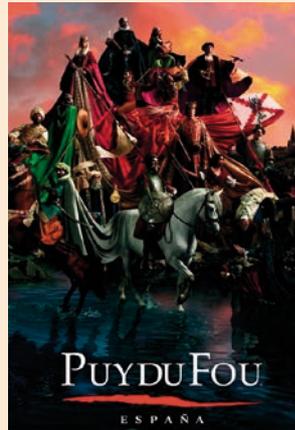
© Locken

Équipés depuis 2010 de solutions de contrôle d'accès Locken, la commune de Saint-Avertin (15 000 habitants), près de Tours, vient de se doter de la nouvelle solution Locken. Plus performante et plus communicante, celle-ci permet de s'adapter à des typologies d'accès encore plus variées et d'apporter une plus grande personnalisation à la gestion des accès.

En 2017, la commune choisit de se doter de la nouvelle clé électronique Bluetooth sans contact Locken et de l'application MyLocken.

La combinaison des solutions n'empêche pas le contrôle de rester parfaitement efficace. D'une part parce que le logiciel gère minutieusement les accès, et permet de savoir quel est le badge qui a déclenché telle ou telle ouverture. Mais aussi parce que le lecteur de badge propre à un bâtiment n'est enclenché que si un responsable a préalablement déverrouillé l'accès au site avec sa clé électronique.

Par ailleurs, les boîtiers d'alarme installés dans les différents bâtiments municipaux ne sont accessibles qu'aux utilisateurs de clés électroniques. L'activation et la désactivation de l'alarme sont donc réservées aux porteurs d'autorisations accordées par le système central de contrôle, Locken Smart Access (LSA). La solution Locken permet également une meilleure fluidité dans la gestion des sous-traitants.



© Puy du Fou

INTÉGRATEUR I3S REMPORTE LE MARCHÉ DE LA SÉCURISATION DU PUY DU FOU ESPAGNOL

C'est à Tolède que s'ouvrira le 30 août prochain, le petit frère espagnol du Puy du Fou, le Puy du Fou Espagne. I3S, l'intégrateur qui l'a équipé en France, supervise les installations de sécurité du tout nouveau site qui doit s'étendre sur plus de 30 hectares. «Ce chantier, qui a démarré il y a quelques mois, se poursuivra jusqu'en 2021, précise Jean-Marie Laurent, dirigeant d'I3S. Comme au Puy du Fou en Vendée, nous mettons en place l'intégration complète de solutions de sécurité : la vidéosurveillance par caméra Axis, la VMS Genetec unifiant le contrôle d'accès (Axis, Hid, tête de lecture Stid), l'interphonie Commend et la détection d'intrusion UTC. Tout est conceptualisé, maqueté à échelle 1 et configuré dans notre établissement à Pont-Saint-Martin (44). L'installation, en revanche, est confiée à des installateurs locaux. L'obtention de ce marché est une véritable reconnaissance de notre savoir-faire sur le site du Puy du Fou qui obéit à une multitude de contraintes afin que les visiteurs, les artistes et les collaborateurs puissent pleinement profiter de leur venue en toute sécurité.»



© Konsalnet

SÉCURITÉ PRIVÉE SERIS RACHÈTE KONSALNET, NUMÉRO 1 POLONAIS

Avec ses 10 % de parts du marché national, Kosalnet – qui emploie 18 500 personnes – réalise un CA de 200 millions d'euros. Ses activités vont des services de surveillance à la sécurité incendie, en passant par la télésurveillance et la sécurité mobile d'autres services complémentaires comme le nettoyage. Ce rachat porte les effectifs du groupe Seris à plus de 40 000 salariés pour plus de 700 millions d'euros de chiffre d'affaires. Seris rejoint ainsi le cercle des dix premières sociétés de sécurité des biens et des personnes dans le monde. Cette nouvelle acquisition accélère significativement la croissance du groupe qui affirme ainsi sa volonté de peser sur le marché de la sécurité en Pologne et, plus largement, sa stratégie de développement à long terme à l'international. Guy Tempereau, président de Seris, explique : «L'investissement de Seris dans Kosalnet confirme notre engagement en faveur d'une croissance rentable et nous ouvre de nouveaux marchés stratégiques.» Avant de conclure : « Cette nouvelle implantation nous ouvre en outre un accès à l'Europe centrale pour nous permettre d'étendre nos activités et de poursuivre notre ambition première : participer à rendre le monde plus sûr. »

INCENDIE

Contrat prestigieux pour le Groupe Gorgé

La filiale du Groupe Gorgé travaille actuellement sur l'un des plus gros chantiers incendie français : le déploiement d'une installation de 10 000 têtes de sprinklers sur un site industriel en construction.

CLF Satrem, spécialiste de la protection incendie par sprinklers, a remporté un contrat historique de plus de 4,5 millions d'euros pour la protection incendie d'un nouveau bâtiment dédié aux biotechnologies.

Dans le cadre de ce contrat, CLF Satrem réalisera les études, la fourniture, le montage et la maintenance du système de protection incendie par sprinklers, du réseau RIA et des systèmes d'extinction par gaz inerte de cette nouvelle usine. « *Il s'agit d'une installation très technique pour laquelle, après un appel d'offres de plusieurs mois, CLF Satrem a su faire la différence grâce à sa capacité à s'adapter aux préconisations de l'assureur, à marier différentes technologies comme les sprinklers et l'extinction par gaz, et sa réactivité* », explique Rodolphe Bassi, président de CLF Satrem.

Avant d'ajouter : « *Il s'agit à ce jour de la plus importante commande enregistrée par CLF Satrem. Les études sont en cours et les travaux devraient s'achever mi-2021.* »

Devoir de conseil

La gageure, pour CLF Satrem, était, non seulement de respecter un basic design réalisé par un bureau d'études, mais aussi d'être force de proposition. « *Dans le cadre de ce projet, nous avons fait valoir notre devoir de conseil et, grâce à notre expertise, avons pu négocier en amont avec les assureurs pour revoir certaines préconisations et proposer différentes technologies* », ajoute Rodolphe Bassi. Un travail qui n'aurait pas été possible sans la capacité de CLF Satrem à concevoir et étudier, en 3D, les différentes solutions de protection incendie actives dédiées au bâtiment.



© A. Froustal

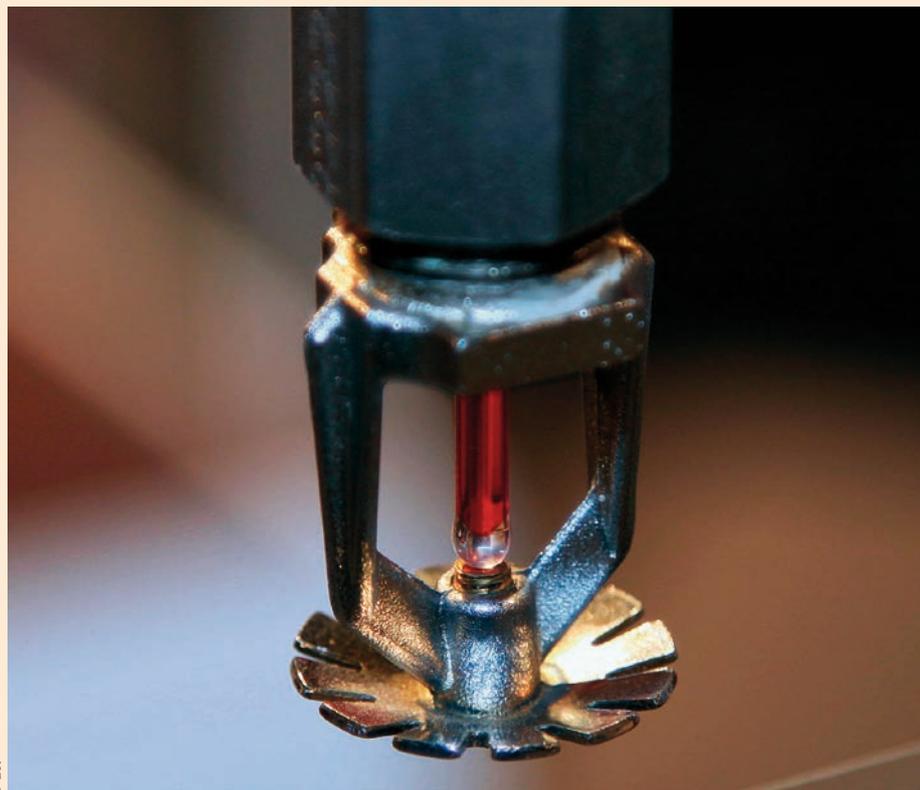
2 QUESTIONS À Rodolphe Bassi, PRÉSIDENT DE CLF SATREM

On connaît peu CLF Satrem. Or, la société est un des meilleurs spécialistes français de l'intégration et de la maintenance incendie. Sur quels types de projets êtes-vous capables d'intervenir ?

Nous maîtrisons toutes les technologies d'extinction incendie. Le contrat en cours est la preuve de notre capacité à concevoir et déployer des réseaux sprinklers de grande ampleur. Nous avons aussi réalisé l'installation de 1 400 têtes brouillard d'eau pour le tribunal de grande instance de Paris et assuré la rénovation des systèmes sprinklers du Centre Pompidou. Et ce, sans que le centre ne soit fermé au public.

Vous possédez aussi deux filiales aux savoir-faire très spécifiques. Pouvez-vous nous les présenter ?

La première est SVF, spécialisée dans la protection incendie passive et, plus particulièrement, dans la menuiserie vitrée coupe-feu aluminium. Groupe Gorgé dispose d'une autre filiale, Amopsi, dédiée à l'ingénierie de sécurité incendie. Ses ingénieurs sont capables, dans le cadre d'une révision trentenaire par exemple, d'élaborer des cahiers des charges qui permettent de conserver au maximum les anciens réseaux sprinklers.



© DR

SÉCURITÉ PRIVÉE

Été chargé pour Securitas !

Cet été, les équipes de Securitas ont fort à faire puisqu'elles auront assuré la sécurité de la Coupe du monde féminine de football et vont poursuivre avec le Tour de France.



© DR

Pour la troisième année consécutive, Securitas prendra part à la sécurisation événementielle du Tour de France. Les équipes de Securitas Belgique, puis les équipes de Securitas France, y rempliront des missions spécifiques pour assurer la sécurité des coureurs et du public. Les agents de sécurité Securitas sont ainsi chargés de : la sécurité du matériel des cyclistes ; la sécurité nocturne des hôtels où les coureurs séjournent pendant les 19 étapes ; la sécurité des « fan parks » des villes de Nîmes, Pau et Toulouse ; la sécurité de deux lignes d'arrivée au col du Tourmalet et à Embrun-Valloire.

Par ailleurs, après avoir pris une part active à la sécurité de l'Euro 2016, Securitas a de nouveau été retenue pour sécuriser l'un des plus grands événements sportifs de cet été 2019 : la Coupe du monde féminine de football. Securitas était chargée du contrôle d'accès pour la presse et les VIP à Paris et à Lyon. Cela comprenait le match d'ouverture au Stade de France le 7 juin ainsi que les demi-finales des 2 et 3 juillet, et la finale au Groupama Stadium de l'Olympique lyonnais le 7 juillet.

Les agents de sécurité événementielle sécurisaient les accès presse grâce à des postes inspection filtrage (PIF), avec des portiques et tunnels à rayons X et des palpations de sécurité.



© CTV

VIDÉOSURVEILLANCE LA DÉMOCRATISATION DES CAMÉRAS THERMIQUES PROFITE À CTV

L'opérateur téléphonie et spécialiste de la sûreté des entreprises et des collectivités CTV se porte bien. Disposant désormais de cinq agences, la société a réalisé un chiffre d'affaires de 12,6 millions d'euros, en progression de 6 % par rapport à l'exercice précédent. Avec pour objectif de le doubler dans les cinq ans qui viennent.

L'entreprise qui fête ses cinquante ans cette année, profite de la tendance actuelle à l'installation de caméras thermiques sur des sites privés comme publics. CTV réalise environ 30 % de son CA avec les collectivités. Ainsi, le dernier marché public remporté est celui de Nantes (ville et métropole, 200 sites concernés). Cependant, c'est avec les entreprises privées que CTV réalise la majorité de son activité dédiée à la sûreté. Parmi ses références : Sodebo, Cointreau, Scania Angers ou encore la Laiterie de Montaigu. « Cette année, nous venons d'élargir notre offre avec le référencement de caméras thermiques. Nous avons référencé une gamme performante à prix compétitifs, ce qui correspond bien à la démocratisation en cours. Les demandes sont en progression de 30 % en 12 mois, et proviennent de tout type d'organisations quel que soit leur domaine d'activité et dimension », explique Bernard Boucard, directeur commercial sûreté.



© Drone Volt

ANTI-DRONES DRONE VOLT PARTICIPE À UN TEST D'UN AÉROPORT EUROPÉEN

Le Français a été retenu par un important aéroport en Europe pour une étude de faisabilité portant sur des solutions anti-drones. Drone Volt a ainsi réalisé des essais en conditions réelles sur plusieurs semaines qui pourraient déboucher par la suite sur le déploiement d'une solution globale.

« La lutte anti-drone est un objectif prioritaire dans tous les aéroports du monde car les retards engendrés par le vol de drones en zone interdite entraînent des surcoûts considérables pour les compagnies aériennes et les gestionnaires d'aéroport, explique Olivier Gualdoni, PDG de Drone Volt. C'est un domaine dans lequel nous entendons remporter de nouveaux contrats. »



© DR

DRONES IMPORTANT CONTRAT POUR NOVADEM

La PME provençale a en effet reçu une commande de plus de deux millions d'euros portant sur la fourniture de micro-drones NX70 qui rejoindront les unités de mêlée, d'appui et de soutien de l'armée de terre. Cette acquisition a été réalisée dans le cadre d'une urgence opérationnelle visant à « rapidement doter les forces de capacités de détection plus performantes, mieux sécurisées et capables d'opérer de jour comme de nuit », selon un communiqué de la DGA. Les premiers systèmes ont été réceptionnés par la DGA et viennent de passer les évaluations technico-opérationnelles. Le NX70 est un micro-drone de 1 kg disposant d'une autonomie en vol pouvant atteindre jusqu'à 45 minutes et d'un rayon d'action de plus de trois kilomètres. Il peut voler par conditions météorologiques difficiles (vent jusqu'à 65 km/h, pluie, poussière, gamme de températures étendue). Ses liaisons de données sont chiffrées, aucune information n'est stockée à bord du drone et aucune connexion à internet n'est requise pour faire fonctionner le matériel, limitant ainsi tout risque de compromission. L'empreinte logistique se limite à une caisse unique durcie intégrant l'ensemble du matériel le rendant ainsi facilement transportable par le fantassin.



© DR

CONTRÔLE D'ACCÈS NOUVELLE ACQUISITION POUR VITAPROTECH

C'est le spécialiste du contrôle d'accès TDSi au Royaume-Uni qui vient de faire l'objet d'une nouvelle opération de croissance externe du groupe Vitaprotech. Le spécialiste européen des systèmes et technologies de contrôle d'accès et de sécurité pour les sites sensibles poursuit ainsi sa stratégie d'internalisation dynamique et régulière. Il y a quelques semaines, avant TDSi, c'était ARD qui était racheté par Vitaprotech. Acquisition qui permettait à ce dernier de devenir un des leaders sur le marché français de la sécurité des bâtiments et de renforcer sa présence notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

DRONES

Azur Drones lève 9 millions d'euros

Le Français, un des leaders européens du drone autonome, a finalisé trois levées de fonds successives, d'un montant total de 9 millions d'euros, auprès d'un investisseur privé français. Le groupe a ainsi levé près de 20 millions d'euros en à peine trois ans.

La dernière levée de fonds, qui survient quelques semaines après l'arrivée de Nicolas Billecocq au poste de directeur général, doit permettre à Azur Drones d'asseoir son leadership sur le segment du drone autonome – grâce à sa solution Skeyetech – et de soutenir son expansion à l'international. La société prévoit notamment le renforcement de l'équipe commerciale dédiée à l'export et l'ouverture d'un bureau à Dubaï. « Ce soutien financier exceptionnel et de confiance va nous permettre de poursuivre la Recherche & Développement sur le système Skeyetech, et donc de garder notre avance technologique décisive. Cela passera par de nouveaux développements inédits liés à l'intelligence artificielle pour rendre notre drone encore plus autonome et lui ajouter de nouvelles fonctionnalités opérationnelles », précise Jean-Marc Crépin, CEO d'Azur Drones.

Par ailleurs, et grâce à ces nouveaux fonds, Azur Drones va pouvoir continuer ses efforts pour faire avancer la réglementation drone. En effet, la société collabore avec les autorités de l'aviation civile pour rendre possible l'utilisation des drones autonomes à l'échelle mondiale. La société, qui a rejoint la Drone Alliance Europe, en avril dernier, est déjà en discussion avec d'autres autorités afin d'obtenir des homologations équivalentes dans plusieurs autres pays et conforter ainsi son avance sur le marché.



© Azur Drones

PRESTATIONS DE SÉCURITÉ

ATM et DPS font désormais partie du groupe Delta Drone

Deux nouvelles acquisitions pour le groupe Delta Drone : celles d'ATM et de Drone Protect Systems. Delta Drone entame ainsi une nouvelle étape de son développement.



Conformément à ce qui avait été annoncé en mars dernier, Delta Drone a finalisé l'acquisition de 65 % du capital d'ATM Group SRA. Delta Drone en a profité pour annoncer sa prise de participation dans Drone Protect Systems (DPS).

En effet, outre le rachat d'ATM Group SRA qui contrôle elle-même trois sociétés spécialisées dans la sécurité privée, l'accueil et la formation d'agents de sécurité, Drone Protect System rejoint également Delta Drone, par le biais d'une prise de participation de 40 % réalisée par DDrone Invest, filiale d'investissement détenue à 100 % par Delta Drone. Ces deux opérations très stratégiques s'inscrivent dans la logique de « dronification » d'un secteur essentiel, celui de la sécurité des personnes et des biens.

Elles permettent également de compléter l'offre de services de Delta Drone, basée sur des solutions métiers à partir de technologies propriétaires et brevetées, sans utilisation de moyens d'acquisition de données qui font aujourd'hui l'objet de restrictions fortes et croissantes aux États-Unis, liées à la protection et la confidentialité indispensables dès lors qu'il s'agit d'informations professionnelles stratégiques.

La signature de ces deux opérations permet au groupe Delta Drone d'engager une nouvelle étape de son développement, avec le lancement anticipé du plan 2020-2021 qui vise à atteindre, à fin 2021, un chiffre d'affaires consolidé de 30 millions d'euros.



VIDÉOSURVEILLANCE CONTRATS PRESTIGIEUX POUR SIQURA

Le premier concerne l'équipement d'un tunnel de 2888 mètres de long de la Rhineland Route reliant Katwijk à Leyde (Hollande méridionale, Pays-Bas). Dans le cadre de ce contrat, Cruxin, filiale de TKH, a collaboré avec le groupe international de sous-traitants Comol5, mandaté par la province de Zuid-Holland (Hollande du Sud). Cruxin a ainsi fourni à Comol5, le système de sonorisation pour la diffusion de messages et d'alertes pour les utilisateurs du tunnel et les solutions de vidéosurveillance dudit tunnel. Le volet vidéosurveillance du contrat comprenait la conception, la livraison et la mise en service de 135 caméras Siquira, de systèmes de stockages et de lecture des images. Une des principales contraintes techniques du marché était de fournir des solutions permettant de surveiller le tunnel constamment, même en cas de défaillance d'une ou de plusieurs caméras. Pour répondre à cette exigence, Siquira a sélectionné sa caméra Speeddome PD1103Z2-EI, une caméra IP intelligente panoramique. Il y a quelques mois, Siquira a fourni 819 caméras fixes et 25 PTZ pour assurer la sécurité des usagers et analyser le trafic de la nouvelle route Sheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah, située dans la baie de Koweït, dont le fameux le pont-route (l'un des plus longs du monde).



DRONES PARROT RETENU PAR L'US DEPARTMENT OF DEFENSE

Parrot, fait partie des six sociétés retenues dans le cadre d'un appel d'offres lancé en novembre 2018. Celui-ci visait à développer et à prototyper la nouvelle génération de drones compacts, de courte portée et dédiée à la surveillance (« Short Range Reconnaissance Drone » ou SRR).

Pour cela, le programme SRR a alloué un budget de 11 millions de dollars, réparti entre les six entreprises retenues, afin de prototyper et de tester un drone de reconnaissance rapidement déployable.

Il offrira aux soldats sur le terrain une vision et une compréhension immédiate et élargie de l'environnement dans lequel ils évoluent. Le drone devra bénéficier d'un temps de vol de 30 minutes et d'une portée allant jusqu'à trois kilomètres. Ultra-léger, son poids ne pourra excéder 1,3 kg, devra être opérationnel en moins de deux minutes et pouvoir être transporté dans les sacs à dos standards utilisés par les soldats. « Parrot est fier d'avoir été sélectionné par l'U.S. Army pour travailler sur ce projet hautement stratégique, déclare Henri Seydoux, fondateur et PDG de Parrot. Les États-Unis ont toujours été un marché de premier plan pour le groupe Parrot, tant pour notre gamme de drones grand public que pour nos solutions avancées destinées aux professionnels. »

DÉTECTION

Sensivic, le spécialiste français de la détection sonore

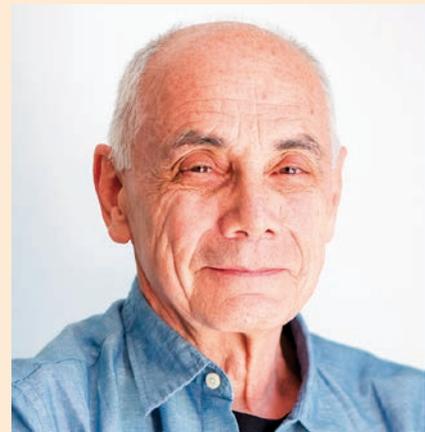
Alors que la détection sonore suscite de plus en plus d'intérêt dans les collectivités, nous avons rencontré le spécialiste français : Sensivic. 25 villes sont déjà équipées avec sa solution.

« Avec ma femme Pascale, nous avons créé Sensivic en 2015. Après, en ce qui me concerne, une longue carrière universitaire, consacrée à la recherche sur le son, explique Jean Demartini, cofondateur. Depuis la naissance de Sensivic nous tentons d'apporter une réponse à une problématique bien connue de la sécurité urbaine : les caméras PTZ déployées dans nos villes bougent tout le temps et ne voient pas toujours, au bon moment, ce qu'elles devraient voir. L'analyse du son et sa détection sont une réponse à cette problématique. » Pour comprendre la démarche de Jean Demartini, il faut savoir que dans la majorité des cas, lors d'un incident, c'est le son qui nous alerte en premier lieu. On regarde ensuite. « L'idée est donc de mettre des détecteurs de son associés aux caméras afin que ces détecteurs soient capables de signaler un son anormal dans des environnements bruyants, pour, ensuite, permettre d'orienter les caméras vers la zone concernée », ajoute notre interlocuteur.

Qu'est-ce qu'un bruit anormal ?

Pour concevoir ce type de détecteurs, il faut d'abord être capable de définir ce qu'est un son anormal. « On peut soit partir de bases de données de sons dits anormaux mais cela ne marche pas car on n'enregistre jamais assez de sons, explique Jean Demartini. Une autre approche est de partir du constat que ce qui est normal est ce à quoi on est habitué. Et de réfléchir à une solution qui permet aux détecteurs de s'habituer à leur environnement, d'apprendre grâce à de l'IA, pour qu'ils acquièrent la capacité de détecter ce qui n'est pas habituel dans leur environnement sonore bruyant. C'est ce que nous faisons chez Sensivic. »

C'est ce défi qu'a su relever la société puisqu'elle propose aujourd'hui une solution qui peut apprendre son environnement sonore en environ 15 minutes, pour ensuite être capable de détecter des sons alarmants.



©DR

2 QUESTIONS À Jean Demartini, COFONDATEUR DE SENSIVIC

Cela peut paraître difficile – voire impossible – de détecter précisément un son dans les environnements urbains qui sont très bruyants ? Comment faites-vous ?

Il faut partir de la notion de fond sonore qui recouvre les sons auxquels nous sommes habitués. Notre système, grâce à son intelligence artificielle, apprend le fond sonore dans lequel sont placés les détecteurs. Il se crée en quelque sorte un environnement sonore qu'il considère comme normal. Il sera alors capable de détecter, non pas l'anormalité du son, mais un son dont l'intensité sonore peut être alarmante : les coups de feu, les voitures-béliers, les bris de vitres... Ensuite, grâce aux antennes acoustiques qui équipent nos détecteurs, nous pouvons indiquer dans quelle direction est la source du son. La caméra se positionne alors automatiquement sur la zone concernée.

Dans les villes, il y a souvent des sons répétitifs dont l'intensité sonore peut être jugée comme anormale. Comment réagit votre système ? Peut-on l'utiliser ailleurs qu'en ville ?

Quand un son devient répétitif, notre système, grâce à ses capacités d'apprentissage, s'y habitue et ne le considère plus comme alarmant. C'est-à-dire qu'il intègre que ce son est normal dans cet environnement donné. Il peut tout à fait être utilisé à l'intérieur d'un bâtiment pour identifier certaines situations à risques comme les effractions avec des outils électriques portatifs.



© Sensivic

IMAGERIE INFRAROUGE

Sofradir et Ulis deviennent Lynred

Sofradir et sa filiale Ulis ont annoncé leur fusion. Elles prennent le nom de Lynred. Cette dernière a été créée pour répondre à la demande émanant des marchés de l'aérospatial, de la défense, de l'industrie et grand public qui recherchent une société offrant une gamme complète de produits infrarouges.



© iStock

Sous sa nouvelle identité de marque, Lynred (1 000 collaborateurs) propose, au niveau mondial, une vaste gamme de produits IR de haute technologie. Le marché des systèmes militaires d'imagerie infrarouge est estimé à 8,5 milliards de dollars en 2018 (environ 7,6 milliards d'euros) et devrait atteindre 14 milliards de dollars (environ 12,5 milliards d'euros) en 2023. En extrapolant les données du marché des caméras pour applications industrielles et grand public, on note qu'il pourrait passer de 2,9 milliards de dollars (environ 2,6 milliards d'euros) à 4,1 milliards de dollars sur la même période (environ 3,7 milliards d'euros).

Prochaines générations de détecteurs

Les 150 millions d'euros (167,4 millions de dollars) investis dans le projet Nano2022 vont permettre à Lynred de développer ses prochaines générations de détecteurs infrarouges sur les cinq années à venir. Ces nouveaux dispositifs IR seront conçus pour répondre aux besoins en matière de systèmes autonomes pour bâtiments intelligents, de sécurité routière... Ces développements vont également porter sur des détecteurs compacts et légers qui pourront être intégrés dans des dispositifs portables et des drones.



© DR

« Sur un secteur de plus en plus concurrentiel, qui a vu le nombre de ses acteurs doubler ces cinq dernières années, nous sommes le leader européen en matière de technologies infrarouges. Lynred augmente notre force de frappe en R&D et notre visibilité dans l'écosystème de l'IR. »

JEAN-FRANÇOIS DELEPAUX, PRÉSIDENT DE LYNRED.



© DR

SÉCURITÉ PORTUAIRE SPIE A ÉTÉ CHOISIE PAR LE GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE

Spie ICS, filiale de services numériques de Spie, et l'équipe de l'activité télécoms et réseaux du grand port maritime de Marseille finalisent la mise à niveau de l'infrastructure réseau du GPMM, dont la migration du système de vidéosurveillance. La filiale de Spie a remporté ce nouveau marché en 2018 en proposant des solutions évolutives et adaptées aux enjeux du port méditerranéen : évolution de l'architecture réseau, choix du matériel, validation des logiciels, délais de livraison, phases de la migration...

En seulement quatre mois (de septembre à décembre 2018), les équipes de SPIE ICS et du GPMM ont remplacé progressivement les cœurs de réseau et l'infrastructure qui relie 12 sites du port entre eux (1 site à Fos-sur-Mer, 1 à la Fossette, 1 à Port-Saint-Louis-du-Rhône et 9 sites à Marseille). Le débit du réseau est ainsi passé de 10 à 40 Gbps.

En s'appuyant sur les dernières technologies et logiciels d'Extreme Networks, ce nouveau réseau plus performant offre une résilience et une disponibilité maximale à ses utilisateurs.

Autre volet important de la mission de Spie ICS : la migration des systèmes vidéo analogiques vers un système vidéo numérique (IP). L'intégration des flux des caméras de vidéosurveillance est à présent facilement supportée par le réseau du port.

VIDÉOSURVEILLANCE

Partenariat de distribution entre Provision-ISR et Netvicom

Le fabricant israélien de produits de vidéosurveillance, qui s'est implanté en France début 2018, annonce son partenariat avec Netvicom, un grossiste à valeur ajoutée, spécialiste de la vidéo sur IP.

Netvicom, un distributeur se positionnant initialement sur le marché de L'IT au niveau national, n'a cessé de se développer dans la distribution de solutions de sécurité électronique : vidéosurveillance, serveur, contrôle d'accès et intrusion. Pour Provision-ISR, ce nouveau partenariat avec un distributeur emblématique de solutions réseau IP vient donc élargir son réseau de revendeurs, venant principalement de la sécurité incendie (ACCF, Acaupel, SSI systèmes du groupe GTC) ou encore tout dernièrement, spécialisé dans les équipements de sécurité globale (Intégral Système), et lui offrira de nouvelles perspectives de développement.

Provision-ISR pour faire la différence

Présent et reconnu sur le marché depuis plus d'une dizaine d'années, Netvicom souhaitait améliorer son offre et se démarquer sur le marché de la distribution. « *Provision-ISR propose une gamme complète de produits de vidéosurveillance analogique AHD (4-en-1) et IP, de logiciels ainsi qu'une large gamme d'accessoires, ce qui va nous permettre de compléter notre catalogue, et de mieux répondre aux attentes de nos clients les plus exigeants. La mise en situation des produits Provision-ISR nous a permis de constater leurs performances et leur flexibilité pour s'adapter aux différentes contraintes du terrain. Le système d'exploitation Ossia est très intuitif, ce qui permet une prise en main très rapide* », explique Stéphane Napas, directeur général de Netvicom. Avant de conclure : « *Avec ce nouveau partenariat, nous allons ainsi pouvoir nous démarquer et proposer des solutions alternatives dans les différents projets pour lesquels nous sommes consultés.* »



« *Nous sommes heureux de compter Netvicom comme nouveau partenaire à forte valeur ajoutée. Cet accord va permettre à Provision-ISR de compléter sa présence géographique sur le territoire, de renforcer les services de proximité aux installateurs et d'adresser son offre technologique à de nouveaux marchés verticaux industriels.* »

PIERRE SANGOUARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PROVISION-ISR FRANCE.



POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ DE VOTRE PROFESSION ET RESTER INFORMÉ, RECEVEZ GRATUITEMENT LA E-NEWSLETTER BIMENSUELLE DE PSM

- ➔ Nouveaux marchés
- ➔ Actu business
- ➔ Infos people
- ➔ Nouveaux produits
- ➔ Agenda
- ...

Pour recevoir tous les 15 jours la e-newsletter de PSM, inscrivez-vous d'un simple clic sur protectionsecurite-magazine.fr

psm • e-NEWSLETTER
PROTECTION SÉCURITÉ MAGAZINE
Les solutions pour les professionnels de la Sécurité - Sécurité
LETTRE BIMENSUELLE - N°115 - 30/11/2017
pour vous Vincent LEVER

Le contrôle d'accès simplifié par Paxton

actus

Marché mondial de la sécurité
Accélération des dépenses
À l'occasion du dernier salon M&Ispot qui s'est tenu à Paris Villepinte du 21 au 24 novembre dernier, notre partenaire En Toute Sécurité a pu constater l'intérêt

VOUS CHERCHEZ DES SOLUTIONS DE SURVEILLANCE, D'IDENTIFICATION, ... ?

VISITEZ LE 1^{ER} SALON ONLINE SUR LA SURETE ET LA SECURITE !

1

Vous choisissez le hall que vous souhaitez visiter

2

Vous sélectionnez les catégories de produit que vous recherchez : vidéosurveillance, identification, contrôle d'accès, détection, alarme...

3

Vous consultez tranquillement les fiches techniques des produits, visionnez les vidéos de démonstration, les documentations techniques, les catalogues, faites en direct des demandes de devis, ...



Un salon permanent, ouvert 365 jours par an, afin de vous permettre de trouver et choisir tranquillement le matériel ou produit que vous recherchez et contacter directement le fabricant.

Si vous souhaitez faire figurer vos produits sur ce salon online, merci de nous contacter : info@protectionsecurite-magazine.fr

e-salon-protectionsecurite.fr



e-salon **psm**
PROTECTION SECURITE MAGAZINE



Bosch Security Systems

Tinyon IP et Wifi, le design et l'esthétique au service de votre sécurité

BOSCH
Des technologies pour la vie

17/02/2015

Visiteurs

Accueil
Les exposants
Le kiosque presse
Autres salons
Nous contacter

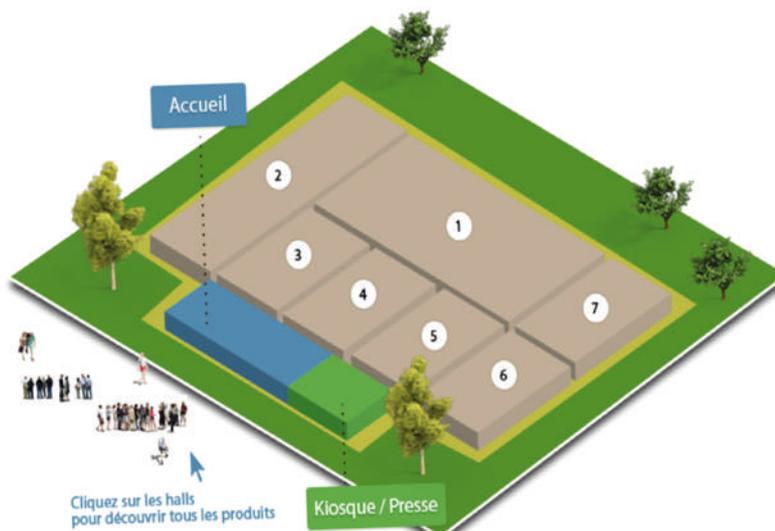
Exposants

Pourquoi devenir exposant ?
Comment devenir exposant ?
Remplir une fiche technique
Nous contacter

Espace exposants



Le 1^{er} salon online sur la Sûreté et la Sécurité !



SOMMAIRE



24



29



38



52



56

3 actus prestataires

14 actus sûreté

24 entretien

GAËL MARCHAND
Chief Security Officer chez
Louis Vuitton

29 dossier

**QUELLE SÉCURITÉ
À L'HÔPITAL ?**

38 vidéosurveillance

Les caméras au service
du marketing

42 contrôle d'accès

Centrales de contrôle d'accès,
des unités à sécuriser

46 focus

Les logiciels de gestion vidéo

48 intrusion

Détection intelligente ou
association de technos ?

52 incendie

Portes coupe-feu :
un parc inutilisable ?

56 risque

Parcs de loisirs, une sécurité
discrète et rassurante

64 quoi de neuf ?

Que proposent les fabricants
pour la sécurité et la sûreté ?

66 c'est vous qui le dites !

JEAN-RENÉ LADOUZE, associé
chez Uni-Sat

TPMedia

Magazine édité par TP Media
20, rue des Petites Écuries
75010 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 23 33 78 Fax : +33 (0)1 48 00 05 03
info@protectionsecurite-magazine.fr

Tous droits de reproduction, textes et illustrations, même partiels, sont
soumis à l'accord préalable de la publication.

BIMESTRIEL DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SÛRETÉ
Commission paritaire : 0320 T 91736
ISSN : en cours

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Vincent PERROTTE

ÉDITION / DIRECTION DE LA RÉDACTION

Christophe LAPAZ ;

Tél. : + 33 (0)6 27 37 29 22

e-mail : cl@protectionsecurite-magazine.fr

JOURNALISTE: Laurence ALEMANNI

CONCEPTION GRAPHIQUE Éric MERKI & Vincent LEVER

MAQUETTE Vincent LEVER

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION : Frédérique GUITTON-DANIELO

PUBLICITÉ Jérôme PERROTTE ;

Tél. : +33 6 09 17 09 50 / + 33 (0)1 45 23 33 78

e-mail : jp@protectionsecurite-magazine.fr

DIFFUSION & MARKETING Hélène Duval

e-mail : hd@tpmedia.fr

SERVICE ABONNEMENTS PSM - TBS Blue - 6 rue d'Ouessant -

35760 St Grégoire ;

Tél. : + 33 (0)1 76 41 05 88 ; Fax : + 33 (0)1 48 00 05 03

e-mail : abopsm@tpmedia.fr

Abonnement 1 an France : 168 euros TTC

Étranger : 180 euros TTC

IMPRESSION CORLET. Zone Industrielle Ouest -

Rue Maximilien-Vox - Condé-sur-Noireau.

14110 Condé-en-Normandie ;

Origine papier : Suède ; Taux de fibres recyclées : 0% ;

Certification des fibres : PEFC ; Eutrophisation : 0,02 kg/T

CRÉDIT PHOTO COUVERTURE

Getty Images

ÉDITO



© DR

Plus de sanctuaires

Longtemps, en France, on a cru que quelques lieux étaient, en raison de leur statut, leur destination, ou du symbole qu'ils représentaient, à l'écart de la violence. Cette époque est révolue. Écoles, lieux de cultes, cimetières, hôpitaux... sont les cibles d'actes de violence et d'incivilités :

vandalisme, dégradations, profanations, terrorismes, vols, agressions physiques, etc.

Comme le montre le dossier que nous consacrons à la sécurité à l'hôpital, le monde hospitalier doit, tous les jours, faire face à des actes de violence. Personnels soignants ou administratifs, patients, visiteurs... nul n'est à l'abri. Par définition lieu ouvert, l'hôpital doit aujourd'hui constamment arbitrer et trouver le juste équilibre entre continuité du service et légitime sécurité. Ce n'est pas toujours simple et c'est, encore plus, regrettable.

Et il ne faudra pas se plaindre si, un jour, les citoyens que nous sommes n'ont plus le moyen d'échapper à l'œil des caméras et autres outils de contrôle. Où que nous nous trouvions...

En attendant, toute la rédaction de PSM vous souhaite de bonnes vacances.

Christophe Lapaz, directeur de la rédaction,
cl@protectionsecurite-magazine.fr

SÉCURITÉ PRIVÉE

Un marché français fragmenté

Une récente étude montre que pour faire face à l'intensification de la concurrence et les pressions sur les marges, le monde de la sécurité privée doit adopter de nouvelles stratégies.

Le cabinet Xerfi-Precepta a publié une étude intitulée *Le marché de la sécurité à l'horizon 2022 - Intensification de la concurrence et pressions sur les marges : quels leviers de croissance et perspectives pour les sociétés de sécurité privée ?* On y apprend qu'à l'horizon 2022, la croissance du marché devrait se maintenir sur un rythme de 3 % par an en moyenne pour un CA d'environ 8,3 milliards d'euros. Si le marché est soutenu par la demande des entreprises et surtout des collectivités, les marges resteront sous tension. Malgré les efforts de montée en gamme et de diversification des activités, les entreprises de sécurité se heurteront encore à des pressions tarifaires. Les coûts augmenteront en raison de nouvelles obligations réglementaires. La transformation du CICE en allègement de charges pourrait avoir un impact négatif, déjà évalué à 20 millions d'euros au niveau global par la profession en 2018.

Pression sur les prix

Les pressions sur les prix des clients sont fortes, en particulier sur la surveillance humaine qui constitue le cœur de



métier. Ce qui pèse en toute logique sur les marges. En outre, les entreprises du secteur doivent absorber une hausse des frais de personnel, avec des revalorisations salariales récurrentes. La gestion de la trésorerie est également délicate avec des délais de paiement des clients plutôt élevés, en particulier pour les plus petites structures. Malgré une activité bien orientée, les performances d'exploitation des sociétés restent modestes. ■

→ www.xerfi.fr

PROFESSIONNALISATION ET TERRITOIRES

L'étude pointe également du doigt le besoin évident de professionnalisation du secteur de la sécurité privée pour consolider son marché. Il faudra aussi mettre en place une politique de sécurité plus ancrée dans les territoires pour favoriser la coordination entre acteurs locaux (polices municipale et nationale, sécurité privée).

2 QUESTIONS À

NICOLAS LE CORRE

Chargé d'études senior



Quel constat faites-vous sur le marché de la sécurité privée en France ?

Le marché de la sécurité privée est plutôt fragmenté en France. Par ailleurs, près d'un quart

des sociétés n'atteignent pas l'équilibre financier. Globalement, les entreprises de sécurité privée sont soumises à une très forte concurrence, notamment des acteurs du Facility Management. Dans la télésurveillance, la menace vient

des assureurs et des opérateurs télécoms qui s'allient (Orange-Groupama, Free-Axa). Dès lors, les groupes s'orientent vers des niches de marché considérées plus exigeantes et plus rémunératrices.

Comment expliquez-vous la concentration du marché ?

Cette concentration existe dans certains secteurs. Par exemple, le segment du transport de fonds s'achemine, lui, vers un duopole après que Loomis a annoncé le rachat du numéro trois

Prosegur Cash France (PCF) en avril 2019 et Brink's racheté le numéro quatre Temis en 2017. Les deux géants totaliseront plus de 95 % de parts de marché en France. Ces opérations s'inscrivent dans un contexte de mutation du secteur marquée par une logique de continuité entre la surveillance humaine et le conseil en sûreté et une convergence entre sécurité physique et cybersécurité. Des opportunités s'ouvrent donc et laissent augurer des rapprochements ces prochaines années.

VIDÉOSURVEILLANCE

San Francisco dit « non » à la reconnaissance faciale !

Par huit voix contre une, le conseil municipal de San Francisco a interdit le recours à la reconnaissance faciale par les agences gouvernementales et la police. En conséquence, les dites polices et agences gouvernementales ne pourront plus, d'ici un mois, utiliser cette technologie qui permet de reconnaître et d'identifier un individu grâce à une photo ou une vidéo. Par ailleurs, le texte « Stop Secret Surveillance Ordinance » (ordonnance pour l'arrêt de la surveillance secrète) voté par la ville de San Francisco, impose aux organismes municipaux qui voudraient utiliser les technologies de surveillance, d'obtenir une autorisation et de mettre place des audits pour évaluer les dispositifs déjà installés. Dans le contexte nord-américain, la décision de la ville californienne est totalement inédite. Car, malgré les débats qu'elle suscite et l'opposition nette des organisations de défense des droits civiques, la reconnaissance faciale est à la mode outre-Atlantique. Rappelons, à titre d'exemple, que l'administration américaine a décidé tout récemment d'imposer à tous les aéroports américains l'utilisation de la reconnaissance faciale afin que 97 % des passagers, de tous les aéroports, s'y soumettent. Or, selon une récente étude du prestigieux MIT, dans 19 % des cas, un système de reconnaissance faciale a pris



des femmes pour des hommes. Ce pourcentage passe à 31 % lorsque les femmes ont la peau foncée... D'autres tests à grande échelle menés aux États-Unis se sont aussi soldés par un échec. Ainsi, un système testé sur le pont Robert-Kennedy (ou Triborough Bridge) à New York, afin de reconnaître des visages parmi les 900 000 véhicules qui empruntent le pont chaque jour, n'en a reconnu aucun... ■

RÉSIDENTIEL

Clamart aide ses habitants à se doter d'une alarme anti-intrusion

Le conseil municipal de la Ville de Clamart a proposé la création d'une subvention pour l'acquisition de dispositifs anti-intrusion destinés aux personnes non dotées d'un tel dispositif (les commerçants et entreprises bénéficiant déjà d'une aide à l'installation d'alarme anti-agression correspondant à leurs besoins spécifiques), propriétaires occupants ou locataires.

L'aide serait de 50 % du coût du dispositif et limitée à un montant maximum de 400 euros. Elle pourrait être obtenue sur présentation de la facture d'un vendeur ou d'un installateur agréé, que l'installation soit effectuée par le vendeur ou le demandeur, de moins de six mois et postérieure à la date de création du dispositif. Comme l'indique Jean-Didier Berger, maire de Clamart :

« Un cambriolage est toujours un traumatisme à la fois par la violation de l'espace privé qu'il induit, et à la perte d'objets ou de valeurs que subissent les victimes alors que plus de 80 % des cambriolages pourraient être évités par le déclenchement d'une alarme sonore. »

Cette mesure vise donc à renforcer la protection des biens et des personnes de nos concitoyens.

« Elle s'inscrit dans la continuité de nos actions en faveur de leur sécurité (création d'une police municipale, système de vidéo protection, etc.) », conclut le maire de Clamart. ■



ARD est heureux de vous annoncer son entrée au sein du groupe



le leader européen de la sécurité physique des sites sensibles

+33 (0) 492 525 800 - contact@ard.fr - www.ard.fr

VIDÉOSURVEILLANCE

20 000 euros d'amende pour Uniontrad Company

La Cnil lui a infligé une sanction pour avoir mis en place un dispositif de vidéosurveillance qui plaçait ses salariés sous surveillance constante. La commission lui impose aussi de prendre des mesures pour assurer la traçabilité des accès à la messagerie professionnelle partagée.

Uniontrad Company, spécialisée dans la traduction, emploie neuf personnes. Entre 2013 et 2017, la Cnil a reçu des plaintes de plusieurs salariés de la société qui étaient filmés à leur poste de travail. Elle a, à deux reprises, alerté la société sur les règles à respecter lors de l'installation de caméras sur le lieu de travail, en particulier, qu'il ne fallait pas filmer en continu les salariés et qu'une information sur la présence de caméras devait leur être donnée.

Lors d'un contrôle mené dans les locaux de la société en février 2018, la Cnil avait constaté que :

- la caméra présente dans le bureau des six traducteurs les filmait à leur poste de travail sans interruption ;
- aucune information satisfaisante n'avait été délivrée aux salariés ;
- les postes informatiques n'étaient pas sécurisés par un mot de passe et les traducteurs accédaient à une messagerie professionnelle partagée avec un mot de passe unique.

Mise en demeure

En juillet 2018, la présidente de la Cnil a donc mis en demeure la société de se mettre en conformité avec la loi Informatique et libertés, en lui demandant de : déplacer la caméra pour ne plus filmer les salariés de manière constante ; procéder à l'information des salariés sur la présence

RAPPEL

- Selon l'art. 226-1 du Code pénal, le chef d'entreprise peut être sanctionné par un an d'emprisonnement si les caméras filment un employé à son insu dans un lieu privé. Une amende de 225 000 euros peut être prononcée.
- En cas d'enregistrement d'images illicite (art. 226-16 du Code du travail), le chef d'entreprise risque cinq ans de prison et une amende maximale de 300 000 euros.

des caméras ; mettre en œuvre des mesures de sécurité pour l'accès aux postes informatiques et pour la traçabilité des accès à la messagerie professionnelle.

Persistance des manquements

En l'absence de mesures satisfaisantes à l'issue du délai fixé dans la mise en demeure, la Cnil a effectué un second contrôle en octobre 2018 qui lui a permis de constater la persistance des manquements malgré les affirmations contraires de la société. Une procédure de sanction a donc été engagée. Procédure qui a abouti à une amende administrative de 20 000 euros considérant que les manquements relevés par la présidente persistaient. Elle a notamment pris en considération la taille et la situation financière de la société, qui a présenté un résultat net négatif sur l'année 2017, pour retenir une amende administrative dissuasive mais proportionnée.

Elle a également enjoint à la société d'assurer la traçabilité des accès à la messagerie professionnelle partagée et d'en justifier sous un délai de deux mois à compter de la notification de la délibération. À l'issue de ce délai, une astreinte de 200 euros par jour de retard est prévue à partir de la date de notification si la société ne s'est toujours pas mise en conformité. Uniontrad Company doit aussi assurer la traçabilité des accès à la messagerie professionnelle partagée dans un délai de deux mois, sous peine d'une astreinte de 200 euros par jour de retard. ■



© Getty Images

À RETENIR

La Cnil tient à rappeler la particulière sensibilité de la vidéosurveillance des salariés sur leur lieu de travail. Elle met aussi en avant l'importance de répondre aux mises en demeure de la Cnil. C'est le refus affiché par la société de prendre les mesures pour se mettre en conformité et ce, malgré l'accompagnement de la Cnil dont elle a pu bénéficier, qui a, en l'espèce, justifié la procédure de sanction et l'amende.

SÉCURITÉ ET SÛRETÉ

Guide pratique et juridique

Legitech vient de publier sous la direction d'Olivier Hassid un nouvel ouvrage intitulé *Sécurité et sûreté : guide pratique et juridique*.

Dans ce guide, les différents auteurs tentent d'apporter des réponses à des questions que se posent toutes les entreprises et organisations : Que peut-on faire en matière de surveillance, de contrôle et de vérification ? Comment se prémunir des menaces sans déraiper et se mettre en danger ? Ils y apportent des réponses en matière de mesures légales pouvant être mises en place en se basant sur des cas concrets.

Ce guide s'adresse autant aux dirigeants d'entreprise qu'aux professionnels de la sécurité dans les entreprises ou aux directions juridiques.

Olivier Hassid est docteur en sciences économiques, correspondant au Centre international de criminologie comparée, et dirige les activités de conseil en sécurité, sûreté et intelligence économique pour PwC. Il a été directeur général du Club des directeurs de sécurité en entreprise et a dirigé pendant cinq ans la revue *Sécurité & Stratégie*. ■

→ www.legitech.lu/product/securete-surete-guide-pratique-juridique



VIDÉOSURVEILLANCE

Un CSU pour la Roche-sur-Yon

La ville était déjà équipée d'une quarantaine de caméras en centre-ville, dans les parcs et dans certains quartiers périphériques pour surveiller la voie publique et lutter contre les incivilités, les trafics de drogues, les dégradations... Pour compléter son installation, La Roche-sur-Yon s'est récemment dotée d'un centre de surveillance urbaine (CSU), installé dans les locaux de sa police municipale. Une installation plus en accord avec le réseau déployé et qui sera sans doute plus efficace que l'ancien écran d'ordinateur qui permettait jusqu'à maintenant de visionner les images des sites surveillés... ■

APSAD

votre solution de confiance !

**Vous recherchez des solutions efficaces et adaptées.
Faites appel à des entreprises d'installation
et de maintenance certifiées APSAD !**

- Système de détection incendie (référentiel APSAD R7)
- Système de détection intrusion (référentiel APSAD R81)
- Système de vidéosurveillance (référentiel APSAD R82)
- Système de contrôle d'accès (référentiel APSAD D83)

Retrouvez la liste des entreprises certifiées sur www.cnpp.com



CNPP Cert.

Organisme certificateur reconnu par les professionnels de la sécurité et de l'assurance.

Tél : + 33 (0)2 32 53 99 26 - contact@cnpp.com



SÉCURITÉ INCENDIE

Le Gesi interprète l'article 12 des rubriques ICPE 1510

Souvent interrogé sur ce qu'est un système de détection incendie (SDI) au sens de l'article 12 de l'arrêté du 11 avril 2017, relatif aux exigences applicables pour la protection des entrepôts couverts soumis à la rubrique ICPE 1510, le Gesi* a publié sa position et son interprétation.

La mise en place d'un système de détection incendie (SDI) est imposée pour « les cellules, les locaux techniques et les bureaux à proximité des stockages » des établissements concernés par l'arrêté du 11 avril 2017. Le Gesi rappelle qu'il contribue à l'objectif « d'assurer la mise en sécurité des personnes présentes à l'intérieur des entrepôts, de protéger l'environnement, d'assurer la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, de prévenir les incendies et leur propagation à l'intégralité des bâtiments ou aux bâtiments voisins, et de permettre la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours. » En complément, ce même arrêté rend nécessaire la mise en place d'un système d'extinction à eau de type sprinkleur dans certains types d'entrepôts suivant les exigences précisées à l'article 7 dudit arrêté.

Deux systèmes qui cohabitent

Ces deux systèmes peuvent donc cohabiter en fonction du type d'entrepôt dans lequel ils sont installés, avec des objectifs et enjeux différents.



© Getty Images

Le système de détection incendie a pour principales vocations d'apporter une détection précoce pour limiter les conséquences de l'incendie, d'actionner une alarme perceptible en tout point du bâtiment, de déclencher le compartimentage, de commander le désenfumage, de s'adapter aux risques à surveiller, etc. Un système d'extinction automatique sprinkleur a pour objectif de limiter la perte des produits stockés à une « zone impliquée » au sens de la règle Apsad R1. ■

*Gesi : Groupement français des industries électroniques de sécurité incendie



LISTE DES SOURCES

- **Audibilité du signal d'évacuation en tout point :** NF S32 001 Annexe
- **Détection précoce :** R7 §1.3 et §2.5.1
- **Commande des fonctions de mise en sécurité par le CMSI :** NF S 61-931 §1
- **Définition des modes de détection :** R7 §2.12.1
- **Analyse de risque :** R7 §1.4.3.6
- **Limiter les conséquences de l'incendie :** R7 §1.4.3.6

ENTREPRISES DE SÛRETÉ

Le Snes récompense le professionnalisme

Le 9 mai dernier, le Snes a remis ses palmes APS du professionnalisme en sécurité privée.

Cette distinction annuelle, remise pour la deuxième année consécutive, a pour but de mettre en lumière l'utilité, l'efficacité et le professionnalisme d'un agent de sécurité ou d'une équipe dans l'exercice de ses missions. Les palmes ont été remises à :

> palme d'or à Christian Temb, responsable d'exploitation, Groupe Triomphe Sécurité pour une vaste opération de sécurisation et d'anti-intrusion

aux Galeries Lafayette lors d'une des manifestations les plus violentes des « gilets jaunes ».

> palme d'argent à Sébastien Morilhat, responsable sûreté, Challancin Prévention & Sécurité, pour une opération d'identification visuelle par réseau de télésurveillance, d'intervention préventive rapide, d'assistance, de maîtrise d'un agresseur au couteau, et de secours à personne sur le site du campus universitaire Léonard de Vinci à Courbevoie. ■



Christian Temb (Groupe Triomphe) a reçu la palme d'or.

VIDÉOSURVEILLANCE

1 million de caméras à Londres en 2025



Selon une étude publiée par CCTV.co.uk, on dénombrait, pour la seule ville de Londres, 627 000 caméras de surveillance.

Et ce chiffre pourrait atteindre le million d'ici 2025 !

627 000 caméras (en tenant compte de celles installées

dans les immeubles commerciaux ou résidentiels),

cela signifie une caméra pour 14 personnes.

627 000 caméras, cela veut également dire que quiconque se promène dans Londres et s'y déplace pour aller travailler sera filmé environ 300 fois dans une seule journée !

À titre de comparaison, il y aurait 60 000 caméras de surveillance déployées sur l'ensemble du territoire national. ■

GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

Bienvenue au GES



Les membres du bureau du GES. Frédéric Gauthey, son président, est le quatrième en partant de la gauche.

Après de longs mois de pourparlers, de tractations... le Snes et l'USP ont enfin fusionné pour donner naissance, le 5 juin dernier, au GES (Groupement des entreprises de sécurité).

À l'issue de cette assemblée générale constitutive, un premier conseil d'administration provisoire composé des membres du CA du Snes et du CA de l'USP (soit 28 membres), a élu le bureau et le président de la nouvelle organisation patronale :

- **président** : Frédéric Gauthey (Prosegur France)

- **vice-présidents/président de collège** :

Elias Nahra (Groupe Triomphe Sécurité) pour le collège des grandes entreprises ; Mourad Chenaf (Octopus) pour le collège des entreprises moyennes ; Abdelhamid Faddeoui (Aetos) pour le collège des petites entreprises.

- **trésorier** : Frédéric Laisney (Challancin)

- **adjoint trésorier** : Luc Guilmin (Sécuritas) ■

**SÉCURITÉ / SÛRETÉ
DES ORGANISATIONS**

Préventica

GRAND SUD MARSEILLE 08>10 OCT 2019

CONFÉRENCES
EXPOSITION
EXPERTS
RETOURS D'EXPÉRIENCE
ATELIERS DÉMOS

EXPOSER +33 (0)5 57 54 12 65 • DEVENIR PARTENAIRE +33 (0)5 57 54 38 26
INFORMATIONS & INSCRIPTION GRATUITE WWW.PREVENTICA.COM

FFSP Snes ADMS FFI GIMSSI GPMSE ANITEC Agorà PSM

SÉCURITÉ INCENDIE

Se former à la sécurité incendie grâce à la réalité virtuelle

YouRescue est un programme de formation à la sécurité incendie en réalité virtuelle lancé par Chubb France, en collaboration avec Wanadev. Il permet de recréer des situations liées aux incendies.

Facile à utiliser et bénéficiant des dernières technologies innovantes, le programme YouRescue est composé d'un cours théorique en groupe de 30 minutes suivi d'un cours individuel et pra-

tique de RV. Pour cette pratique, les stagiaires sont dirigés par un instructeur expert qui se tient à leurs côtés pendant l'expérience immersive et réaliste. En une journée, ce sont deux groupes de 15 personnes qui peuvent être formés. La durée de la session (théorie + réalité virtuelle) est de 40 minutes seulement.

À l'aide d'un casque connecté à un ordinateur portable, le stagiaire est immergé dans une situation réaliste en trois dimensions (3D). Dans le programme de formation «incendie au bureau» de You-

Rescue, le stagiaire est dans un espace ouvert et doit éteindre un incendie provenant d'une poubelle, d'une imprimante ou encore d'un coffret électrique. La formation à la réalité virtuelle propose à chaque participant de mettre en pratique les enseignements de son cours théorique, ce qui permet de mieux retenir le message. Les scripts de réalité virtuelle YouRescue permettent aux participants de prendre des mesures initiales nécessaires avant l'arrivée de l'aide professionnelle. Ce programme de formation YouRescue a déjà été déployé avec succès par de nombreux clients tels que HOP! (Groupe Air France). Un préposé à la maintenance qui a suivi cette formation en réalité virtuelle a déclaré : «*Si je dois faire face à ce genre de situation à l'avenir, je suis sûr de réagir sans crainte car j'aurai l'impression de l'avoir déjà vécue !*» ■



© DR

LE CODE DU TRAVAIL PRÉCISE :

- Art. R4227-28 : « L'employeur prend les mesures nécessaires pour que tout commencement d'incendie puisse être rapidement et efficacement combattu dans l'intérêt du sauvetage des travailleurs. »
- Art. R4227-39 : « Le devoir, pour toute personne apercevant un début d'incendie est de donner l'alarme et de mettre en œuvre les moyens de premiers secours, sans attendre l'arrivée des travailleurs spécialement désignés. »

MÉTIERS DE LA SÉCURITÉ

Une enquête sur la place des femmes

Le Club des femmes dans la sécurité a lancé un sondage en ligne afin de connaître leur place dans la sécurité.

Rappelons que le Club des femmes dans la sécurité, créé à l'initiative de l'Anitec, est ouvert à toutes les femmes occupant

des postes dans la sécurité au sens large chez des donneurs d'ordres, dans des entreprises d'installation, d'intégration, dans le secteur institutionnel... ■

→ Pour répondre au sondage : www.dragnsurvey.com/survey/r/cee813b



© DR

GESTION DE CRISE

Nouvelle offre Axa XL Insurance

AXA XL Insurance propose une nouvelle offre «Prévention et gestion de crise», sous la forme d'une solution globale de gestion du risque et d'assurance conçue pour aider les entreprises françaises à se préparer et à répondre à une situation de crise à l'étranger et à protéger leurs employés, leurs biens et leurs revenus.

Dans le cadre de cette solution innovante, AXA XL s'est associé à S-RM, son partenaire international pour la gestion de crise, et à un réseau international de cabinets spécialisés en communication de crise représenté en France par LJ Corporate, afin de proposer les services suivants :

- formation et planification en amont pour limiter l'impact d'une crise ;
- réponse en cas de crise pour limiter les dommages et permettre à l'entreprise de reprendre ses activités le plus rapidement possible ;
- soutien en termes de communication pour limiter l'impact de la crise sur la réputation de l'entreprise.

La police couvre 45 types de crises, regroupés en six catégories de risque : pénal, catastrophe, cyber, sécurité des personnes, risque politique et violence politique.

Mathieu Denarnaud, directeur de la souscription, gestion de crise chez AXA XL, explique : « Nous avons écouté nos clients pour comprendre ce qui les inquiète, ce qu'une crise signifie



FRÉDÉRIC BEDOUE, CONSULTANT EN GESTION DE CRISE, S-RM

« Des violations de données à la sécurité, les risques auxquels les entreprises doivent faire face sont vastes et imprévisibles. C'est pourquoi il est critique d'adopter une démarche globale, intégrée et flexible de la gestion de crise. »

pour leur entreprise et ce dont ils ont besoin pour mieux s'y préparer. Nous avons travaillé avec des spécialistes reconnus de la gestion de crise pour concevoir une solution permettant à nos clients d'être en bonne posture pour faire face à une situation de crise et s'en remettre rapidement. Notre offre permet aux entreprises d'avoir une vision holistique de la gestion de crise, ce qui est indispensable à leur résilience. » ■

© STUDIO1822-Luc Cambertlein

FORMATION

Partenariat entre Asis International et l'EOGN

Asis International a signé, le 20 mai, un nouveau partenariat avec l'École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) qui, chaque année, permettra à deux membres d'Asis de s'inscrire au prestigieux programme MBA spécialisé Management de la sécurité sur le campus parisien de l'EOGN. L'accord facilite également l'élaboration conjointe de futurs modules d'apprentissage fondés sur une vision commune de la nécessité de mettre en commun les connaissances et ressources pour promouvoir la sécurité comme fonction stratégique au sein des organisations.

Nicolas Le Saux, CPP et président du conseil consultatif européen d'Asis International espère que cet accord « ouvrira la voie à des partenariats similaires avec des organisations militaires et policières d'autres pays européens ». Du côté de l'EOGN, le général Christophe Boyer, son commandant, explique : « Ce partenariat avec Asis International s'inscrit parfaitement dans l'ADN du MBA : renforcer la coproduction public-privé dans le domaine de la sécurité. » ■

→ Pour tout renseignement sur le programme MBAsp Management de la sécurité : <https://mba-securite-eogn.fr>

→ Pour les membres de l'Asis qui souhaitent présenter une demande, il faut contacter le département MBA au 06 88 18 55 50 – contact@mba-securite-eogn.fr

RAILDOME
freemotion8
Full compatible

**LA SÉCURITÉ
DES GRANDS ESPACES**

MADE IN FRANCE

NOUVEAU

- ▶ Dôme full HD,
- ▶ Zoom x300,

NOUVEAU

- ▶ Chariot adaptable sur différents profils de rails,
- ▶ Logiciel permettant la compatibilité avec tous les types de pupitres...

STAND BO

APS
PARIS

+33 (0)5 65 70 49 79
contact@raildome.com
www.raildome.com

Carnet

GES

FRÉDÉRIC GAUTHEY



Frédéric Gauthey est le premier président de la nouvelle organisation née de la fusion, le 5 juin dernier, du Snes et de l'USP: le GES ou

Groupement des entreprises de sécurité. Philippe Gauthey est actuellement directeur général de Prosecur France.

GENETEC

FRANCESCO SERRA



Francesco Serra prend le poste de vice-président des ventes pour l'Europe chez Genetec et sera basé au siège européen à Paris. Il a auparavant occupé

des postes de direction chez Siemens, Avaya et Polycom. Dans ses nouvelles fonctions, Francesco Serra sera responsable des ventes et des réseaux de distribution de Genetec en Europe.

CDSE

ADMINISTRATEURS

Le Club des directeurs de sécurité et de Sûreté des entreprises (CDSE) a renouvelé son conseil d'administration à l'occasion de son assemblée générale le 17 mai dernier.

Trois administrateurs ont été élus et rejoignent donc le conseil d'administration :

- **ÉRIC BALASTRE**, directeur de la prévention et de la protection du groupe Renault,
- **ALAIN BELLEFACE**, directeur de la sécurité du groupe Vinci (réélu pour un deuxième mandat),
- **ANTOINE CREUX**, directeur de la sécurité du groupe Société Générale.

GENETEC

GEORGES TANNOUS



Georges Tannous est le nouveau directeur marketing Europe, Moyen-Orient et Afrique de Genetec.

Il dirigera les équipes marketing EMEA de la société, tout en supervisant son portefeuille international de partenaires Alliance Technologique stratégiques.

AZUR DRONES

NICOLAS BILLECOQ



Azur Drones a nommé Nicolas Billecocq au poste de directeur général. Il vient épauler Jean-Marc Crépin, CEO d'Azur Drones, pour accélérer

le développement et l'industrialisation du drone autonome de surveillance Skeyetech, poursuivre la croissance du groupe à l'international et conforter sa position de leader dans ce secteur. En intégrant Azur Drones, Nicolas Billecocq a pour mission de gérer les activités de R&D et de production, d'orchestrer les installations et de développer l'activité commerciale. Il devra également épauler Jean-Marc Crépin dans la définition de la stratégie d'entreprise à court et moyen terme sur un marché du drone en constante évolution.

CNIL

GWENDAL LE GRAND



Gwendal Le Grand a été nommé secrétaire général adjoint de la Cnil. C'est en 2007 qu'il intègre la Cnil en tant que chef de service de l'expertise

informatique. Il devient ensuite directeur des technologies et de l'innovation en 2014. Mais il est aussi coordinateur du sous-groupe technologie du CEPD (le groupe des Cnil européennes), officier de liaison du CEPD vers l'ISO/IEC JTC1/SC27/WG5 qui développe les normes internationales dans le domaine de la protection des données, et représente le CEPD au groupe consultatif de l'agence européenne de cybersécurité (Enisa).

TOM BJERRE

MILESTONE



Milestone Systems a nommé Tom Bjerre au poste de vice-président de la recherche et du développement.

Il supervisera la planification, le développement, les tests... du logiciel de gestion vidéo de Milestone Systems. Il supervisera également les équipes de la société basées à Copenhague, Barcelone et Sofia.

Agenda

SEPTEMBRE 2019

14^e trophées de la Sécurité

23 septembre 2019 – Paris
www.tropheesdelasecurite.fr/

OCTOBRE 2019

APS

Du 1 au 3 octobre 2019 – Paris
www.salon-aps.com

IBS

Du 2 au 3 octobre 2019 – Paris - Porte de Versailles
<http://www.ibs-event.com>

Quels sont les nouveaux usages dans le domaine de la vidéoprotection?

10 octobre 2019 - Paris
<https://an2v.org/>

Préventica Marseille

Du 8 au 10 octobre 2019 – Marseille
www.preventica.com

NOVEMBRE 2019

Milipol

Du 19 au 22 novembre 2019 – Paris-Nord Villepinte
<https://event.milipol.com/2019/>

DÉCEMBRE 2019

Mutualisation des dispositifs de sûreté

12 décembre 2019 – Paris
<https://an2v.org/>

FÉVRIER 2020

Sécuri'Days

Du 26 au 27 février 2020 – Deauville
www.securi-days.fr/



DS-KH6320-WTE1 DS-KD-ACW
DS-KH8350-WTE1 DS-KD-M/E
DS-KH8520-WTE1 DS-KD-KK
DS-KD8003-IME1 DS-KD-KP

2ND GÉNÉRATION DE SYSTÈME VIDÉO INTERCOM IP

SÉCURITÉ CONNECTÉE = TRANQUILITÉ D'ESPRIT

Caractéristiques marquantes

- Configuration simplifiée
- Design ultra-fin
- Interface utilisateur ergonomique
- Expérience vidéo intercom excellente

Hikvision France
6 rue paul cézanne,
93360 Neuilly-Plaisance
Ile de France
T +33 (0)185 33 04 50
info.fr@hikvision.com



GAËL MARCHAND

Chief Security Officer chez Louis Vuitton

« Arrêtons de croire que la sécurité est quelque chose de sale dans le milieu du luxe. »



Gaël Marchand a la lourde et complexe tâche d'assurer la sécurité des salariés de Louis Vuitton, de ses clients et de ses biens. Une tâche pas toujours aisée dans le secteur de l'industrie du luxe.

Louis Vuitton est une marque mondialement connue et prestigieuse. Pouvez-vous nous présenter son activité, ses métiers... ?

Louis Vuitton était à l'origine, en 1854, un malletier emballer, spécialisé dans ce que nous appelons maintenant, en interne, les « bagages rigides ». S'y ajoutent à présent les métiers de la maroquinerie, du prêt-à-porter, les souliers, les parfums, la joaillerie, l'horlogerie et les accessoires.

Comment la direction sécurité s'inscrit-elle au sein de la société ? Comment fonctionne-t-elle ?

Je suis directement rattaché à un membre du codir de Louis Vuitton et, pour certains sujets nécessitant une prise de décision rapide ou ceux à caractère sensible dont il doit prendre connaissance, je peux avoir un accès direct avec le CEO de Louis Vuitton. Mon champ d'actions s'organise sur deux périmètres. D'une part, le retail, nos magasins, sur plusieurs zones géogra-

phiques dont Asie, Amériques, Europe et Moyen-Orient, avec, à la tête de chacune de ces zones, un directeur sécurité qui me représente. Ces directeurs rapportent à leurs sièges respectifs et, fonctionnellement, à moi. D'autre part, j'agis en structure centrale matricielle, à partir du siège de Paris, avec un pool d'experts, afin de venir en appui des métiers du groupe et de ses différentes composantes : industriel, supply chain, W&J, etc.

Quels sont les risques que vous devez gérer ? Sont-ils spécifiques à une entreprise du luxe à très forte notoriété ?

Somme toute, une maison du luxe comme Louis Vuitton rencontre des problématiques assez classiques, allant des menaces contre les personnes, les clients et les équipes, aux menaces et risques pouvant concerner les biens de l'entreprise – biens meubles et immeubles (magasins, entrepôts...), valeurs (nos produits) – en passant par les menaces contre l'information stratégique et les atteintes éventuelles envers des données ou directives à caractère confidentiel. D'une manière générale, je dois, avec l'aide de mes collaborateurs, faire en sorte d'éliminer autant que possible tout ce qui pourrait porter atteinte à l'image et à la réputation de l'entreprise. Cette protection de l'image est très importante dans les métiers du luxe et transverse à toutes les unités et tous les services de Louis Vuitton. Tous les métiers de l'entreprise savent qu'ils contribuent à l'image de Louis Vuitton. Et, d'une manière, mon rôle consiste aussi à faire comprendre que la sécurité, si elle est un centre de coûts et non un centre de profit, est aussi un vrai levier de performances pour la société et qu'elle nous permet d'accomplir totalement, dans les meilleures conditions, les missions de chacun. La sécurité est un travail d'équipe qui doit impliquer tous les métiers et collaborateurs de Louis Vuitton. On ne peut pas travailler en silo. Moi, comme les autres. Je dois donc entretenir des relations fortes avec les RH, les services financiers, les personnes en charge de la santé au travail... pour que nous participions tous, à notre niveau et dans la mesure de nos moyens, à la sécurité et à la protection de l'image de l'entreprise.

De nombreuses entreprises du luxe refusent de voir associer la sécurité à leur nom. Est-ce le cas chez Louis Vuitton ?
Clairement non. L'entreprise est

« La sécurité a certes un coût mais c'est aussi un vrai levier de performances pour toute entreprise. »

consciente que la sécurité participe à la bonne santé de son activité. Nous sommes de vrais « Business Partners ». Il faut arrêter de croire que la sécurité est quelque chose de sale – et j'emploie cet adjectif à dessein – dans le milieu du luxe. Dans une société comme Louis Vuitton, il y a quelque chose de très important : l'expérience client. Et la sécurité y participe pleinement. La sécurité dans un magasin est une dimension de l'expérience client. Mais sous certaines conditions. Il faut, tout à la fois, être assez visible pour que le client se sente en sécurité, sans être trop présent. Rassurer sans être anxieux. Quand un client entre dans un magasin Louis Vuitton, il s'attend, légitimement, à y être en sécurité. Il s'attend donc à voir une présence rassurante d'agents quand il entre dans le magasin, durant sa visite et lorsqu'il en sort. Dans une certaine mesure, nos agents de sécurité doivent avoir un profil particulier pour travailler dans le luxe. Ils doivent être rassurants et souriants, pour donner confiance au client tout en étant experts de leur métier. Ce type de profil peut être difficile à trouver. Le candidat présenté devra être validé par le département sécurité et le directeur du magasin. Nous faisons aussi très attention à limiter le turn-over de nos agents afin qu'avec le temps, ils puissent acquérir de nouvelles compétences, de l'expérience... qui seront bénéfiques à l'expérience client. Si les solutions techniques (vidéo...) sont assez faciles à trouver, l'élément humain est celui qui requiert chez nous le plus d'exigences car il est au cœur de notre politique de sécurité dans nos boutiques. Et le sera encore longtemps.

Vous avez été, avant de rejoindre Louis Vuitton et, après avoir quitté la gendarmerie, directeur général de CESC (consultant européen en sécurité générale).



BIO EXPRESS

Juillet 2006 Diplômé de l'École de Guerre

Janvier 2012 Colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale des Alpes-Maritimes

Avril 2016 Directeur général de CESC

Mars 2018 Directeur de la sécurité et des services généraux de Louis Vuitton ■



GAËL MARCHAND

Chief Security Officer chez Louis Vuitton

« Il faut être assez démonstratif pour que le client se sente en sécurité, sans être trop présent. »



Que vous a apporté cette expérience « de l'autre côté de la barrière », du côté des prestataires ?

Elle me permet de comprendre les contraintes, les problématiques des prestataires de sécurité. Trop souvent, dans les métiers de la sécurité, tant chez les prestataires que du côté des donneurs d'ordres, on reste dans la même filière. Or, cette connaissance des deux parties – prestataires et utilisateurs finaux – est importante et constitue un plus pour appréhender les problématiques de son partenaire. Je vois, dans cette possibilité de passer d'un métier à un autre, un vrai continuum dont les avantages sont évidents. Par ailleurs, arrivent dans nos métiers aujourd'hui de jeunes cadres qui ne sont pas issus des services de l'État. Ils apportent quelque chose à la sécurité. Mais je crois qu'on ne peut pas se passer des compétences des professionnels venus des services régaliens, ne serait-ce que pour leurs connaissances du fonctionnement des rouages de l'État et de leurs réseaux.

Vous êtes membre d'Asis International. Que vous apporte le fait d'appartenir à cette association ?

J'ai rejoint Asis International en 2006 alors que j'étais encore dans la gendarmerie. Cela m'a permis de rencontrer des institutionnels, des professionnels issus du secteur privé, et de tous les niveaux, pour échanger avec eux, partager nos expériences. L'un des grands intérêts d'Asis est d'avoir été la première association à proposer des certifications comme le CCP. J'ai d'ailleurs été le premier Français à l'obtenir. Cette certification jouit d'une reconnaissance internationale car elle nous permet de justifier d'un niveau de

compétences qui place ses titulaires sur une échelle indiscutable et permet aux cadres de la sécurité de parler le même langage, d'avoir un tronc commun de compétences.

Quels ont été les changements en matière de risques pour les entreprises et leurs directions sécurité ?

Les attentats ont indéniablement été à l'origine d'une prise de conscience. Ils ont, par exemple, fortement marqué le staff de Louis Vuitton, ses employés et clients. Une entreprise doit aujourd'hui se préparer absolument à affronter le pire. Dans ce contexte, notre discours est plus audible et il est devenu plus aisé de faire passer certains messages, de convaincre du bien-fondé de nos propositions. Je pense que ce qui a changé aussi est l'idée et la perception que se font les entreprises de l'espionnage économique. Les entreprises françaises sont conscientes qu'il leur est nécessaire de protéger les valeurs de l'entreprise. Et que le soutien de la direction sécurité est le bienvenu pour limiter ce risque. Il faut ici souligner que les entreprises françaises doivent beaucoup à des gens comme Alain Juillet qui ont participé, par leur action, à cette approche concrète de l'intelligence économique. Enfin, le smartphone est aussi un changement à souligner. Sa généralisation permet de rendre immédiate la diffusion d'images d'une crise, d'un incident sur un de nos sites. Il nous faut donc prendre des mesures préventives d'endiguement (containment) pour être capable de réagir très vite pour protéger l'image de l'entreprise. Nous devons être capables de gérer l'immédiateté. Cela aussi change l'approche de nos métiers et missions. Tous ces changements nous imposent d'avoir une démarche holistique de la sécurité pour faire progresser toutes les branches du groupe à la même vitesse afin qu'elles intègrent toutes le même niveau de sécurité et d'exigences. Ce discours, dans le contexte actuel, est d'ailleurs de mieux en mieux entendu par le Comex, les directeurs et les différents services... ■



LOUIS VUITTON ET LVMH, C'EST

> Louis Vuitton Malletier:

Date de création : 1854

460 magasins dans le monde

> Le groupe LVMH regroupe

70 maisons d'exception, pour

un CA de 46,8 milliards d'euros

de ventes en 2018, et plus de

4590 magasins dans le monde.

Mon mari pense que
sécuriser les bâtiments,
c'est la base.
Ses équipes aussi.



Un environnement de travail protégé,
c'est essentiel !

CONTRÔLE D'ACCÈS
•
VIDÉOSURVEILLANCE
•
 DÉTECTION INTRUSION
•
SUPERVISION

Protecsys 2 Suite,
notre solution globale de sûreté-sécurité,
protège vos actifs, sécurise vos opérations, réduit vos risques.
Vous rassurez votre écosystème !

www.horoquartz.fr

HOROQUARTZ

A COMPANY OF THE  AMANO GROUP

VALEUR HUMAINE
•
VALEUR AJOUTÉE

SÉCURISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ, SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX



Une large gamme de solutions
d'interphonie professionnelle, de contrôle d'accès,
de notification d'alerte et de gestion de crise.



dossier

Quelle sécurité à l'hôpital ?

L'actualité récente nous a rappelé que le monde hospitalier devait faire face à de nombreuses violences verbales ou physiques. Pour y apporter une réponse efficace, tous les hôpitaux marient moyens techniques et humains, et sensibilisation des personnels.



© Getty image

SOMMAIRE

→ Les moyens technologiques ne sont pas l'unique solution	30
→ Un terrible dilemme	32
→ Un tournant : novembre 2016	33
→ La sécurité, c'est aussi la lutte contre l'incendie	34
→ Agir sur l'humain	36



© Getty image

Le PSE (plan de sécurisation d'établissement) est un document très important. Il permet d'identifier les moyens techniques ou humains qui vont nous permettre de sécuriser nos sites et d'assurer la sécurité des personnels, des patients et du public.

Les moyens technologiques ne sont pas l'unique solution

Certes, contrôle d'accès, caméras de surveillance, systèmes anti-intrusion, PTI... doivent permettre de protéger les personnels soignants, administratifs, les malades et les visiteurs. Mais pour lutter efficacement contre l'insécurité à l'hôpital, les personnels doivent également s'adapter.

Longtemps, quand on parlait de sécurité à l'hôpital, on évoquait la sécurité incendie. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Loin de là. La violence, sous quelque forme que ce soit, semble être devenue endémique dans le monde hospitalier. Personnels soignants, administratifs, malades, visiteurs... personne n'est aujourd'hui à l'abri d'une agression verbale ou physique. «*Depuis quelques années, le monde hospitalier est confronté à une recrudescence d'actes de violences et*

de menaces indirectes, confirme Alexandre Baconnier, directeur de la sécurité de l'Institut Curie, à Paris. *Il y a même, de manière plus ou moins diffuse, prégnante, un sentiment de colère vis-à-vis du corps médical. Et dans mon cas, à l'inverse de bon nombre de mes confrères, je n'ai pas de services des urgences dans mon établissement...*» Sa consœur, Agnès Oberlin Gateau, chargée de sécurité au CH de Troyes et présidente de l'Acse (Association des chargés de sécurité des établissements

de soins), ajoute : «*Il y a environ neuf ans, on parlait très peu de sûreté dans les hôpitaux. Et les faits de violences étaient en très grande majorité due à des patients agités ou ayant des troubles*



3486!

3486 agressions ont été signalées en 2017 à l'ONVS, par seulement 7,71 % des établissements.

DU CÔTÉ DU FABRICANT

MAÉ THOLONIAT

Chef de produits marketing chez STid



« Pour aider les hôpitaux, nous proposons des solutions pour sécuriser les accès piétons grâce à nos lecteurs Architect – compatibles avec la carte des professionnels de santé CPS3, et fluidifier les accès véhicules avec Spectre, lecteur évolutif UHF longue distance multi-antenne. Nous développons également des solutions contre l'errance et la fugue ; et assurons la traçabilité et l'identification des équipements, des échantillons, des médicaments... Les personnels de santé s'approprient rapidement nos solutions basées sur du sans contact RFID. »

CAS TERRAIN

ALAIN GESTIN

Architecte systèmes réseau télécom au centre hospitalier métropole Savoie de Chambéry



« GÉRER DE MANIÈRE CENTRALISÉE LES ACCÈS. »

« Notre établissement est l'un des plus gros de la région Rhône-Alpes, hors le CHU. À l'occasion de la construction du nouvel hôpital, nous avons décidé de remettre totalement à plat la gestion des accès et des clés. Nous nous sommes donc dotés d'une solution de gestion centralisée, associée à un outil informatique lui aussi centralisé. Notre choix s'est porté sur l'association de deux fabricants : Assa Abloy et ARD. ARD parce que leur l'outil de gestion centralisé correspondait parfaitement à nos besoins. Assa parce que leurs serrures électriques filaires Abloy ou poignées électroniques sans fil Aperio sont très faciles à déployer. Nous avons donc équipé 3000 portes du nouveau bâtiment et fourni des badges à toutes les personnes qui sont amenées à pénétrer dans l'établissement pour y travailler. Ce système nous permet de gérer en temps réel les accès et les droits associés aux badges et de hiérarchiser les accès à des zones sensibles (stockage de produits dangereux, de stupéfiants, etc.) »

psychologiques ou du comportement. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une progression problématique de la malveillance et de la violence. Et dans des proportions toujours plus importantes.» Et les chiffres prouvent le constat terrible des directeurs et autres chargés

de sécurité/sûreté dans les hôpitaux. Ainsi, selon les dernières études publiées par l'ONVS (Observatoire des violences en milieux de santé), en 2017, 3486 agressions ont été signalées (sur la base du volontariat), à l'observatoire, par 7,71 % des établissements.

Parmi ces signalements, on dénombre 3323 atteintes aux personnes et 434 aux biens. Parmi ces cas, seuls 157 sont le fait de patients souffrant de troubles psychiques ou neuropsychiques. Ces chiffres traduisent une augmentation constante des ● ● ●

3 QUESTIONS À

BERNARD FREY

Adjoint au conseiller pour la sécurité générale auprès du directeur général de l'AP-HP



D'une manière générale, comment est assurée la sûreté des établissements de l'AP-HP ?

Elle associe solutions techniques comme le contrôle d'accès et moyens humains. Par exemple, l'AP-HP fait quotidiennement appel à 200 agents de sécurité sur ses 37 sites parisiens. Nous entretenons une étroite relation avec nos prestataires et avons mis en place des partenariats afin de les former aux contraintes de nos sites et les fidéliser. Certains agents travaillent parfois depuis dix, voire quinze ans, dans le même hôpital. Cela leur permet de bien connaître l'établissement, ses problèmes, et de faire partie intégrante des équipes qui travaillent aux urgences, par exemple. Par ailleurs, chacun de nos sites dispose d'un chargé de sécurité qui a un rôle de conseiller.

Côté solutions techniques, comment choisissez-vous les matériels ?

Nous travaillons de manière étroite avec nos fournisseurs. Nous mettons autour d'une table toutes les personnes concernées par le déploiement d'un système de contrôle d'accès, la vidéosurveillance ou les outils de géolocalisation, par exemple, et profitons de ces groupes de travail pour élaborer des phases de tests auxquels sont associés des groupes d'utilisateurs de l'hôpital concerné. Cela nous a permis de déployer un peu plus de 2000 caméras sur l'ensemble de nos 37 établissements. Avec de fortes disparités allant de quelques dizaines à 370 caméras à Bicêtre. Dans le contexte actuel, nous ne pouvons pas nous passer de caméras, de contrôle d'accès, de Dati et autres PTI ou de sécurité humaine car nous

avons une obligation légale d'assurer la sécurité au travail de tous les personnels de l'AP-HP.

Les urgences concentrent-elles tous les maux dont souffre l'hôpital ?

C'est en effet un point de concentration des problèmes. Les urgences sont l'entrée, constamment ouverte, de l'hôpital avec tout ce que cela induit : douleur, détresse, stress, tensions, situations d'urgence... La société française est travaillée par des tensions. Ces dernières se retrouvent aux urgences. Mais, en quelques années, nous sommes passés des insultes aux coups et aux agressions physiques. Nos agents de sécurité sont formés pour faire baisser ces tensions car les personnels soignants n'ont pas le temps de le faire et doivent accomplir leur mission.

LE POINT DE VUE D'UN DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ

ALEXANDRE BACONNIER

Directeur de la sécurité de l'Institut Curie (Paris)



« CONTRÔLER LES ACCÈS AVEC FLUIDITÉ. »

« Bien que l'Institut Curie ne dispose pas de service d'urgences, nous avons tout de même à gérer des situations de violences et autres incivilités. À cela s'ajoute les prescriptions d'organismes certificateurs qui nous imposent de sécuriser des zones CMR ou de stockage de drogues. Chez nous, quelques services nécessitent

le passage, de jour comme de nuit, d'accompagnants. Certains en profite pour voler, dégrader un bien, pénétrer dans une zone interdite... Pour sécuriser nos sites, nous sommes partis du PSE et avons mis en avant des pistes d'actions.

D'abord, renforcer la sécurité de notre périmètre en le durcissant grâce à des obstacles physiques, des visiophones et du verrouillage électromagnétique. Par ailleurs, pour certaines zones sensibles, nous avons eu recours à du contrôle d'accès.

Pour accueillir les gens venant de l'extérieur, nous avons mis en place un réseau intranet qui, via un superviseur, identifie les demandes d'autorisation de visites émises par un de nos services afin de créer un badge d'accès aux droits limités à la durée de la visite, et remis à un visiteur seul ou à un des membres du groupe en visite. Enfin, nous avons fourni au personnel d'accueil et de caisses un bouton d'appel d'urgence en cas de tensions. »

● ● ● violences avec 2354 agressions signalées en 2016 (6,23 % d'établissements) et 2162 en 2015 (5,94 % des établissements).

■ Un terrible dilemme

Comme le souligne Maé Tholoniati, chef de produits marketing chez le fabricant de contrôle d'accès instinctif STid : « Apporter une réponse humaine ou technique aux violences en milieu hospitalier est un problème spécifique car les besoins exprimés par les hôpitaux pour se protéger peuvent entrer en contradiction avec leur mission. Ce sont des lieux ouverts au public, et qui doivent le rester, avec des flux de personnes importants. En outre, l'hôpital doit donc pouvoir prévenir les vols ou dégradations de matériels, parfois coûteux, interdire l'accès à certaines zones, isoler des produits dangereux, empêcher les actes de violences... tout en restant ouvert au public et en permettant à ses personnels de travailler, dans de bonnes conditions et sans entraves. Ce n'est pas simple. » Avant de poursuivre : « À cela

SUR LE TERRAIN

L'hôpital de Roanne gère et sécurise ses accès grâce à SimonsVoss

Depuis peu, le centre hospitalier de Roanne est équipé des solutions de contrôle des accès de SimonsVoss qui sont venues remplacer les systèmes de fermeture existants. Avec l'agrandissement des bâtiments – et donc une plus grande circulation du personnel – il n'était pas rare que ce dernier se retrouve avec un trousseau de dix à vingt clés. De plus, les clés perdues dans la nature étaient devenues la hantise de l'établissement. Le centre hospitalier est désormais équipé de 2254 transpondeurs (supports d'identification) SimonsVoss, 1061 cylindres électroniques de différentes tailles et 123 SmartRelais autonomes en énergie. Le SmartRelais fonctionne en tant que lecteur de contrôle d'accès et il est principalement utilisé pour les entrées de service, les portes automatiques, les ascenseurs et la porte d'entrée de la crèche. La gestion des accès se fait d'une façon rapide et confortable via le logiciel Locking System Management (LSM). Christian Berlande, chef de service sécurité



du centre hospitalier de Roanne note : « Le système de fermeture SimonsVoss est parfaitement adapté aux hôpitaux, qu'il s'agisse des bâtiments neufs, anciens ou multisites. En cas de changement d'affectation d'un local, nous n'avons plus besoin d'enlever les portes badgeuses, repeindre les murs et refaire des saignées.

Il suffit de poser un nouveau cylindre sur la porte et le tour est joué ! Une autre valeur ajoutée de ce type de solution est que nous pouvons obtenir le listing des passages et ainsi être en conformité avec le protocole établi par la Haute Autorité de santé (HAS) en matière de sécurité et des accès à certains services. »



En 2017, parmi les agressions signalées à l'ONVS, on dénombrait 3323 atteintes aux personnes et 434 aux biens.

© Getty image

s'ajoute le fait que les centres hospitaliers sont des bâtiments de grande superficie, avec parfois plusieurs établissements sur le même site.»

Le constat de Maé Tholoniati est confirmé par Bernard Frey, adjoint au conseiller pour la sécurité générale auprès du directeur général de l'AP-HP : « Il ne faut surtout pas oublier que les gens viennent à l'hôpital pour se faire soigner. Trop de contrôles peut être à l'origine d'énervements, de tensions pour le public ou de gêne pour le personnel de l'hôpital. On ne peut pas faire d'un établissement hospitalier un blockhaus même si, dans le contexte actuel, tous les hôpitaux sont contraints de recourir à des solutions de contrôle d'accès, de vidéosurveillance, de lutte contre l'intrusion, etc. »

On l'aura compris : on ne sécurise pas un hôpital comme on le fait pour un bâtiment tertiaire ou un site industriel.

Les personnes en charge de la sécurité doivent souvent gérer un autre problème, le nerf de la guerre, l'argent. « Nous avons toujours été confrontés à de vraies contraintes budgétaires pour nous équiper, reconnaît Patrice Knuchel, vice-président de l'Acse et responsable service sécurité incendie du centre hospitalier Bretagne Atlantique de Vannes. Et cela ne s'est malheureusement pas amélioré. D'une manière générale, les chargés de sécurité doivent faire ce qu'on leur impose de déployer en matière de sécurité incendie et malveillance avec des moyens financiers qui ne sont pas toujours en rapport avec les enjeux. »

■ Un tournant : novembre 2016

« Notre mission, qui n'a pas toujours été simple, connaît une date charnière, un tournant : l'instruction relative aux mesures de sécurisation des établissements de santé SG/HFDS/2016/340 du 4/11/2016, explique André Aubaret, directeur de la sécurité et des relations polices-justice au CHU de Toulouse et président du Club des directeurs et conseillers sûreté des hôpitaux créé fin 2016. La naissance du plan de sécurisation d'établissement est un moment important car il a fait évoluer la prise en compte de la violence dans les établissements de santé. Concrètement, le PSE nous permet de définir la politique et l'organisation qui permettront de sécuriser nos établissements. C'est un document important, pratique, dont l'élaboration nous permet de réfléchir ● ● ●

DU CÔTÉ DU FABRICANT

YOANN BONIN

Directeur commercial chez Castel France



© DR

« Castel est un spécialiste de la gestion des accès, c'est-à-dire

du contrôle d'accès et de l'interphonie. Pour les urgences, nous proposons donc des interphones qui permettent d'identifier les personnes avant de leur permettre de pénétrer dans le service, tandis que nos solutions de contrôle d'accès facilitent la gestion des flux de personnes qui travaillent dans l'hôpital. Nous proposons une vraie solution de gestion globale via un seul serveur de supervision.

Notre autre atout est d'être capables de venir nous coupler à la base RH de l'établissement afin d'éviter la double saisie dans la base RH et contrôle d'accès lors de l'arrivée d'un nouveau dans les équipes. Enfin, il faut souligner que nos solutions sont assez souples pour être déployées, soit dans de grands CHU, soit dans des Ephad de moindre importance. »

DU CÔTÉ DU FABRICANT

PHILIPPE BILLET

Directeur général d'Ascom



© DR

« Notre métier est d'assurer des remontées d'informations intelligentes des alarmes jusqu'aux personnes pour une intervention rapide. Notre solution 100 % software propose différents modules pour le PTI/Dati et la recherche de personnes. Pour sécuriser les personnels seuls, en détresse ou en danger, nous proposons plusieurs solutions allant du pager au téléphone, voir au smartphone, via une appli téléchargeable sur Android. Toutes mettent à disposition du porteur une fonction "perte de verticalité/immobilité" qui permet d'envoyer automatiquement une alarme vers les équipes de secours. Nos outils sont équipés d'un bouton appel d'alarme silencieuse pour alerter les secours en cas de problème. »

DU CÔTÉ DU FABRICANT

BENJAMIN TAISNE

Area Sales Manager chez iLoq France



© DR

« Les solutions iLoq ne se limitent pas qu'aux cylindres, cadenas et clés puisque nous proposons aussi du contrôle d'accès filaire permettant à nos clients de gérer avec souplesse tous leurs accès. Par ailleurs, nos cylindres, qui peuvent se modifier très simplement par un système de modules pour s'adapter à chaque porte, sont totalement autonomes car sans aucune batterie. C'est lors de l'introduction de la clé – elle aussi sans batterie – que l'on génère l'énergie nécessaire au fonctionnement du système. Par ailleurs, nous pouvons également équiper nos clés d'une puce Mifare ou DESFire pour la transformer en badge. Elle sera alors utilisable sur d'autres systèmes en tant que badge de contrôle d'accès, de carte de cantine, etc. »

● ● ● *sur des scénarios et de mettre en place des réponses adaptées à ces scénarios. Qu'il s'agisse de violences verbales ou physiques, d'intrusion, de vols, etc.»*

Le PSE permet également d'analyser les moyens technologiques ou humains à déployer dans l'hôpital, ses vulnérabilités et les ressources que l'établissement peut y consacrer.

«Le PSE est un document très important, confirme Patrice Knuchel. Il nous permet d'identifier les moyens techniques ou humains qui vont nous permettre de sécuriser nos sites et d'assu-

rer la sécurité des personnels, des patients et du public. Mais, malheureusement, trop souvent, les chargés de sécurité/sûreté des hôpitaux investissent beaucoup d'efforts pour finaliser ce document et se voient opposer une fin de non-recevoir lorsqu'ils défendent les aspects budgétaires du plan...»

■ La sécurité, c'est aussi la lutte contre l'incendie

La violence, les tensions et les diverses incivilités ne doivent pas occulter les autres problématiques de sécurité que

DU CÔTÉ DU FABRICANT

PASCAL ROLLAND

Chef produits verrouillage chez Alligator, Réseau DEF



© DR

« Les Ugcis d'Alligator permettent, non seulement, de gérer

les issues de secours, mais aussi d'assurer la sécurité périmétrique du bâtiment et de contrôler les accès de certains services pour protéger les patients d'eux-mêmes, en service gériatrie par exemple, ou pour empêcher les vols de nourrissons. L'Ugcis sera asservie à un système de vidéosurveillance qui permettra de voir ce qui se passe au niveau des issues de secours. »

LE POINT DE VUE D'UN DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ

ANDRÉ AUBARET

Directeur de la sécurité et des relations polices-justice au CHU de Toulouse et président du Club des directeurs et conseillers sûreté des hôpitaux



© DR

« COLLABORER AVEC LES SERVICES DE L'ÉTAT. »

« Le Club des directeurs et conseillers sûreté des hôpitaux, né en 2016, a pour objectif de créer un réseau de réflexion entre confrères et de leur permettre de partager expériences et bonnes pratiques sur le problème de la sûreté dans les établissements de santé. Notre souhait est de proposer cette expertise auprès des différentes instances. Nous venons d'ailleurs de faire une proposition concrète à la conférence des directeurs généraux des CHRU. Notre réflexion épouse quatre grandes thématiques : l'humain, le technique, l'institutionnel et l'organisationnel. Car la lutte contre la violence à l'hôpital et la réponse sécuritaire qu'on doit y apporter ne peut pas être que technique. Il faut aussi faire de la pédagogie afin que la sécurité ne soit pas une contrainte mais une culture partagée. C'est ainsi que nous pourrions agir sur les comportements de chacun, rendre les personnels vigilants et capables de détecter des signaux faibles afin de ne pas s'exposer. Nous ne devons pas oublier qu'un hôpital s'inscrit dans un territoire. Il nous faut donc créer des liens et échanger avec des institutions qui sont des partenaires évidents, police, gendarmerie, préfecture, autorités judiciaires qui pourront nous aider à apporter une réponse opérationnelle à la violence. »

l'on peut rencontrer dans les hôpitaux. La sécurité incendie est l'une d'entre elles. « Les hôpitaux sont des ERP de type U. Et, de ce fait, ils sont soumis à une réglementation incendie très précise, explique Sébastien Mulon, chef produits protection au sein du Réseau DEF. Ils s'équipent avec des systèmes de sécurité incendie (SSI) dont l'exploitation est assurée par des spécialistes, comme les SSIAP (service de sécurité incendie et d'assistance à personnes), mais aussi par des personnes dont ce n'est pas la vocation première, comme les infirmières, par exemple. Ces dernières ne maîtrisent pas toujours ces équipements car ce n'est pas leur cœur de métier. Les fabricants comme le Réseau DEF doivent donc veiller à concevoir et développer des solutions ergonomiques, à l'exploitation intuitive, pour que, le moment venu, même en situation tendue ou de stress, la personne qui doit intervenir dispose rapidement des bonnes informations pour agir efficacement. On peut aussi proposer aux hôpitaux une Unité d'aide à l'exploitation (UAE) qui permet d'avoir sous les yeux le ou les bâtiment(s) sous forme de plan 3D pour une localisation rapide et précise des événements du système de sécurité incendie (dérangement, alarme feu avec ou sans consigne associée, etc. »

SUR LE TERRAIN

Un hôpital barcelonais choisit iLoq

Grand nombre de portes, multitude d'utilisateurs, permanents, temporaires ou sous-traitants, l'hôpital campus de Vall d'Hebron, à Barcelone, avait un vrai problème pour gérer efficacement les droits d'accès de tous ces utilisateurs de manière sécurisée et sans entraver le travail du personnel. Et les serrures mécaniques se sont vite révélées être une mauvaise solution : de nombreuses clés étaient en circulation et il était impossible de garantir qu'elles ne seraient pas copiées ou que les clés perdues ne seraient pas utilisées par des individus malveillants. L'hôpital était confronté à un autre problème : les systèmes de verrouillage numériques de base nécessitent une batterie ou une source d'alimentation externe. Les batteries génèrent des déchets polluants et sont coûteuses à entretenir car elles doivent être remplacées périodiquement. Le coût d'investissement des portes câblées est si



© DR

élevé qu'il est impossible de le déployer pendant toute l'installation. C'est pour apporter une réponse fiable à ces contraintes, que l'hôpital Vall d'Hebron a choisi la technologie iLOQ S10.

Ces serrures intelligentes allient tous les avantages d'un système de verrouillage numérique, sans nécessiter d'alimentation externe par batteries ou câbles. Et sans possibilité d'être copiées.

L'autre contrainte en matière de sécurité incendie consiste en l'évacuation des personnes dont, bien entendu, les malades. « Ce n'est pas simple car on ne peut pas évacuer tout le monde. Dans les hôpitaux, on privilégie donc l'évacuation horizontale vers des zones refuges, explique Pascal Rolland, chef produits verrouillage chez Alligator, entreprise du Réseau DEF. En cas de départ d'incendie avéré, le dispositif

d'alarme générale sélective alerte le personnel, qui lance le scénario d'évacuation. Précisons que pour ne pas créer de mouvement de panique que seul le personnel formé est averti.

À la charnière du monde de l'incendie et de la sûreté, si l'Ugcis (Unité de gestion centralisée des issues de secours) a pour mission de maintenir fermées les issues de secours pour éviter les ● ● ●

Un document incontournable : le PSE

- Pour vous accompagner dans l'élaboration du PSE, le ministère des Affaires sociales et de la Santé a publié, en avril 2017, un *Guide d'aide à l'élaboration d'un plan de sécurisation d'établissement (PSE)*.
- Il est téléchargeable à l'adresse suivante : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_d_aide_a_l_elaboration_du_pse_-_version_avril_2017.pdf

PAROLE D'EXPERT

AGNÈS OBERLIN GATEAU

Chargée de sécurité au CH Troyes et présidente de l'Acse



« IL FAUT APPORTER UNE RÉPONSE COLLECTIVE À LA VIOLENCE. »

« Face à la recrudescence de la violence dans les hôpitaux, nous avons décidé de mettre en place, au centre hospitalier de Troyes, des groupes de travail sur la violence au travail. Afin de parler de ces problèmes et de voir comment on peut les gérer.

Un hôpital ne se ferme pas comme un magasin. On ne peut pas mettre les patients dehors. Il nous faut donc trouver des moyens d'apaiser les tensions, de pacifier les relations entre les patients et leurs familles, d'un côté, et le personnel de l'hôpital. C'est un travail qui se fera sur le long terme. Mais, grâce à ces discussions, nous avons identifié plusieurs axes de travail sur la mission des agents de sûreté aux urgences, sur les moyens technologiques nous permettant de sécuriser notre site sans nuire à la fluidité du service, sur les origines de la violence et comment y apporter une réponse. Cette réponse doit être collective. La sécurité concerne tout le monde. Nos personnels doivent y être formés. Enfin, selon moi, dans cette approche globale de la sécurité, un chargé de sécurité incendie devrait être compétent en matière de sûreté, et inversement, afin d'être au fait des impératifs de son collègue. »

2 QUESTIONS À

PATRICE KNUCHEL

Vice-président de l'Acses et responsable service sécurité incendie du centre hospitalier Bretagne Atlantique de Vannes

© DR



Il y a quelques semaines, l'Acses organisait ses journées d'études à La Rochelle. Quels ont été les résultats des travaux, des échanges ?

Rappelons, tout d'abord, que l'Acses a été créée en 1994. Elle compte aujourd'hui 255 adhérents qui sont chargés de la sécurité incendie dans les établissements de santé (hôpitaux de taille modeste, CHU, Ephad, etc.). La mission de l'Acses est de regrouper ces adhérents pour leur permettre d'échanger des bonnes pratiques, trouver des solutions à leurs problèmes... tout en assurant la reconnaissance de nos métiers auprès des pouvoirs publics. Métiers qui sont plutôt axés incendie mais qui – on

peut le regretter – intègre aussi un volet sûreté. Pour en revenir à nos dernières journées d'études, nous avons tous fait le même constat : malgré nos besoins techniques ou humains, nous devons constamment composer avec des budgets trop souvent revus à la baisse. Cela est d'autant plus dommageable que dans le cadre de l'application des lois Elan et Essoc nous avons le droit d'expérimenter des solutions techniques et de déroger à la réglementation incendie pour mettre en place des solutions qui ne sont pas prévues par le règlement ERP si le niveau de sécurité est équivalent. Cela permet à certains hôpitaux de tester des sprinklers résidentiels ou, dans le cas de mon établissement, de mener une étude sur les brouillards d'eau.

D'autres axes de réflexion ont émergé lors de ces journées de juin ?

Nous avons travaillé sur les données publiées par l'ONVS qui traduisent une nette augmentation des violences à l'hôpital. Nous devons donc réfléchir aux moyens d'optimiser les ressources humaines dont nous disposons sur nos sites pour mieux gérer les problèmes de sécurité. Pourquoi pas, comme le propose le rapport Fauvergue, envisager une évolution du statut d'agent de sécurité incendie pour lui permettre de venir s'intégrer dans la sûreté. Mais cela suscite la réticence du monde de l'incendie et pose le récurrent problème de la formation des agents de sécurité privée.

● ● ● *intrusions, elle les libère automatiquement en cas d'incendie pour faciliter l'évacuation du bâtiment.*

■ Agir sur l'humain

Les moyens techniques ne doivent pas faire oublier un axe très important de la mise en sécurité d'un établissement de santé : le facteur humain. «Après la réalisation de notre PSE, nous avons identifiés trois pistes d'action dont une organisationnelle, impliquant l'ensemble du personnel de notre établissement, ajoute André Aubaret. Nous avons engagé une action de sensibilisation du personnel sur les risques et les premiers niveaux d'alerte intérieur en cas de suspicion de vols ou de violence afin qu'il remonte au plus vite l'alerte ou le besoin de soutien vers les agents de sécurité. Nous leur avons aussi fait comprendre que le respect des procédures mises en place pour sécuriser personnels et biens était important. Cette action passe aussi par l'affirmation claire du soutien de la direction pour les aider, les accompagner en cas d'incident : dépôt de plainte, réaffirmation du droit de retrait...»

Il faut donc agir au niveau des équipes. «Dans le contexte actuel, nos équipes sont usées, fatiguées... Les personnels soignants privilégient avant tout l'accom-

plissement de leur mission. Très investis dans leur travail, ils peuvent involontairement se mettre en danger en ne réalisant pas, entièrement concentrés sur leur mission, qu'une situation se tend, qu'elle risque de dégénérer, explique Agnès Oberlin Gateau. La priorité du soin l'emporte alors sur la vigilance. À nous de les aider à comprendre qu'ils doivent aussi se protéger, veiller à se mettre en sécurité, en retrait si nécessaire pour ne pas s'exposer.»

Former les personnels à la gestion des situations tendues ou de crise est très important. «Nous devons les aider, via des formations, à reconnaître les signaux faibles, à savoir se mettre en retrait pour lancer, si nécessaire, le processus d'alerte interne, insiste Alexandre Baconnier. Et permettre à nos équipes de sécurité d'isoler éventuellement la personne violente, et la contraindre à quitter l'établissement si nécessaire.» ■



Toute la difficulté dans les hôpitaux réside entre la nécessaire sécurisation des accès et des zones interdites au public, sans nuire à la fluidité du service.

© Getty image



Détection incendie



Désenfumage
mécanique



Extinction



Sonorisation
de sécurité



Gestion des
issues de secours

UN RÉSEAU D'EXPERTS AU SERVICE DE VOTRE SÉCURITÉ INCENDIE



Supervision
Service web



Gestion de la
vidéo protection



Sûreté

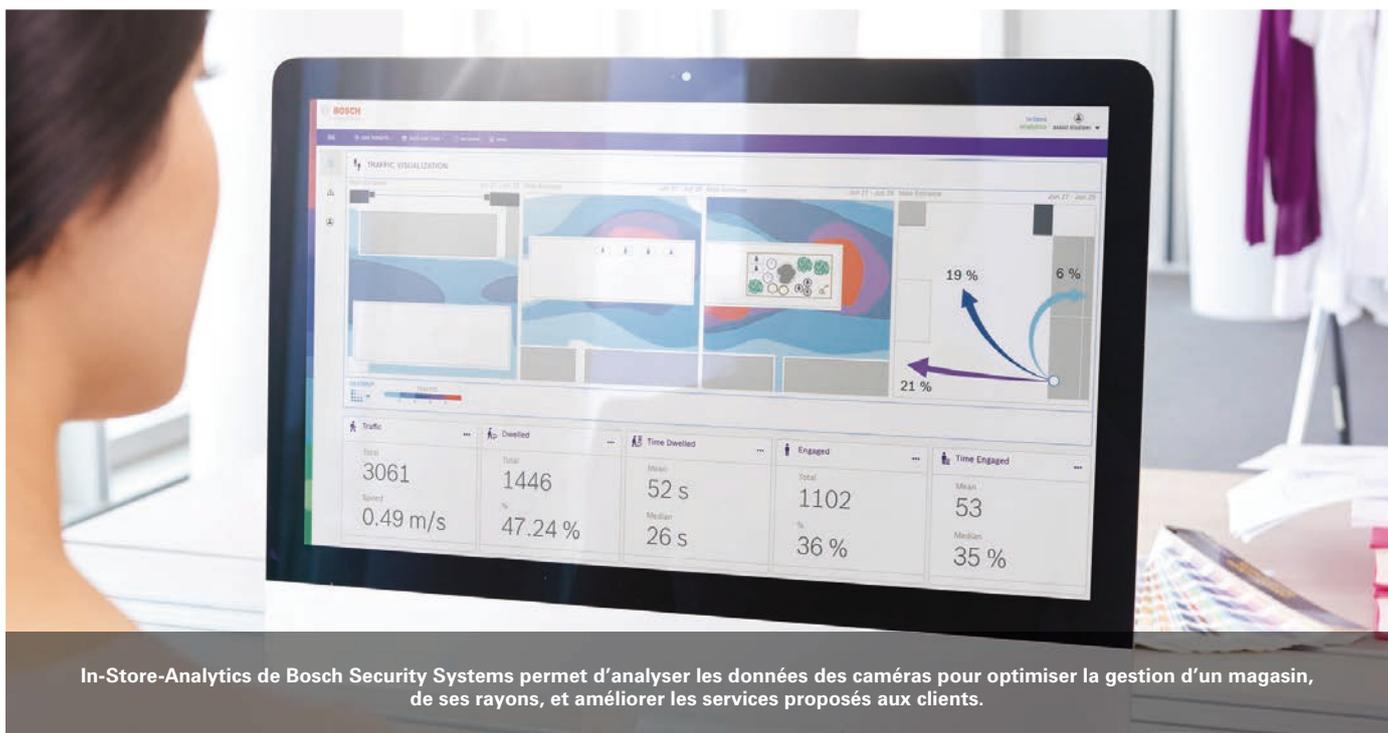
R&D - Fabrication - Étude - Conseil - Installation - Mise en service - Formation
Maintenance - Reconditionnement - Reprise - Migration

Depuis plus de 60 ans, le Réseau DEF, réseau international et indépendant d'entreprises expertes en sécurité incendie, est un acteur majeur sur le marché européen. À travers ses entreprises aux expertises complémentaires, il propose une offre complète dans le secteur des Systèmes de Sécurité Incendie et fournit des produits et services pour des projets de toute complexité.



reseaudef.com

vidéosurveillance



In-Store-Analytics de Bosch Security Systems permet d'analyser les données des caméras pour optimiser la gestion d'un magasin, de ses rayons, et améliorer les services proposés aux clients.

© Bosch

Les caméras au service du marketing

Utiliser ses caméras de vidéosurveillance à des fins marketing peut être un bon moyen de les rentabiliser. L'intelligence embarquée dans lesdites caméras permet à de nombreux fabricants de proposer des applications de heat mapping, gestion des flux, des stocks, etc.

Ce qu'on appelle la « business analyse », c'est-à-dire les options d'analyse vidéo appliquée à l'activité des sociétés, sont connues depuis environ une dizaine d'années. Très tôt, les professionnels de la vidéosurveillance les ont proposées aux commerces et centres commerciaux avec pour objectif de les aider à optimiser l'activité des magasins et leur gestion de la clientèle. Ce type d'application a un avantage évident : permettre de rentabiliser une partie des coûts de la vidéosurveillance grâce à l'optimisation des performances et des coûts de la partie traditionnelle commerce. Ce que confirme Marc Pichaud, dirigeant de Just Do IP : « *Autant la vidéosurveillance est vue comme un centre de coûts, autant le "business intelligence" peut générer des gains et remplacer les anciennes méthodes très coûteuses de collecte des données en rayons, par questionnaire ou échantillonnage, qui étaient vendues une fortune par les organismes Secodip et Nielsen... L'automatisation des caisses avec remontées en temps réel des statistiques détaillées de consommation a rendu caduques la plupart des analyses de ce type.* »

Les caméras étant de plus en plus intelligentes, elles permettent donc aujourd'hui d'envisager de nouvelles applications à des fins marketing et d'optimisation de la gestion des magasins de grande ou très grande surface. « *L'intelligence embarquée dans les caméras, sur leur carte SD, permet aujourd'hui d'utiliser ces caméras pour compter les personnes qui entrent dans un magasin afin de calculer le taux de conversion, donne pour exemple Azad Khamooshi, Business Development Mana-*

LE POINT DE VUE DE LA CNIL

La Cnil n'interdit pas le comptage ou l'analyse de trafic, mais s'oppose à la création de fichiers avec une segmentation des clients précise. Les consommateurs doivent être informés, au moyen de panneaux visibles, de l'existence du dispositif, de son responsable, et des modalités d'exercice de leur droit d'accès aux enregistrements visuels les concernant. En revanche, les images ne peuvent pas être en libre accès, seuls les responsables de la sécurité ou la direction du magasin peuvent les visionner.

POINT DE VUE D'UN FABRICANT

MATTHIEU LUCAS

Security Product Manager chez Bosch Security Systems



© DR

« OPTIMISER L'ESPACE DE VENTE ET AMÉLIORER LE SERVICE CLIENT. »

« Depuis deux ans, nous proposons, en Europe et en France, notre solution In-Store Analytics qui a été conçue par la filiale américaine du groupe. Actuellement, la plupart des caméras sont intelligentes et brassent de plus en plus de données. In-Store-Analytics permet d'analyser ces données à des fins de business intelligence pour établir des statistiques et tableaux de bord qui peuvent être utiles à un responsable marketing, un responsable de rayons pour optimiser le service client, gérer la répartition des vendeurs, etc. Cette solution n'implique aucune intervention sur les caméras. Une fois déployées et positionnées correctement, nos caméras panoramiques 180° et 360° se contentent de filmer et de générer des données anonymes. Le traitement de ces données se fait dans le cloud. Nous proposons cet outil sous la forme de deux modules : un module merchandising qui permet d'optimiser au maximum l'espace de vente, et un module opérationnel pour l'optimisation de la gestion des ressources et l'amélioration du service client. »

ger pour le marché du retail chez Axis Communications. On peut également calculer la performance des vendeurs, par rapport à ce taux de conversion... »

■ De réels besoins

Les caméras sont donc aujourd'hui capables de fournir des informations de « business intelligence » pour le marketing et la direction des enseignes, afin de mieux gérer les pertes, affiner la connaissance des clients et de leurs comportements d'achats, de réduire les attentes aux caisses, de gérer les flux de personnes, d'accroître la satisfaction du client, tout en améliorant l'efficacité opérationnelle des magasins. Car les enseignes cherchent des solutions ayant un réel impact sur les performances opérationnelles des points de vente. Et les solutions vidéo analytiques offrent généralement un ROI rapide car elles permettent d'améliorer l'efficacité opérationnelle des enseignes et optimisent ainsi les performances.

POINT DE VUE D'UN FABRICANT

AZAD KHAMOOSHI

Business Development Manager pour le marché du retail chez Axis Communications



© DR

« LES CAMÉRAS DEVIENNENT UN POINT DE COLLECTE D'INFORMATIONS. »

« Le heat mapping est évidemment une des principales applications de la business intelligence. Cela permet de visualiser les endroits où les personnes se sont arrêtées et de réorganiser le magasin, l'offre produits... selon ces points chauds. Nous travaillons aussi avec des start-up pour intégrer à nos solutions des applications permettant d'analyser les flux de circulation des clients ou de faire de la reconnaissance de sexe, d'âge, afin de savoir qui fréquente le magasin. Les caméras deviennent ainsi un point de collecte d'informations mis à la disposition des gérants et des services marketing. »

« Aujourd'hui, les enseignes sont en demande afin de mettre en place des magasins de plus en plus efficaces, explique Jean-Marie de Troy, directeur commercial chez Hikvision France. Pour une enseigne, il est primordial de comprendre et de connaître le comportement des clients, de savoir où ces derniers se dirigent afin d'optimiser. »

Point que partage le docteur Matthew Naylor, Senior Product Line Manager - Video Analytics chez Honeywell : « Le retail est très intéressé par ce type d'application car ce qu'on appelle la video analytics permet au gérant du magasin de ranger/organiser le stoc- ● ● ●

PROVISION ISR [®] **VIDEO ANALYTICS**
Now you can see!

LA VIDEO ANALYTIQUE DE PROVISION-ISR AU SERVICE DE VOTRE COMMERCE.

La série Eye-Sight prend en charge des fonctions d'analyse avancée, incluant la technologie de détection faciale* et qui vous aidera à établir facilement une stratégie commerciale pour votre commerce : analyse de flux des clients, reconnaissance du personnel*, marketing de précision avec analyse du comportement des consommateurs... Et, grâce à l'appli Provision CAM2, surveillez à distance et du bout des doigts l'activité de tous vos points de vente.

* Vérifiez au préalable que l'application est conforme à la réglementation en vigueur.

Provision-ISR France - 65 Bis Avenue de l'Europe - 77 184 Emerainville
Tel : 01 85 90 03 90 - marketing@provisionisfrance.com
www.provision-isr.com - www.blogprovision-isr.fr

PAROLE D'EXPERT

MARC PICHAUD
Dirigeant de Just Do IP



© DR

« DE RÉELS FREINS AU DÉPLOIEMENT. »

« On constate sur le terrain que peu de comptes se sont équipés avec ce type d'outils ou applications, et, surtout, que peu ont conservé ce qu'ils avaient testé. Plusieurs raisons et freins techniques peuvent expliquer cela. Tout d'abord, les faibles performances des caméras, capables de détection uniquement simple dans les années passées, rendaient peu performantes les données collectées (ombres, reflets, caddies pouvaient facilement générer des erreurs). La performance des algorithmes logiciels dans les caméras (embedded) ou sur serveurs distincts (en Lan ou sur le cloud) qui, il y a peu, n'étaient pas du tout nourris au deep learning et encore moins en intelligence artificielle. S'y ajoute le niveau de compétence des équipes qui déploient ce type de solutions qui requièrent des réglages complexes, très liés aux angles, hauteurs et luminosités. Or, il est impossible d'être un expert si on ne pratique pas très régulièrement. Par ailleurs, le fait que les transmissions d'informations de comptage ou de détection de genre issues de la vidéo – appelées aussi métadonnées – ne soient pas normalisées (Onvif commence tout juste à les prendre en compte), rend ces solutions souvent coûteuses, propriétaires et complexes à déployer. N'oublions pas la législation et la protection des données personnelles renforcées récemment par le RGPD qui empêchent de collecter des données sensibles et personnelles sans consentement. Ce qui oblige à ne pas stocker les vidéos ou photos des traitements, ou à les flouter, rendant aveugle pour détecter les faux positifs (détections erronées) ou les faux négatifs (non-détections). Or, comment faire du deep learning sans contrôles *a posteriori*? »

● ● ● *kage pour un accès facilité et une gestion des ventes plus rapide. Cela génère plus de ventes par jour tout en améliorant l'expérience client. Une bonne expérience génère à son tour une activité récurrente.* »

■ Les outils existent

Un grand nombre de fabricants proposent donc diverses applications qui permettent de faire du « business analytics ». C'est le cas d'Honeywell. « *L'analyse de scène vidéo (video analytics) permet de générer des "heat maps" montrant combien de fois des per-*

sonnes traversent différentes parties d'une scène. Les points chauds (hotspots) mettent en évidence l'endroit où les personnes se situent la plupart du temps et indiquent donc les emplacements parfaits pour la publicité, ajoute Matthew Naylor. Analyser les tendances liées aux flux et aux mouvements des personnes permet aussi de détecter des anomalies telles que des tourniquets cassés, des renversements ou autres incidents. Ces derniers sont donc traités rapidement pour des raisons de sécurité. »

Mais on peut faire bien d'autres choses avec les caméras. « *Chez Axis, nous nous sommes rapprochés d'une start-up australienne*



« *La majorité des toutes récentes caméras de Honeywell permettent de réaliser du comptage de personnes et des "heat maps."* »

DOCTEUR MATTHEW NAYLOR, SENIOR PRODUCT LINE MANAGER - VIDEO ANALYTICS CHEZ HONEYWELL

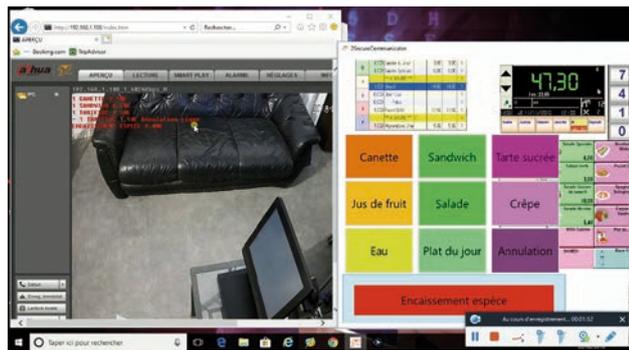
qui a développé une solution qui, grâce à une caméra, peut scanner les rayons dans le commerce alimentaire et détecter un éventuel manque ou une possible rupture d'approvisionnement et remonter une alarme pour qu'on puisse effectuer le réassort, explique Azad Khamooshi. Cette solution est déjà déployée en Australie, aux États-Unis et intéresse actuellement une grande enseigne alimentaire française. » Avant d'ajouter: « *Nous sommes aussi capables de proposer des applications qui permettent de gérer les files d'attente aux zones de caisse. Une caméra analyse la zone afin de détecter si le nombre de personnes est trop important et le temps d'attente trop long. Cela génère une alarme afin d'ouvrir d'autres caisses.* »

■ Des freins et des raisons d'espérer

Il existe cependant quelques freins et contraintes techniques pour le déploiement de ces outils. « *Ajouter des solutions d'analyse de scène vidéo à des systèmes de surveillance existants avec des caméras non adaptées à ce type de prise de vues ne marchera*

GÉRER MIEUX VOS CAISSES AVEC 2SECUREPOS

La société 2Secure a développé une solution particulièrement utile pour les commerces et autres magasins : 2SecurePos. « *Le principe en est très simple : les caisses permettent l'envoi de la trame du ticket de caisse à chaque action du vendeur. Le boîtier 2securePos récupère ces infos pour les mettre dans un format exploitable pour l'enregistreur, explique Laurent Brosia, gérant de 2Secure. Le boîtier envoie ces infos à l'enregistreur pour affichage. Le résultat est qu'il y a une association en temps réel entre la data du ticket de caisse et la vidéo de l'encaissement. Cette association permet l'effet dissuasif du vol de caisse ainsi que correctif car il est aisé de chercher et retrouver un encaissement par mots clés. Nous sommes compatibles avec 75 % du marché côté caisse enregistreuse et avec Dahua et Hikvision.* »



© DR

pas correctement, confirme Matthew Naylor. Il est donc nécessaire de positionner et d'orienter les caméras de façon à obtenir les meilleures prises de vues possibles pour l'analyse de scènes. Le comptage des personnes est relativement simple lors de l'utilisation de caméras installées au-dessus de l'entrée donnant sur un étage. Toutefois, il est beaucoup plus difficile de compter les personnes en utilisant une caméra installée sur un mur avec une vue horizontale.»

Mais, pour Marc Pichaud, il est tout de même permis d'espérer. «Tous les acteurs du commerce recherchent des solutions permettant d'optimiser les marges, d'automatiser les petits points de vente dans un contexte économique difficile : le marché est donc mature. Par ailleurs, les dernières versions d'Onvif arrivent avec le support de métadonnées standardisées qui permettent de combiner plusieurs marques, et les derniers processeurs de différents constructeurs de caméras annoncent des puissances de calcul très nettement au-dessus de ce que nous connaissions : le logiciel dans la caméra peut désormais détecter des êtres humains, des véhicules ou des animaux sans calibration. Enfin, des caméras stéréoscopiques (avec deux objectifs) fournissent des visions en relief avec de très grandes performances en détection humaine et pour le comptage multi-entrée et multi-sorties.» ■

POINT DE VUE D'UN FABRICANT

JEAN-MARIE DE TROY
Directeur commercial chez Hikvision France



© DR

«GRÂCE À DES ALGORITHMES INTELLIGENTS.»

«Les caméras intègrent de plus en plus d'algorithmes intelligents. Chez Hikvision, nous avons différents produits parmi lesquels une caméra de comptage permettant en mode seul ou multiple de compter les personnes entrant dans un commerce dans le premier cas, ou en mode multiple, de compter plusieurs entrées. Couplé à notre logiciel de gestion Hikcentral, cette solution permet de fournir des rapports détaillés du nombre de personnes. D'autres produits, comme nos dernières caméras Fisheye DS-2CD6XXGO-IVS, intègrent la gestion du heat mapping (reconnaissance des zones de fréquentation). Cette technologie peut être maintenant mutualisée avec d'autres Fisheye Hikvision, afin de fournir la retranscription sur un plan du magasin. La solution Hikcentral + Fisheye permet ainsi en un seul coup d'œil d'avoir une idée claire des zones les plus fréquentées. D'autres produits dans la gamme intègrent des algorithmes très intéressants, comme la gestion de file d'attente permettant de définir «une queue maximum» ou encore un compteur de temps par individu. L'objectif de ces produits reste toujours d'améliorer l'expérience client. D'autres produits intègrent même le floutage dynamique pour s'assurer que la vie privée est respectée.»



Que peut-on faire ?

Les principaux analytiques proposés sont :

- Comptage de fréquentation de magasins et taux de conversion.
- Heat mapping, colorisation des zones au sol en fonction de la densité de passage ou des temps de station.
- Détection automatique de caractéristiques de comportement ou de type de consommateur (genre, tranches d'âge, etc.).
- Analyse de rayons (tête de gondole ou aide au remplissage de rayons, basé sur la densité de produits retirés du «facing»).
- Définition du parcours client dans un magasin. Rayons les plus fréquentés.
- Éviter les ruptures de stock en rayon et mieux aménager les PLV.

Rectificatif

Dans le dernier magazine *PSM*, une erreur s'est glissée dans le descriptif technique des produits Dahua anti-vandales PSD81602-A360 et HDBW-8241-E-Z5. Contrairement à ce que nous avons publié, le modèle PSD81602-A360 est une caméra multi-capteur panoramique 360° 16 megapixels + dôme PTZ avec un zoom optique 37x qui permet de continuer à surveiller une large zone tout en utilisant la caméra PTZ. Le modèle HDBW-8241-E-Z5, quant à lui, est une caméra intelligente qui analyse la scène et prévient les comportements suspects en amont des actes de vandalismes.

Vos clients sont prêts pour la sécurité dans le Cloud! Êtes-vous prêt à les aider?

Devenez partenaire aujourd'hui et rendez votre entreprise pérenne.



Appellez-nous au **061 386 82 66**
 @ emeasales@een.com / sales@brivo.com
 www.een.com / www.brivo.com



© Getty images

Derrière le badge et le lecteur, la centrale ou UTL va commander l'ouverture de la porte. Un équipement à sécuriser au même niveau que les autres éléments (badges, lecteurs et soft).

Centrales de contrôle d'accès, des unités à sécuriser

Pièce pivot du contrôle d'accès, la centrale va pouvoir autoriser l'ouverture de la porte en fonction des informations transmises par le lecteur de badges. Un équipement pivot à installer avec le plus grand soin pour s'assurer de la sûreté et de la fiabilité du système, tout au long de la chaîne.

Partie cachée entre le lecteur et le serveur, la centrale ou UTL (unité de traitement local) va traiter les demandes en provenance du lecteur de badges pour déverrouiller, selon les autorisations, les accès. Maillon indispensable de la chaîne de contrôle, l'UTL doit être choisie avec soin et positionnée judicieusement pour assurer sa mission de contrôle de portes.

Il ne faudra bien évidemment pas oublier que la sécurité de cet élément est avant tout dépendante de la sécurité des autres composantes : badges, lecteurs, serveurs, soft et cryptage de la communication entre chacun.

On distingue différents types de centrales en fonction du mode de gestion : les centrales autonomes, les centrales en lecture-écriture et les centrales connectées. Chacune va pouvoir gérer d'un à quatre accès.

■ Une gestion autonome

Basique, la centrale en gestion autonome est non connectée, sans interface informatique. La centrale est en fait un micro-ordinateur qui va directement gérer les droits pour un accès donné. L'installateur va rentrer les droits et les badges, un par un, en les passant devant le lecteur relié à la centrale. Si la gestion est simple, elle est très contraignante pour le gestionnaire qui doit se déplacer physiquement avec les badges sur chacune des entrées du site concernées en cas de modifications, d'ajouts ou de suppressions.. Une gestion qui convient pour les copropriétés et le résidentiel de taille réduite.

■ Les centrales déportées

Les centrales utilisant le mode de gestion à distance se paramètrent et s'exploitent via une plateforme digitale. Elles peuvent être gérées en lecture-écriture (en temps différé) ou en connecté (en temps réel).

Pour la gestion de type lecture-écriture, la programmation se fait virtuellement via une application Web. Le site et ses accès sont recréés sur l'interface de façon virtuelle, pour être configurés. Les badges sont encodés selon leur profil via cette application. Il suffit de rapporter la configuration via une carte maître sur la centrale. Lorsqu'un résident (porteur de badge) se présente au lecteur, la centrale lit son profil (inscrit dans le badge) et en fonction des droits, reconnaît le profil et ouvre l'accès s'il est autorisé. C'est une gestion plus souple que la précédente, la mise à jour des badges ne nécessitant pas un passage devant les lecteurs. Toutefois, il faut encore un passage physique pour configurer la centrale.

Enfin, le contrôle d'accès connecté. Tout se fait à distance, via le réseau (IP/ADSL ou réseaux télécoms). Toutes les informations sont envoyées depuis un PC via la plateforme digitale. La solution est confortable pour l'installateur et le gestionnaire qui peut programmer les droits, les modifier, ouvrir un accès à la demande sans avoir à se déplacer. Un système qui se prête aux structures étendues et avec de nombreux accès.

AVIS D'EXPERT

YOANN BONNIN

Directeur commercial chez Castel France



« ADAPTER LE NIVEAU DE SÉCURITÉ À LA RÉALITÉ DE L'ENTREPRISE. »

« Aujourd'hui, nous couvrons l'intégralité du marché tertiaire en matière de contrôle d'accès et d'interphonie. Le système VDIP

avec une centrale et un soft pouvant correspondre à l'architecture 1 de l'Anssi, pour des projets de haute sécurité, comme des tribunaux, des commissariats... Ce système est interopérable et peut dialoguer avec les autres systèmes de sûreté (vidéo, anti-intrusion) et de gestion du bâtiment. Il est conçu en deux couches logicielles, une pour le contrôle d'accès et l'autre – l'hyperviseur Castel vision – pour dialoguer avec les autres systèmes. Pour le petit tertiaire, nous disposons d'Ipevia, un système beaucoup plus simple. Nous n'encourageons pas nos clients à se tourner systématiquement vers le système le plus sécurisé. D'une part, le coût est plus élevé, d'autre part, la gestion plus complexe. Notre rôle est d'accompagner le client vers une solution adaptée en fonction de son activité et de moduler en fonction de ses besoins et de ses autres équipements de sûreté. »

■ Être vigilant sur l'installation

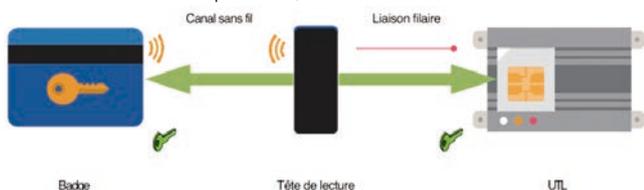
Les fabricants indiquent des distances à respecter entre le lecteur ou l'interphone, avec des extensions possibles, mais c'est surtout sur le positionnement qu'il faut être attentif.

« Une centrale déportée, précise Pascal Leroux, ● ● ●

COMPARATIF DES QUATRE ARCHITECTURES ANSSI

ARCHITECTURE N1

Tête de lecture transparente, authentification de bout en bout



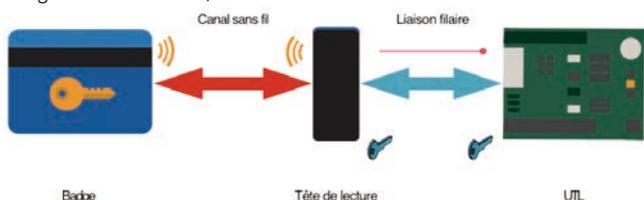
ARCHITECTURE N2

Tête de lecture intelligente, double authentification en coupure



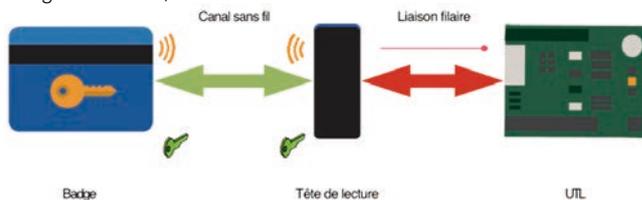
ARCHITECTURE N3

Badge non sécurisé, avec chiffrement filaire seulement



ARCHITECTURE N4

Badge sécurisé, avec liaison filaire non chiffrée



Source © Genetec

contrôle d'accès

3 QUESTIONS À

PASCAL LE ROUX

Vice-président de CDVI



© DR

Où faut-il positionner une centrale de contrôle d'accès ?

C'est un point sur lequel nous insistons auprès des installateurs : les centrales doivent être physiquement à l'abri de la malveillance : idéalement dans un coffret métallique pourvu d'un contact d'ouverture – assimilable à une centrale d'alarmes. Ce coffret doit être placé dans le bâtiment ou un local sécurisé. Mais en dehors de l'aspect matériel, l'attention doit être portée sur le cryptage des communications, entre la centrale et le lecteur, la centrale et l'outil de gestion et bien entendu le badge.

Comment s'assurer du bon niveau de sécurité ?

Les technologies évoluent très rapidement. Les certifications Anssi sont un bon repère, même si les niveaux les plus élevées ne sont pas nécessaires pour tous les types d'établissements. L'analyse de risque est indispensable : le niveau de monitoring d'une porte de hall d'immeuble résidentiel ne sera pas le même que pour un local sensible dans le tertiaire ou l'industrie. Nous avons choisi d'industrialiser la totalité du contrôle d'accès du lecteur de badge au logiciel en passant par la centrale. Une technologie propriétaire qui a le mérite d'assurer une cohérence

et une maîtrise de toute la chaîne de valeur et qui, à notre avis, évite les brèches des systèmes ouverts.

Que mettez-vous en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité ?

Nous attirons l'attention de nos clients sur l'importance des mises à jour logicielles. Nos outils sont testés en permanence en interne, et nous fournissons gratuitement les mises à jour. Nous avons également mis au point des programmes de formation pour sensibiliser les installateurs et les gestionnaires à la question de la sécurité.

● ● ● président de CDVI, doit pour des questions de sécurité être à l'intérieur du bâtiment ou dans un local sécurisé, et dans un coffret protégé. La protection physique est aussi importante que la protection logicielle, et ne doit pas être négligée par l'installateur. »

■ Transmission de données : évaluer la sécurité requise

L'Anssi a établi quatre niveaux de sécurité pour différents types d'architecture. Si l'agence recommande l'architecture 1 pour les sites à hauts risques (établissements sensibles, OIV, etc.), toutes les entreprises sont loin de nécessiter le niveau maximum. « C'est la raison pour laquelle, un diagnostic préalable est indispensable, souligne Luc Patou, ingénieur de Genetec. On peut très bien, sur un même site, avoir un mix d'architecture de 1 à 4, selon la sensibilité de chaque accès. Par exemple, il est absurde de sécuriser une salle de réunion vitrée avec une architecture de niveau 1, alors que ce sera parfaitement justifié sur un local serveur ou un laboratoire. Une gestion fine, qui peut se faire grâce des systèmes ouverts, comme nous le préconisons, en mixant les solutions. Le niveau de sécurité doit être affiné point par point, en n'oubliant pas que le maillon le plus faible détermine la sécurité. Il ne suffit pas d'avoir un badge DesFire ev1 ou ev2, encore faut-il que la lecture ne se fasse pas sur la base d'un simple identifiant de badges. »

■ Les passerelles intelligentes

Quelle est la capacité du système à se maintenir en cas de coupure du réseau ? Pour Genetec, les systèmes passerelles peuvent pallier les incidents réseaux. « En s'appuyant sur les contrôleurs du marché, on ajoute une fonctionnalité, dite passerelle intelligente, qui va permettre aux centrales de dialoguer entre elles et d'échanger des informations, même en l'absence du serveur central, explique Luc Patou. Un système qui, dans des lieux sensibles, permet une continuité de service et une traçabilité. » ■

AVIS D'EXPERT

ELSA NAUCHE

Chef produit contrôle d'accès, Urmet France



© DR

« CE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE, C'EST AVANT TOUT L'APPLICATION DE SUPERVISION. »

« En soi les centrales ne se distinguent pas fondamentalement. En fonction de la configuration de l'établissement sur lequel on souhaite implanter le système de contrôle d'accès, on s'orientera vers une centrale autonome, lecture-écriture ou IP, on pourra jouer sur le nombre d'ouvertures commandées par la centrale, mais ce n'est pas là que va se jouer la différence. Le plus important ce sont les capacités du logiciel de commandes à proposer des fonctionnalités évoluées et le champ des possibles. Quelle est la flexibilité de programmation ? Qu'en est-il de la gestion des profils ? Peut-on, sur un même accès, gérer facilement les accès libres aux horaires de consultation d'un médecin en tenant compte des jours fériés, donner un accès aux entreprises de propreté au moment de leur prestation... C'est un aspect auquel Urmet a été très attentif en développant Visiosoftweb, l'outil de gestion. Dans sa version connectée, il est disponible sur le cloud et, point important pour la sécurité, ce cloud est hébergé en France, à Roubaix. Visiosoftweb est un outil simple qui permet une gestion intuitive du contrôle d'accès, de l'interphonie et des moniteurs. Il facilite la tâche de l'installateur, mais aussi du gestionnaire qui peut gérer tous ses accès avec une grande souplesse. »

● REC

SEAGATE

PLEIN PHARE SUR LA SURVEILLANCE

Accédez à des informations exploitables
avec des solutions edge-to-cloud.

Seagate occupe une place prédominante sur le marché des solutions de stockage depuis 40 ans.

C'est parce que nous connaissons parfaitement vos besoins dans ce domaine que nous avons créé les disques durs de surveillance SkyHawk™ AI de 14 To, qui vous aideront à atteindre vos objectifs.



Maximisez vos avantages chez
www.seagate.com/partners

Les logiciels de gestion vidéo

Il ne suffit pas de disposer du plus beau réseau de caméras de surveillance. Encore faut-il pouvoir exploiter les images.



CONTROL CENTER V15.3 - INDIGO VISION

POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ

Control Center v15.3 contribue à améliorer la sécurité de votre système avec des améliorations prometteuses apportées à l'appareil CyberVigilant (notamment les fonctions d'effondrement de l'alarme), une fonction de réorganisation des clips de storyboard et l'intégration de Federated License Server. ●

→ **CARACTÉRISTIQUES :** • Control Center V15.3 est doté de la technologie de reconnaissance de plaque d'immatriculation (LPR) développée par InnoWare. • Cette technologie peut aussi être utilisée pour fluidifier la circulation à des vitesses allant jusqu'à 200 km/h.



© DR



© DR



G-SCOPE/1000 - GEUTEBRÜCK

UN TRAITEMENT 3 FOIS PLUS RAPIDE

Grâce à son moteur vidéo G-Core 64 bits, G-Scope/1000 de Geutebrück est extrêmement performant. L'accélération GPU intégrée garantit un traitement des images trois fois plus rapide alors que la Dual Database Architecture permet un accès très rapide aux images d'enregistrement et offre une sécurité contre les manipulations. L'analyse vidéo intégrée complète le tout : la fonction Activity Detection pour l'enregistrement commandé par les mouvements ou pour la détection des mouvements dans les espaces intérieurs ainsi que la Scene Validation pour la surveillance des caméras sont fournies par défaut. La lecture s'effectue sur deux prises moniteur, directement sur l'appareil. Chaque G-Scope/1000 représente en soi une solution complète pour les petites installations. ●

→ **CARACTÉRISTIQUES :** • Plage de température jusque 50 °C • Possibilité de brancher max. 10 caméras IP et 4 caméras analogiques • Espace de stockage jusque 6 TB • Dimensions très compactes.



CLOUD VIDÉO IP - SOGETREL

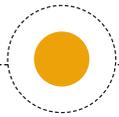
POUR LES PETITS COMMERCES

Sogetrel propose la solution de vidéosurveillance « cloud vidéo IP », dédiée aux TPE. Cette solution se compose d'une à quatre caméras en wi-fi selon la configuration du commerce. Elle nécessite une simple box et s'adapte au débit internet du client. Les images sont visualisables en temps réel et sont stockées et protégées dans un data center. ●

→ **CARACTÉRISTIQUES :** • Images visualisables en direct sur tous types de terminaux connectés (smartphone, PDA, tablettes, etc.) • Stockage et protection dans un data center.

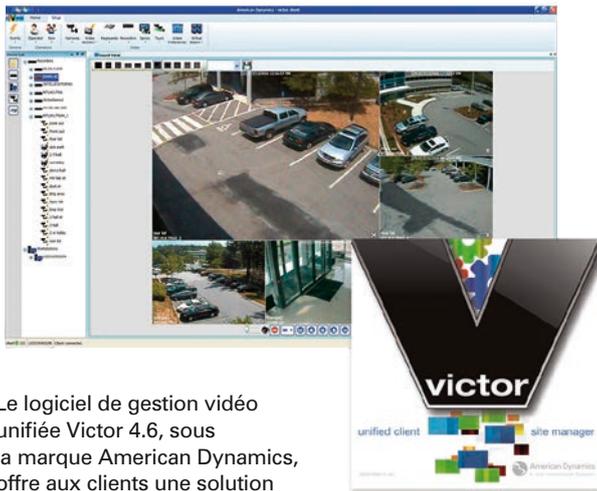


© Getty Images



VICTOR 4.6 - TYCO FIRE & INTEGRATED SOLUTIONS

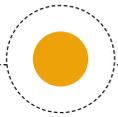
SIMPLE ET INTUITIF



© DR

Le logiciel de gestion vidéo unifiée Victor 4.6, sous la marque American Dynamics, offre aux clients une solution de surveillance simple et intuitive, dotée de fonctions d'analyse vidéo approfondie et de surveillance entièrement automatisée. Cette solution permet aux utilisateurs d'identifier rapidement les menaces sécuritaires et d'extraire instantanément de précieuses statistiques, afin d'assurer la prévention des pertes et la protection des entreprises. Le logiciel Victor 4.6 a été conçu pour s'adapter à toutes les solutions de sécurité de Tyco, des équipements de contrôle d'accès aux dispositifs de détection d'intrusion, en passant par la vidéosurveillance et l'analyse vidéo. Ce niveau d'intégration, toujours plus étroit, permet aux entreprises réparties sur plusieurs sites ou géographiquement dispersées de bénéficier d'un contrôle de la sécurité centralisé et économique.

À la fois compatible avec les caméras IP et analogiques, Victor 4.6 est conçu pour gérer sans effort les vidéos en direct et enregistrées, et pour surveiller des événements précis, en envoyant des alertes en temps réel. Sa fonction de recherche intelligente permet à l'utilisateur de rechercher des informations clés en quelques secondes, ce qui facilite ensuite le travail des enquêteurs chargés de traiter l'incident. Ce logiciel est prévu pour s'adapter à tous les besoins en matière de sécurité, qu'il s'agisse de petites et moyennes entreprises comme de grands groupes. Associé à la bibliothèque de données analytiques de l'enregistreur vidéo en réseau (NVR) VideoEdge de Tyco, Victor 4.6 propose une gamme complète de fonctions d'analyse vidéo. ●



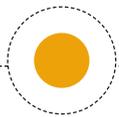
BOSCH 6.5 (VMS 6.5 BOSCH) - BOSCH SECURITY SYSTEMS

ANALYSE VIDÉO ET SURVEILLANCE GLOBALE

Le système de gestion vidéo Bosch 6.5 (VMS 6.5 Bosch) offre des fonctionnalités élargies avec la reconnaissance faciale et la lecture de plaque. La fonctionnalité «Live & Playback Site» permet aux utilisateurs de connecter des flux vidéo jusqu'à 10 000 sites à travers le monde grâce à une interface utilisateur unique. Le VMS 6.5 Bosch intègre les meilleures analyses vidéo des caméras Bosch aux analyses serveur issues de la plateforme d'analyses Bintelan de Ganetec, fonction intelligente utile pour les applications exigeant la correspondance de bases de données. Les analyses comme la reconnaissance faciale ou la lecture de plaque (ANPR) aident les opérateurs et les responsables sécurité à prendre rapidement les décisions les plus pertinentes grâce à une seule interface logicielle. Le VMS 6.5 Bosch permet aussi l'intégration des analyses de vidéo intelligentes des caméras Bosch avec les fonctionnalités spécifiques liées à l'industrie. ●



© DR



SURVEILLANCE STATION - SYNOLOGY

LA MOBILITÉ!

Surveillance Station 8.2 est conçue pour permettre de gérer simplement et à distance son installation de caméras de surveillance. En effet, cette version est proposée avec LiveCam, une application pour caméra de sécurité qui transforme instantanément un téléphone en caméra IP. De son côté, le remodelage de DS Cam offre de meilleures performances et une plus grande compatibilité et la liste du matériel pris en charge comprend désormais les haut-parleurs IP.

Une fois le téléphone transformé en caméra de sécurité grâce à LiveCam, il est intégré au sein du réseau de Surveillance Station grâce à ses enregistrements vidéo toujours accessibles par DS Cam. Avec les applications disponibles dans les PC de sécurité, les utilisateurs peuvent accroître leur capacité de surveillance grâce à l'utilisation des applications les mieux adaptées à leurs besoins. ●



© DR

Détection intelligente ou association de technos ?

Dans la détection d'intrusion, l'ennemi – outre l'intrus évidemment – est l'alarme intempestive, la fausse alarme... Grâce à des solutions de plus en plus intelligentes – et associant souvent différentes technologies – les fabricants proposent des systèmes de plus en plus fiables.

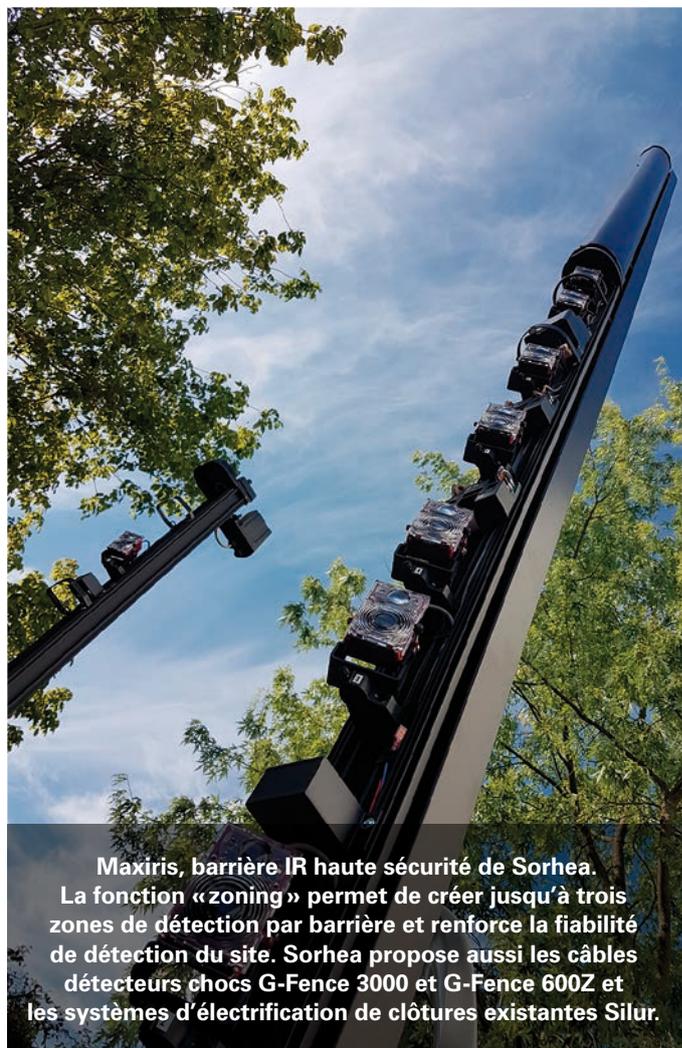
Comme pour d'autres applications sécurité, les caméras, à en croire certains, seraient capables aujourd'hui, grâce à leur intelligence embarquée, de remplacer aisément des solutions de détection d'intrusion traditionnelles, intelligentes ou pas. Dans certains cas, c'est sans doute possible. Mais généraliser la chose serait ne pas tenir compte des technologies développées par les fabricants de solutions anti-intrusion qui, elles-aussi, peuvent faire preuve d'intelligence.

« L'intelligence vidéo semble être, pour beaucoup de professionnels de la sécurité, la panacée en matière de détection d'intrusion intelligente, constate Thomas Wolski, Product & Integration Partner Program Marketing Manager BU Security. Or, les détecteurs d'intrusion sont eux aussi de plus en plus intelligents, pointus... afin d'améliorer leurs performances en matière de détection et de réduire les fausses alarmes dues à des événements extérieurs comme les animaux, un ventilateur qui fonctionne, un courant d'air, l'environnement naturel, etc. Aujourd'hui, la qualité des firmwares intégrés dans les détecteurs permet de réaliser une bien meilleure analyse des vraies et des fausses alarmes. »

■ Réduire les fausses alarmes

« Dans l'intrusion, le nerf de la guerre est la capacité de faire remonter rapidement une alarme fiable, tout en limitant les coûts qui peuvent être induits par les fausses alarmes et les déclenchements intempestifs, explique Nicolas Picard, directeur général adjoint de Sorhea. Longtemps, la barrière infrarouge, le cœur de notre métier, a été la seule réponse technologique à la détection intrusion périmétrique. Aujourd'hui, en raison de la puissance marketing des géants de la vidéosurveillance, les caméras infrarouges se positionnent très clairement comme une alternative à la barrière IR. Or, si les caméras IR peuvent être en effet efficaces en matière de détection d'intrusion intelligente, cela ne sera possible que si elles intègrent de l'analytique fiable. Ce qui n'est pas toujours – loin de là – le cas. Et on se retrouve avec le problème récurrent de l'anti-intrusion : les fausses alarmes... »

« Pour réduire au maximum le risque de fausses alarmes, il est également possible d'ajuster le degré de sensibilité de détection afin de réduire au maximum le risque de fausses alarmes, de masquer des zones de non-déclenchement (arbres, buissons...), ajoute Pascal Dugast. Nous avons développé un outil de paramétrage, avec capture d'image, pour nos installateurs, qui garantit l'exacte positionnement du détecteur et de sa caméra embarquée. » Les fausses alarmes ont toujours été, et sont en-



Maxiris, barrière IR haute sécurité de Sorhea. La fonction « zoning » permet de créer jusqu'à trois zones de détection par barrière et renforce la fiabilité de détection du site. Sorhea propose aussi les câbles détecteurs chocs G-Fence 3000 et G-Fence 600Z et les systèmes d'électrification de clôtures existantes Silur.



« En réglant finement la sensibilité et le zoning de nos barrières, nous atteignons des taux de fausses alarmes très bas. »

NICOLAS PICARD, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT CHEZ SORHEA.

LE POINT DE VUE D'UN FABRICANT

ANTHONY GONZALEZ

Référent technique sécurité électronique chez Abus France



© DR

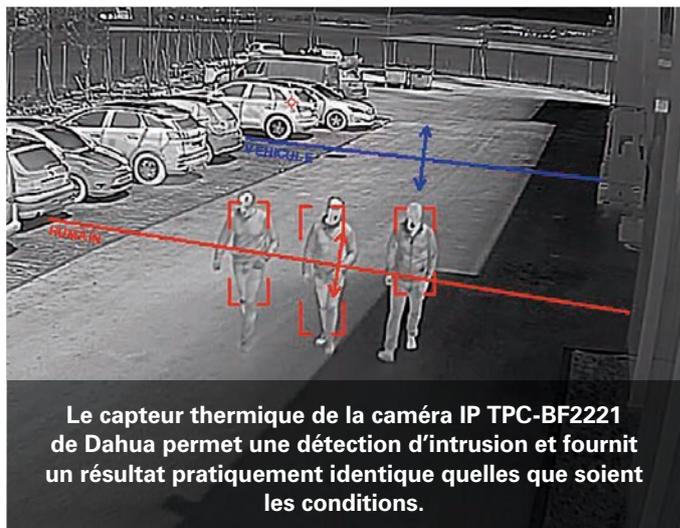
« NE PAS SE LIMITER À LA PÉRIMÉTRIE DU SITE. »

« La détection d'intrusion intelligente ne se limite pas à la périmétrie d'un site. Chez Abus, nous combinons des cylindres électroniques et de l'alarme. Concrètement, quand quelqu'un se présente devant la porte, notre solution, qui s'intègre dans un ensemble plus vaste de contrôle d'accès et de vidéosurveillance, permet ainsi de vérifier, via une caméra asservie, qui il est. Dans les faits, notre solution est donc une combinaison de trois produits : cylindre, alarme et vidéosurveillance connectés entre eux. »

core, le principal problème de la lutte contre l'intrusion. « Il faut comprendre que le faux positif est natif à l'environnement de la sécurité, insiste Xavier Féry, président directeur général de Komanche. Que le seul moyen de le réduire, de l'éliminer, et de faire de manière fiable de la sécurité est de raisonner en termes d'intégration complète. »

■ Marier les technologies

C'est l'association de différentes technologies qui rendra plus sûre la détection. « Intelligence ou pas, il faut associer des moyens technologiques différents pour parvenir à une détection très fine et au maximum exempte de fausses alarmes et autres déclenchement intempestifs, conseille Servan Lépine, dirigeant d'Excelium. On pourra associer barrières physiques, détection enterrée, câbles détecteurs de chocs, vidéosurveillance, barrières IR, hyperfréquence... afin de limiter le volume d'alarmes intempestives. » Point de vue que partage Anthony Gonzalez, référent technique sécurité électronique chez Abus France : « L'associa-



Le capteur thermique de la caméra IP TPC-BF2221 de Dahua permet une détection d'intrusion et fournit un résultat pratiquement identique quelles que soient les conditions.

© Dahua

tion de différentes technologies est toujours un plus en matière de lutte contre l'intrusion. La combinaison de barrières électroniques ou infrarouges, avec des détecteurs de mouvements et d'ouverture, permet de croiser les technos et d'être plus efficace. »

Pour Thomas Wolski également, la combinaison des technologies est pertinente. Et les caméras en font partie. « Nous sommes aujourd'hui capables d'associer différentes technologies dans les détecteurs d'intrusion pour atteindre des taux d'immunité aux fausses alarmes très satisfaisants. Cependant, la vidéo nous permet de voir ce qui se passe sur le site et nous simplifie la levée de doute. »

Chez Daitem, on combine aussi détection et intrusion. « Nous avons développé un détecteur de mouvement double IR (PIR) à capture d'image, explique Pascal Dugast. Avec un angle de détection orientable de 90°, il est capable de repérer une ● ● ●



« Les détecteurs d'intrusion sont eux aussi de plus en plus intelligents, pointus... »

THOMAS WOLSKI, INGÉNIEUR AVANT-VENTE/CHARGÉ DE PROJETS CCTV IP CHEZ BOSCH SECURITY SYSTEMS.

LE POINT DE VUE D'UN FABRICANT

XAVIER FÉRY

PDG de Komanche



© DR

« L'AVENIR DE L'INTRUSION ? LES OBJETS CONNECTÉS. »

« Notre objectif est d'intégrer ou de développer une chaîne de valeur dans laquelle chaque élément est constitué d'intelligence et de sécurité. Cette solution constituée de caméras "K safe" utilise des blocs et optiques certifiés CCC (Common Critéria Certification), elle-même fluidifiée et protégée par son nouveau VMS français "KxvKorp", chiffré en AES 256. Ce VMS, permet de gérer jusqu'à 50 NVR ou 1 000 caméras. Doté d'une supervision native, il permet également de générer et de superviser un journal des alarmes, de faire de la détection de mouvements avancés, de reconnaissance d'objets (véhicules ou personnes), de gestion de lignes ou de détection de couleurs. La supervision permet également de surveiller en temps réel les déclenchements d'alarmes et de visualiser les séquences vidéo associées, même à distance. C'est de cette manière que chaque brique de Komanche réellement intégrée optimise et fluidifie la sécurité des solutions de vidéoprotection tout en optimisant les critères de DAI, par le fait que chaque couche d'intelligence et de sécurité se parlent les unes aux autres. »

intrusion

2 QUESTIONS À SERVAN LÉPINE

Dirigeant d'Excelium



La détection par l'image est-elle la panacée en matière de lutte contre l'intrusion ?

Elle a des avantages certains mais son efficacité dépend de la qualité des algorithmes et de l'évolution de l'environnement dans lequel elle est déployée. Ce type de détection est programmée pour des zones précises, selon certains paramètres. Pour maintenir son efficacité, elle requiert un pilotage actif afin d'ajuster ses paramètres selon les saisons, les évolutions du site, etc.

Avec les solutions de plus en plus intelligentes qui constituent l'écosystème de la lutte contre l'intrusion, l'homme a-t-il encore un rôle majeur à jouer ?

Évidemment. Les technologies les plus intelligentes actuellement nécessitent encore un opérateur compétent, aguerri, formé pour interpréter les informations transmises par les détecteurs, quels qu'ils soient. L'opérateur est encore utile pour effectuer la levée de doute et pour gérer ou ajuster les paramètres des moyens de détection. De toute manière, il n'y a pas de recette miracle en détection d'intrusion. Même le deep learning doit apprendre constamment. Il faut associer les technologies afin que les défaillances de l'une soient corrigées par les autres, car chaque technologie a ses vulnérabilités.

l'anti-intrusion ou grâce aux caméras dites intelligentes. Dans cette approche, on organise que la cohabitation de modules différents. Or, tout cela n'est pas efficace. Ces différents systèmes se contentent de cohabiter mais ils n'interagissent pas dans un environnement qui ferait que chaque brique vient renforcer l'autre. Il faut que les différentes couches soient totalement intégrées. Par ailleurs, au risque de faire hurler certains de mes confrères, la plupart des solutions de DAI (détection automatique d'incidents) est perturbée par 20 à 30 % de faux positifs. » ■



En fonction de l'activité du site, des saisons et/ou des conditions météorologiques, les paramètres de détection devront être ajustés pour limiter les détections intempestives.

● ● ● présence jusqu'à 15 mètres. Il envoie alors une alarme et une séquence d'images consultables sur portable ou tablette, afin d'effectuer une levée de doute. »

■ Les caméras : une vraie alternative ?

Nombreux sont ceux qui répondent oui. Mais à condition d'être conscients de certaines contraintes et limites. « Grâce à notre capacité de régler très finement la sensibilité et le zoning de nos barrières infrarouges et de nos câbles à détection de chocs, nous parvenons à atteindre des taux de fausses alarmes très bas, indique Nicolas Picard. La question n'est pas tant de savoir si la détection doit être intelligente. Il faut plutôt se demander quels sont les moyens techniques de la rendre plus efficace. Pour cela, le plus efficace est d'associer différentes technologies. » Avant de poursuivre : « En ce qui concerne l'alternative que constituent les caméras, il ne faut pas perdre de vue le fait que le coût d'acquisition et de maintenance de ces dernières peut être élevé, voire rédhibitoire pour certains sites. Ce qui n'est pas le cas pour nos solutions de détection d'intrusion et notamment le câble à détection de chocs pour les grands périmètres. »

Pour d'autres, combiner les technologies ne suffit pas. C'est le cas de Xavier Féry qui conclut : « On entend beaucoup parler de détection d'intrusion intelligente avec des moyens classiques de

LE POINT DE VUE D'UN FABRICANT

DIDIER DUHAUBOIS

Ingénieur support technique chez Dahua



« LE THERMIQUE EST UNE SOLUTION PERTINENTE. »

« Les caméras peuvent venir en soutien d'une installation anti-intrusion "classique". Ainsi, notre caméra IP TPC-BF2221 est équipée de deux capteurs (utilisant le spectre visible et thermique) permettant, à l'aide de la fonction de détection vidéo intelligente (IVS), de détecter des objets en mouvement et de les classer à l'aide de la fonction AI Perimeter selon leur type (humain, véhicule, etc.) afin de créer une alerte uniquement sur le type d'objet souhaité. Elle est, en plus, équipée d'un flash et d'un haut-parleur pour informer l'intrus de sa détection. L'utilisation d'un capteur utilisant le spectre thermique est une solution très pertinente en extérieur pour réaliser une détection d'intrusion, car elle fournit un résultat pratiquement identique quelles que soient les conditions (jour, nuit, brouillard, etc.) contrairement à une détection par un capteur utilisant le spectre visible tributaire du niveau de luminosité. »

RETROUVEZ TOUS LES DÉTECTEURS INTRUSION SUR LE SALON ONLINE DE PSM
www.e-salon-protectionsecurite.fr

OPTEX DÉTECTEUR THERMIQUE 3D

MARCHÉ Professionnel Grand public

DÉTECTION : extérieure, infrarouge, volumétrique
PORTÉE MAXIMUM D'UTILISATION (EN M) : 100
PÉRIODE D'ALARME : 2 sec
MONTAGE : 2,3 à 4 m
INDICE IP : 65

Détecteur thermique 3D haut de gamme avec analyse digitale intelligente (évaluation de la différence de température entre l'intrus et la zone de détection). Idéalement conçu pour les systèmes de vidéosurveillance avec ou sans IP pour asservissement des caméras, DVR ou logiciel de management vidéo.



- Réduction des fausses alarmes
- Installation rapide et fiable
- Anti-vandales

SICK FRANCE LMS531

MARCHÉ Professionnel Grand public

DÉTECTION : extérieure, infrarouge
PORTÉE MAXIMUM D'UTILISATION (EN M) : 80
PÉRIODE D'ALARME : temps de réponse >10 ms
MONTAGE : Jusqu'à 80 m
INDICE IP : 67

Capteur LiDAR 2D performant et efficace pour des mesures jusqu'à 80 m. Performances exceptionnelles, même sous des conditions climatiques difficiles avec la technologie multi-écho. Boîtier compact à indice de protection IP 67 et chauffage intégré pour les appareils extérieurs. Faible puissance absorbée. Traitement rapide du signal. Plusieurs entrées et sorties. Synchronisation possible de plusieurs capteurs.



- Performance accrue dans de nombreuses applications
- Détection rapide et fiable d'objets
- Réglage facile et rapide avec le logiciel SOPAS

HOROQUARTZ Protecsys 2 Suite P2 Safety

MARCHÉ Professionnel Grand public



P2 Safety est le module de Protecsys 2 Suite pour gérer vos alarmes intrusion et techniques. Il vous aide à réduire les risques d'intrusions et limiter ainsi les vols et dégradations avec un système de détection anti-intrusion périmétrique et périphérique (barrières infrarouges, câbles sensibles, analyse d'image vidéo, etc.). Il vous aide à localiser, alerter et informer de toute intrusion ou anomalie dans une zone protégée.

- P2 Safety s'intègre au contrôle d'accès pour combiner accès aux locaux et détection d'anomalies
- Un système de détection intrusion conformes aux recommandations de la Cnil
- Localisation précise des alarmes grâce à un transmetteur IP SIA

UTC CLIMATE, CONTROLS & SECURITY - ULTRASYNCR ZeroWire

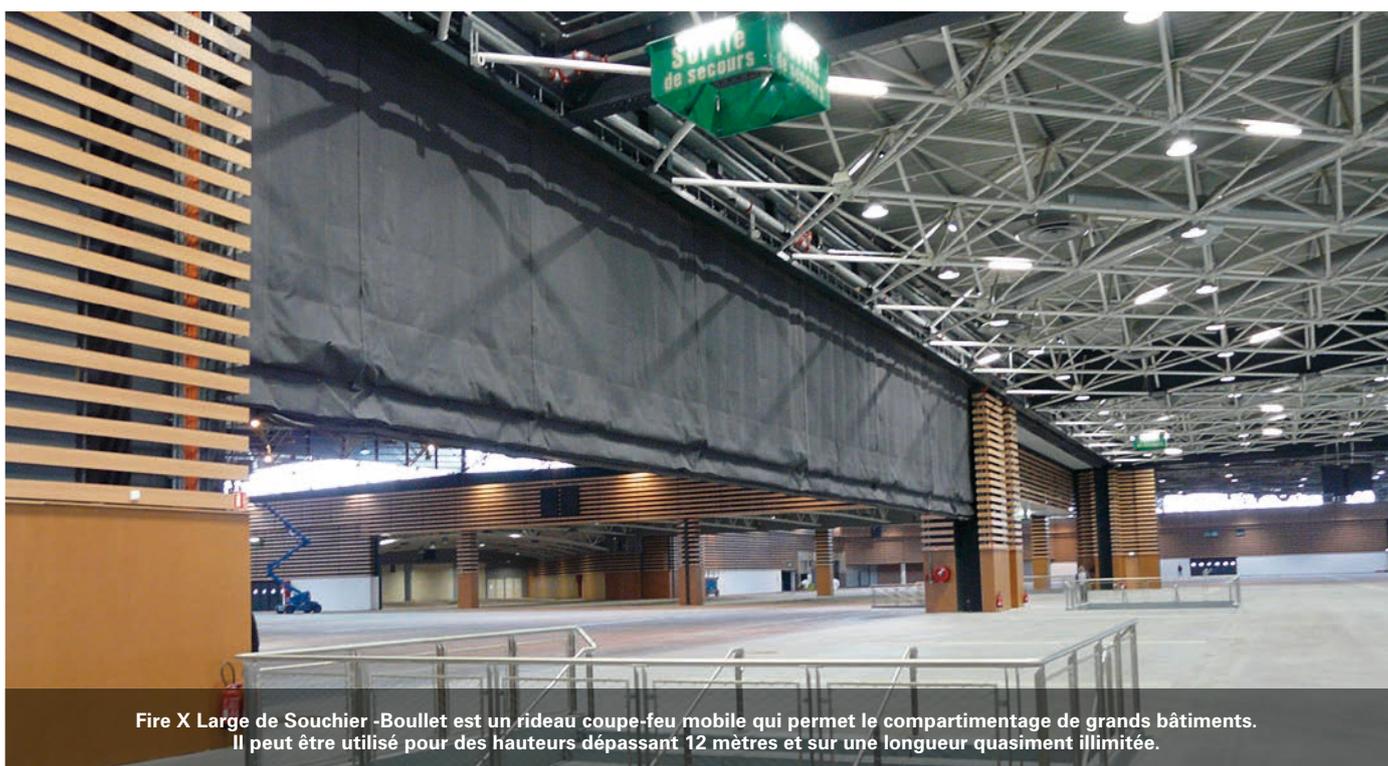
MARCHÉ Professionnel Grand public

DIMENSIONS (L X L X H EN MM) : 190 x 30 x 140
FRÉQUENCE OPÉRATIONNELLE (EN MHZ) : 433,92
DISTANCE DE RÉCEPTION SANS FIL (EN M) : 150
PUISSANCE SONORE SIRÈNE (EN DB) : (int) 95
NOMBRE DÉTECTEUR MAXIMUM : 64
POIDS (EN KG) : 0,334

ZeroWire est une centrale d'alarme sans fil domotique ou immotique qui, avec tous ses périphériques et les caractéristiques avancées du réseau sécurisé UltraSync, offre à l'utilisateur final un système de sécurité complet, interactif et simple. Une interface de programmation puissante est disponible par le biais du navigateur Web de la ZeroWire et de l'Appli pour smartphone, vous permettant de contrôler, de programmer votre système ou d'accéder à distance à vos caméras IP connectées.



- Z-Wave® embarqué pour la domotique
- Application smartphone/tablette pour iOS® et Android®
- Connexion immédiate et sécurisée (UltraSync)



Fire X Large de Souchier -Boullet est un rideau coupe-feu mobile qui permet le compartimentage de grands bâtiments. Il peut être utilisé pour des hauteurs dépassant 12 mètres et sur une longueur quasiment illimitée.

© Souchier -Boullet

Portes coupe-feu : un parc inutilisable ?

Les fabricants français de portes coupe-feu ont conçu et développé des gammes de solutions très efficaces. Malheureusement, cette efficacité est remise en question par l'impéritie de certains. Installateurs et mainteneurs, entre autres...

En cas d'incendie, une porte ouverte ou non résistante au feu peut favoriser la propagation du feu. C'est donc pour éviter que cela arrive qu'on installe des portes coupe-feu. En cas de sinistre, celles-ci doivent très vite entrer en action afin de compartimenter immédiatement le bâtiment. Pour que ce compartimentage se fasse de manière efficace et sûre, les portes coupe-feu doivent jouir de certains niveaux de résistance au feu, allant de 30 à 180 minutes dans la plupart des cas.

Les fabricants français de portes coupe-feu font preuve d'un savoir-faire indéniable. Ils proposent une vaste gamme de portes, certifiées NF, aux performances avérées. Ces portes vont de celle en tôle d'acier plutôt utilisée sur les sites industriels ou logistiques mais également dans les ERP, aux solutions coupe-feu plus esthétiques et privilégiant la lumière en acier, en Inox ou en aluminium... en passant par les portes coupe-feu en bois largement utilisées dans les bâtiments tertiaires, lieux de travail ou d'habitation.

On peut associer – ou non – ces portes à un système de ferme-

ture et un dispositif de maintien, elles deviennent ainsi des DAS. Ce DAS est commandé par des détecteurs de chaleur et de fumée qui, par changement d'état, participent directement et localement à la mise en sécurité d'un bâtiment. Un DAS se compose d'une fermeture coupe-feu, d'un dispositif de maintien en attente électromagnétique qui la bloque en position

E OU EI ?

Critères de résistance au feu des portes CF suivant les indices de classement européen :

> **E – étanchéité au feu :** aptitude d'un élément à résister à une exposition au feu sans passage de flammes et de gaz chauds ou inflammables vers le côté non exposé.

> **E I – isolation thermique :** aptitude d'un élément à résister à une exposition au feu en assurant une isolation thermique suffisante pour ne pas enflammer la surface non exposée et protéger les personnes.

ouverte en temps normal, d'organes de manœuvre et de fermeture. Si une alarme se déclenche, le système d'alimentation du blocage de la porte est coupé (cas du fonctionnement à rupture de courant) et celle-ci se ferme.

■ Les fabricants, eux, sont irréprochables !

L'offre produit existe donc et est, généralement, de très bonne qualité. Ce que concède l'expert Philippe Grié, conseils, expertises et formation - Audit d'installations de portes coupe-feu et de compartimentage : « *Les produits proposés sur le marché français par les industriels sont majoritairement irréprochables. Or, ce que je constate sur le terrain, lors de mes interventions, ou d'après ce que me disent certains professionnels, est que les portes coupe-feu installées présentent, dans une très large proportion – de l'ordre de 80 %, des écarts inacceptables avec les notices des fabricants, des non-conformités mineures ou majeures en constructions neuves ou anciennes...* » Avant d'ajouter : « *Par ailleurs, malgré les contraintes réglementaires dans le domaine de la maintenance, seulement 30 % du parc serait entretenu, et sur ces 30 %, seulement 30 % seraient maintenus par des mainteneurs compétents ! Ce n'est pas acceptable !* » Pourquoi un tel état de fait ?

■ Ce n'est pas le cas des soi-disant installateurs

Cet écart constaté entre la conformité de produits proposé par les fabricants et la réalité du terrain est due, principalement – pour ne pas dire uniquement – à la piètre qualité de ceux qui s'improvisent installateurs de portes coupe-feu et le laxisme du monde de la construction. « *Comme souvent dans la protection passive, n'importe qui se prétend installateurs. C'est assez courant par exemple, pour les calfeutrements de pénétration, et c'est hélas le cas pour l'installation des portes coupe-feu* », dénonce Philippe Grié.

Point de vue que partage David Maillart, responsable R&D chez le fabricant Souchier-Boullet : « *Nous fournissons de gros efforts pour concevoir, développer et produire des portes coupe-feu dignes de ce nom. Nos produits sont techniques et efficaces. Or, certains ne font pas preuve de la même exigence lorsqu'il s'agit d'installer nos portes. L'installateur doit obligatoirement* - ● ● ●



Normes et règles

Normes NF - Portes résistant au feu

- Mode 0 : porte normalement fermée sans système de refermeture.
- Mode 1 : porte normalement fermée équipée d'un système de refermeture.
- Mode 2 : porte normalement fermée équipée d'un système de retenue.

> Conformité :

- au référentiel technique de la règle NF 277 d'Afnor Certification ;
- aux normes NFS 61-937 (mode 2), NF S 61 937-1 à -4 ;
- à l'arrêté du 3 août 1999 (Modes 0 et 1).

Norme NF S 61-932 : règles d'installation du système de mise en sécurité incendie (SMSI)

Norme NF S 61-933 : systèmes de sécurité incendie (S.S.I.) - règles d'exploitation et de maintenance.

Un DAS doit répondre aux dispositions de la norme NF S 61-937.



Malerba a conçu la porte coupe-feu coulissante E60 de parking, modèle M611SL, avec portillon va-et-vient intégré.

© Malerba

2 QUESTIONS À

EMMANUEL MIGNOT

Président de Fivo Sécurité Incendie



Il semble que l'installation et la maintenance des portes coupe-feu soient loin des standards exigés en matière de sécurité incendie. Pourquoi ?

Outre l'absence d'une vraie culture incendie chez de nombreux exploitants, ce marché pâtit d'une absence criante en matière d'obligation de certification en ce qui concerne l'installation et la maintenance. Rappelons d'ailleurs que la certification Apsad I16/F16 est

une certification volontaire qu'on ne peut malheureusement pas imposer dans les appels d'offres. Par conséquent, n'importe qui peut se dire installateur ou mainteneur. Par ailleurs, il faut aussi souligner que de nombreux grands donneurs d'ordres du BTP sont dans une logique de prix et cherchent à économiser sur tout, les portes coupe-feu n'y échappant pas.

Fivo Sécurité Incendie est une entreprise spécialisée dans le compartimentage, que ce soit en installation, en fourniture

seule ou en maintenance. Que devrait exiger un exploitant d'un installateur et/ou d'un mainteneur digne de ce nom ?

Il faut d'abord lui demander s'il a des références réelles et vérifiables. La certification Apsad I16/F16 est également un gage de professionnalisme. On devrait aussi obligatoirement lui demander qu'il se conforme aux normes NF S 61-932 pour les règles d'installation et NF S 61-933 sur les règles de maintenance des SSI. Il faut aussi l'interroger, discuter avec lui... On voit assez vite si on a affaire à un professionnel.

2 QUESTIONS À

PHILIPPE GRIÉ

**Conseils et expertises formations -
Audit d'installations de portes coupe-feu
et de compartimentage**



© DR

Comment expliquez-vous le fait que l'installation et la maintenance des portes coupe-feu sont de si piètre qualité ? En totale contradiction avec la réglementation ?

Les exploitants de sites s'exonèrent de leurs responsabilités au travers de

la sous-traitance non maîtrisée et non vérifiée en matière de compétence. Le monde de la construction ne se préoccupe pas beaucoup de l'incendie et de la résistance au feu où, là encore, la sous-traitance est non maîtrisée en matière de compétence. Il faut dénoncer le laxisme ambiant en matière d'installation et de maintenance. Et appliquer une tolérance zéro en matière d'installation. On voit des choses aberrantes sur le terrain : des portes rabotées, des joints intumescentifs – dispositifs fondamentaux de l'étanchéité au feu – totalement absents, des produits exotiques étrangers non conformes à l'arrêté du 22 mars 2004... Des solutions qui sont donc posées par des spécialistes qui n'ont de spécialistes que le nom. Par ailleurs, les bureaux de contrôle font mal leur travail en ne se basant que sur les documents fournis par l'exploitant sans vérifier le produit lui-même. Et les commissions de sécurité, qui se basent sur l'aval du bureau de contrôle, visitent simplement le bâtiment et ne voient pas ce qui ne va pas...

Que faudrait-il faire pour revenir à des pratiques plus en accord à la réglementation incendie ?

J'ai essayé d'alerter les pouvoirs publics pour les inciter à taper du poing sur la table. On m'a aimablement répondu qu'on avait pris note du sujet mais que les agendas étaient trop chargés... Or, rien ne se fera sans les pouvoirs publics qui pourraient décider d'imposer une certification d'application obligatoire imposant des compétences réelles et vérifiables en matière d'installation des portes coupe-feu, et pourquoi pas une police de la sécurité incendie à fort pouvoir répressif ?



© Philippe Grié

À gauche, local après un sinistre important et violent en matière thermique en réserves d'un ERP Type M. Les portes coulissantes ne se sont pas fermées et toutes les cellules avec le stock ont été détruites. À droite, la porte coupe-feu Malerba du local attenant a, quant à elle, parfaitement rempli sa mission.

● ● ● *ment respecter ce qui est mentionné dans le PV feu et la notice que nous fournissons avec nos produits. Il faudrait tout d'abord commencer par exiger la certification volontaire d'installation et de maintenance (I16/F16) voire une certification obligatoire car certains installateurs posent ces portes sans respecter les règles de l'art.* »

Rappelons-le : une mauvaise installation peut avoir des conséquences dramatiques car elle rendra la porte inefficace. Puisque ce défaut d'installation dans les règles de l'art aura pour impact direct – et inévitable – la perte partielle ou totale du niveau de protection des personnes et des biens en cas d'incendie, situation inadmissible au regard des exigences réglementaires.

■ Grosses défaillances dans la maintenance

Ne sont pas montrés du doigt les seuls installateurs. Les mainteneurs ont aussi une grosse responsabilité dans l'état déplorable du parc installé de portes coupe-feu. « Certains mainteneurs n'ont aucune compétence et ne tiennent pas compte des notices d'entretien que nous fournissons avec nos portes et qui leur indiquent clairement les points à surveiller pour la maintenance des portes », regrette Stéphan Despinasse, technico-commercial PMT chez le fabricant Malerba.

Chez Fivo Sécurité, spécialiste reconnu et avéré de l'installation et de la maintenance des portes coupe-feu, Emmanuel Mignot,

LE POINT DE VUE D'UN FABRICANT

DAVID MAILLART

Responsable R&D chez Souchier-Boullet

« DES PRODUITS COMPLEXES À CONCEVOIR, POSER ET MAINTENIR. »

« La porte coupe-feu est un élément très important de la lutte contre le feu car elle participe à la sécurité incendie du bâtiment en évitant que le feu ne se propage dans les locaux attenants à son point d'origine. Or, cette importance de la porte coupe-feu est totalement ignorée par certains exploitants et autres prétendus installateurs ou mainteneurs. Ce sont des produits complexes à concevoir, poser et maintenir. Chez Souchier, nous travaillons constamment à augmenter les performances de nos solutions et tentons d'innover en travaillant sur certains aspects additionnels de la porte comme l'isolation phonique. Nous étudions également les possibilités offertes par des matériaux comme l'aluminium qui nous permet de concevoir des produits plus esthétiques, pour s'intégrer mieux dans leur environnement. Nous avons aussi conçu des rideaux en tissu qui peuvent être soit pare-flamme, soit coupe-feu, sur de grandes dimensions pouvant atteindre plus de 20 mètres de long sur 12 mètres de haut. »

président ajoute : « La plupart ce ceux qui se disent mainteneurs de portes coupe-feu ont une totale méconnaissance de la réglementation, en générale, et des produits, en particuliers. Les gens manquent d'une réelle culture sécurité incendie et ne perçoivent pas la finalité de nos produits et le contexte dans lequel il s'inscrit. Or, la maintenance, comme l'installation des portes coupe-feu, est un métier de technicien. Mais, il n'existe pas de formation et n'importe qui peut s'improviser mainteneur. D'où l'état calamiteux du parc de portes coupe-feu français... »

■ Que faire ?

Philippe Grié plaide pour la mise en place d'une certification obligatoire pour l'installation des portes coupe-feu : « Cette certification concernera l'entreprise mais imposera des compétences ou qualifications reconnues et vérifiées des personnels en charge des portes résistant au feu que ce soit pour l'installation ou l'encadrement. La confirmation de cette certification d'entreprise sera validée tant par l'audit de l'organisation interne, que par un contrôle "terrain" possible de toute installation réalisée par celle-ci. Et, de fait, les acteurs de la construction devront alors de leur côté participer au respect des règles de l'art tel que principalement fournir des murs (parois support) conformes tant en leur nature qu'en leur dimensionnements et tolérances demandées par l'entreprise devant installer des portes résistant au feu. » ■

LE POINT DE VUE D'UN FABRICANT

STÉPHAN DESPINASSE

Technico-commercial PMT chez Malerba



© DR

« IL FAUT TIRER LE MARCHÉ VERS LE HAUT EN FORMANT INSTALLATEURS ET MAINTENEURS. »

« Malerba fabrique deux types de portes résistant au feu battante ou coulissante, en métal ou en bois. Nous réalisons des blocs portes avec des performances de résistance au feu allant de EI30 à EI120. Outre notre activité de fabricant, pour résoudre les problèmes dus à la qualité défailante des installateurs de ce type de solution de protection passive, nous organisons deux fois par an des sessions de formations pour les installateurs qui souhaitent devenir des professionnels de l'installation. Nous cherchons aussi à innover. Nous avons ainsi développé une porte résistant au feu E60 coulissante, notre modèle M611SL, qui intègre un portillon va-et-vient – lui aussi coupe-feu – pour permettre l'évacuation du public lorsque toutes les portes ont été déclenché. »

IN A WORD, MANY SOLUTIONS.

SICUREZZA

INTERNATIONAL SECURITY & FIRE EXHIBITION

CO-LOCATED WITH
SMART BUILDING EXPO

WHERE PRODUCTS & STRATEGY CREATE SOLUTIONS

FIERA MILANO, RHO • 13-15 NOVEMBER 2019

[f](#) [t](#) [in](#) | www.sicurezza.it

INTERNATIONAL NETWORK

www.exposec.com.br

www.fireshow.com.br

www.figvirtual.com.br

ORGANIZED BY

FIERA MILANO

sferica.net



Quatre des domaines Center Parcs sont labellisés Sécuri-site. Une priorité pour le groupe qui met la sûreté au cœur de sa politique de développement.

© DR

Parcs de loisirs, une sécurité discrète et rassurante

Accueillir dans les parcs de loisirs une clientèle familiale pour qu'elle vive des moments de fête et de convivialité requiert la mise en place de dispositifs de sécurité et de sûreté sans faille. Des dispositifs qui doivent se faire discrets pour ne pas affecter l'univers de rêves et de jeux dans lequel sont plongés les visiteurs.

Selon une étude réalisée pour le compte d'Atout France et du Syndicat national des espaces de loisirs d'attractions et culturels (Snelac), en 2017, la France est la première destination européenne en matière de sites de loisirs. Les quelque 600 sites français ont ainsi accueilli 70 millions de visiteurs français et étrangers, et ont généré un chiffre d'affaires de 2,3 milliards d'euros. Ces visiteurs viennent en famille ou entre amis rechercher des moments de fête et de convivialité, mais aussi un frisson en s'exposant à des situations périlleuses ou anxiogènes (montagnes

russes, chutes et vitesses extrêmes, maisons hantées, etc.) maîtrisées et sécurisées. « *Le visiteur fait l'expérience d'une situation d'urgence qui déborde ses capacités et menace de désintégrer son univers de référence. C'est là la grande spécificité de la question de la sécurité dans un parc de loisirs, qui n'existe dans aucun autre secteur industriel et commercial : créer, à chaque instant, des conditions de crise tout en conservant la maîtrise du processus* », remarque Sophie Huberson, déléguée générale du Snelac, dans un article sur la gestion paradoxale de la sécurité des parcs de loisirs. Se pose alors la question de comment gérer de fausses crises sans en susciter de vraies.

■ Créer un climat de confiance

« La première condition pour que le visiteur se distraie est de lui offrir un climat de confiance plutôt subtil : il doit se sentir en sécurité dans le parc pour apprécier au mieux les situations de crise de sécurité qu'il va vivre. Il va de soi, en effet, que s'il n'a pas confiance dans la sécurité générale du parc et celle, particulière, des installations, la peur réelle de l'accident l'emportera sur la peur artificielle générée par l'attraction, qu'il désertera aussitôt. Cet équilibre original réside dans la combinaison de deux facteurs : la visibilité et l'information. » Ainsi, le visiteur doit se sentir serein, en sécurité, sans pour autant ressentir la pression. Dans les Center Parcs, la sécurité est assurée par des agents de sécurité qui font partie d'une entité dénommée le Guest Service. Une appellation qui conforte leur rôle au service du bien-être des visiteurs dans le cadre de leurs missions de sécurité. « La sécurité ne se limite d'ailleurs pas au Guest Service, précise Grégoire Caruhel, Operational Risk Manager de Center Parcs et Villages Nature. L'ensemble du personnel et des partenaires sont sensibilisés aux risques qui peuvent survenir sur nos sites, et nous réalisons régulièrement des exercices de sûreté en partenariat avec la gendarmerie. »

■ Prévenir les crises

Malaises, bousculades, rixes... des incidents qui peuvent rapidement prendre de l'ampleur et dégénérer dans une foule compacte. D'où l'importance de tuer dans l'œuf un incident en en repérant les prémices. C'est là que la vidéo joue un rôle majeur. À titre d'exemple, le Puy du Fou a installé 300 caméras Axis qui couvrent la totalité du parc. Ces caméras, dont de nombreuses PTZ, surveillent les allées et venues et mesurent les flux piétons. Ces mesures permettent d'optimiser l'organisation de l'accueil des visiteurs. Les caméras peuvent aujourd'hui beaucoup plus en s'appuyant sur l'analyse vidéo : repérer un mouvement inhabituel qui pourrait s'avérer être une ba- ● ● ●

SÉCURI-SITE, UN LABEL GARANT DE L'INVESTISSEMENT DES SITES DANS LEUR SÉCURISATION



En 2016, un comité interministériel a décidé une série d'engagements pour renforcer la sécurité des touristes. Parmi les mesures prises, trois portent plus particulièrement sur la coordination des actions menées au niveau départemental, l'élaboration de conventions de site et la labellisation des sites sécurisés avec le label Sécuri-site.

Marqueur visuel, facilement identifiable par les touristes, le label témoigne du respect de la convention de site par ses signataires (préfecture, le maire de la commune concernée, l'exploitant du site et le cas échéant, le procureur de la République, un représentant des forces de l'ordre...) Le label est délivré par les préfectures pour chacun des sites ayant fait l'objet d'une convention de site et sous réserve du respect des dispositions de la convention. Tous les sites touristiques ont vocation à être labellisés, les conventions de site permettant d'adapter précisément la réponse sécuritaire au cas par cas pour chacun d'eux. Le château de Chambord, plusieurs Center Parcs, le zoo de Beauval ont d'ores et déjà obtenu ce label.

3 QUESTIONS À

GRÉGOIRE CARUHEL

Operational Risk Manager, Center Parcs



© DR

Quelle est la particularité de Center Parcs sur le plan de la sûreté ?

En France, le groupe exploite cinq Center Parcs et Villages Nature Paris, soit 5 200 unités d'hébergements, ce qui représente environ six millions de nuitées par an. On peut considérer

que chaque site est l'équivalent d'une commune rurale qui aurait la particularité de renouveler sa population deux fois par semaine ! On retrouve en termes de malveillance, les mêmes préoccupations qu'un village de quelques milliers d'habitants, tout en sachant que la clientèle est plutôt familiale. Le Guest Service (service sécurité-sûreté) a pour mission de veiller à la sécurité et la tranquillité des occupants, le temps de leur séjour, mais aussi de celles des salariés et des partenaires, et ce 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Vous avez été distingué aux trophées d'or de la Sécurité en 2018. Que représentent ces récompenses ?

Nous avons reçu effectivement deux récompenses aux trophées de la Sécurité 2018 : le trophée d'or de la Meilleure direction et meilleure équipe de sûreté et le prix du public.

Vanessa Diriar, directrice générale de Center Parcs France, accompagnée de représentants des Guest Services de l'ensemble des domaines, est venue défendre et recevoir ces trophées. C'est une véritable fierté pour ces équipes de l'ombre que sont les Guest Services, de voir ainsi reconnaître leur travail dans un événement prestigieux. Ces prix sont le résultat du partenariat tout à fait innovant que nous avons conclu avec la gendarmerie nationale. Nous avons signé une convention nationale, convention déclinée sur les six domaines Center Parcs et Villages Nature Paris et les groupements de gendarmerie locaux. Basé principalement sur la prévention, l'échange de renseignement et la préparation à la gestion de crise, ce partenariat s'est bonifié par la réalisation d'exercices sûreté communs et l'obtention du label Sécuri-site pour cinq domaines.

Vous êtes un des tout premiers parcs de loisirs à avoir obtenu le label Sécuri-site.

Que vous apporte-t-il ?

C'est l'aboutissement évident et naturel de la démarche de partenariat entreprise avec la gendarmerie nationale. La convention nous avait déjà préparés aux exigences du label Sécuri-site au travers du diagnostic sûreté effectué par les référents sûreté de la gendarmerie. C'est la seule certification officielle de sécurité étatique pour les sites touristiques. Délivrée par la préfecture, les exigences diffèrent d'un site à l'autre, notamment en fonction de l'environnement local. Si la clientèle française est, pour l'instant, assez peu sensible à ce label, la clientèle et les tours operators étrangers y sont, en revanche, très attentifs. Cela peut même être déterminant dans le choix de la destination.

3 QUESTIONS À

LAURENT MARTIN

Directeur sécurité et sûreté du Puy du Fou



© DR

Quelles sont vos principales préoccupations en termes de sûreté sur le parc du Puy du Fou ?

Nos préoccupations sont celles de tous les sites à forte fréquentation : la prévention des vols et des dégradations et la surveillance des attitudes suspectes, sans oublier bien entendu le terrorisme. Toutefois, les visiteurs les plus réguliers et fidèles sont les familles qui se situent dans le bas du spectre en ce qui concerne les actes de malveillance. Nos agents sont formés pour repérer sur le terrain – et via la vidéo – tout comportement inhabituel et pour intervenir rapidement si besoin.

Comment sécurisez-vous ce site ?

Les jours de fortes affluences, nous avons sur le site jusqu'à 25 000 personnes. Nous sommes un établissement privé, mais nous mettons en œuvre des moyens similaires à une ville de taille moyenne. L'équipe de sécurité/sûreté veille sur le parc, soutenue par un équipement technologique complet : protection périmétrique, anti-intrusions, vidéoprotection, contrôle d'accès... Nous sommes d'ailleurs, depuis cette année, labellisés Sécuri-site. À l'entrée, nous effectuons un contrôle des visiteurs et des sacs, une visibilité qui rassure les visiteurs. En revanche, une fois les portes franchies, la sécurité bien que très présente doit se faire discrète et disparaître aux yeux des visiteurs qui veulent profiter pleinement de leur séjour.

Qu'attendez-vous de votre intégrateur-installateur ?

La première qualité de notre partenaire est d'être fiable. Proposer du matériel adapté, en assurer la maintenance et le réglage pour être toujours fonctionnel, fait partie de nos exigences minimales. Il doit comprendre notre métier et pouvoir implémenter des extensions, comme la gestion des flux de personnes via la vidéo, ainsi qu'intégrer la composante artistique, essentielle. Nous avons un spectacle unique au monde de 31 drones de nuit qui doit être parfaitement sécurisé du point de vue du public. Enfin, en ce qui concerne la veille technologique, le secteur foisonne d'innovations : drones, intelligence artificielle, analyse vidéo. Nous attendons qu'il repère et sélectionne les outils qui pourront nous faire avancer.

● ● ● garre, ou l'absence de mouvement qui pourrait traduire un malaise, repérer un enfant perdu, grâce à des outils de recherche de couleur de vêtements comme ceux développés par Briefcam. Un individu qui présente un comportement suspect peut être suivi. De même, le repérage du « bagage abandonné » est désormais possible en automatique et trouve tout son sens sur ce type de parc.

Derrière la scène, ce sont des centaines de salariés, bénévoles, fournisseurs qui pénètrent sur le site pour faire fonctionner la grande machinerie du divertissement.

■ Contrôler les accès des salariés et fournisseurs

Aussi est-il indispensable que les sites puissent contrôler ces flux de personnes. Ainsi, au Puy du Fou, ce sont des portiers vidéo Axis, connectés à Genetec Synergis qui ont été mis en place par I3S Intégration. Une solution qui présente l'avantage d'être autonome localement, même en cas de coupure logicielle ou réseau. Pour les véhicules de livraison des haut-parleurs Axis ont été placés sur les sites pour assister vocalement les conducteurs et fluidifier le trafic en cas de blocage. ● ● ●

SUR LE TERRAIN

Locken verrouille les accès du parc Astérix

Troisième parc d'attractions en France, le parc Astérix doit à la fois assurer un niveau de sécurité optimal et une qualité de prestation élevée pour permettre à chaque visiteur de vivre en toute sérénité une expérience unique.

Pour répondre à ces enjeux, le parc Astérix utilise le logiciel de gestion des accès Locken Smart Access. Celui-ci pilote plusieurs centaines de cylindres électroniques sur l'ensemble : attractions, boutiques, restaurants, points photos, hôtels, ainsi que des locaux sensibles comme les espaces dédiés à la maintenance. Il permet un paramétrage fin selon les besoins d'accès de chaque intervenant qui n'utilise plus qu'une seule clé pour accéder à l'ensemble des espaces correspondant à sa mission.

Jean-Marc Prevosteau, directeur commercial France de Locken souligne : « Les accès du parc ont pu être équipés avec une solution unique, sans câblage, simple à installer et à utiliser. La prise en main rapide de notre solution par l'ensemble du personnel a démontré sa flexibilité. Ainsi, nous avons répondu efficacement aux objectifs du parc Astérix : sécurisation des locaux sensibles,



© Parc Astérix

traçabilité des accès, gestion des droits à distance et, de façon générale, maîtrise globale de la sûreté du site. »



10^{ème} édition

2 & 3 octobre 2019
PARIS EXPO
PORTE DE VERSAILLES

Intelligent Building Systems

SALON DE LA PERFORMANCE DES BATIMENTS
TERTIAIRES, INDUSTRIELS ET COLLECTIFS



CONNECTED BUILDING : Ready 4 a better energy management

Bâtiment connecté « ready to service », BEPOS, autoconsommation et stockage d'énergie, du BIM au CIM, utilisation de l'Intelligence Artificielle pour améliorer le fonctionnement d'un bâtiment, cybersécurité des infrastructures et des réseaux pour les bâtiments connectés, efficacité énergétique des data center, généralisation des services aux occupants...

Le bâtiment continue sa révolution. Plus flexible, il est aussi plus agile dans la gestion de l'énergie. Autoconsommation et stockage constituent des technologies pionnières en phase avec les nouveaux usages énergétiques.

L'évènement incontournable du smart building depuis 2010 fête ses 10 ans les 2 & 3 octobre 2019 et prend une nouvelle dimension pour promouvoir une vision européenne d'une Gestion Technique et Énergétique du Bâtiment toujours plus « résiliente, inclusive et connectée » à travers une offre complète de services aux occupants.

Réservez dès maintenant les meilleurs stands et prises de paroles en conférences !
Contactez-nous : + 33 1 44 39 85 00 – exposer@ibs-event.com

2 JOURS • 30 CONFERENCES • 25 ATELIERS • 200 EXPOSANTS • 7 000 VISITEURS

Platinum Sponsors 2019

ABB

BTIB

CARL
SOFTWARE

DISTECH
CONTROLS™

SBC
SAIA BURGESS CONTROLS

SAUTER
Pour l'environnement durable.

Schneider
Electric

socomec
Innovative Power Solutions

WAGO
INNOVATIVE CONNECTIONS

www.ibs-event.com

SUR LE TERRAIN

La Comics Station d'Anvers fait confiance à Panasonic

Comics Station Anvers est un parc indoor autour des célèbres héros de bande dessinée belge comme les Schtroumpfs, Spirou, Lucky Luke... Ce parc veut offrir une expérience unique à toute la famille grâce aux nombreuses attractions et installations interactives. La Comics Station recherchait un partenaire technologique capable de fournir une solution complète allant des solutions audiovisuelles à la sécurité, aux alarmes incendie, aux infrastructures de communication et à la climatisation et avait besoin de relier tous les aspects dans un réseau combiné.

Pour ce qui relève de la sécurité, 90 caméras de sécurité IP haut de gamme assurent la sécurité de tous les visiteurs en combinaison avec un logiciel de sécurité intelligent. La salle de contrôle est équipée d'enregistreurs de réseau Panasonic. Les caméras sont combinées à des capteurs de détection de mouvement pour déclencher immédiatement une alarme lorsque des personnes non autorisées accèdent à des zones spécifiques du parc.

Ces solutions de sécurité ont également été intégrées au plan d'urgence. Il associe la vidéosurveillance à l'installation d'un système de détection d'incendie doté de plus de 100 capteurs d'incendie répartis sur le site. Cette solution de sécurité incendie est liée à toutes les autres technologies de Comics Station Anvers.

« Dès l'instant où un incident est signalé, toutes les caméras de sécurité de la région se concentrent sur cet incident et aident notre



© DR

responsable de la sécurité à décider du meilleur plan d'action, explique Wim Hubrechtsen, PDG de Comics Station Anvers. Il existe des lignes de communication permanentes entre les téléphones Panasonic sur le site, des alarmes générales et des messages d'évacuation affichés sur les écrans professionnels. En outre, les caméras de sécurité peuvent effectuer un second balayage de la zone avec leurs détecteurs de mouvement et leurs capteurs infrarouges, afin de s'assurer que l'évacuation est complète. »



■ Intrusion et malveillance

Comme dans tout lieu où se rassemble une foule, la menace d'attaques terroristes et d'actes de malveillance est particulièrement élevée. Quant au risque de détérioration des infrastructures, de vandalisme et d'accidents autour des attractions, il est loin d'être négligeable. La prévention passe par l'installation de système anti-intrusion en périmétrie et sur les locaux techniques ou réservés, et un contrôle d'accès pour le personnel et les partenaires. Ainsi Astérix a depuis de nombreuses années mis en place un contrôle d'accès sur tous ses accès non ouverts au public avec le système Smart Locken. Tous les accès sont gérés et tracés, avec un système sans cablage parfaitement adapté à l'étendu du site.

■ La place des hommes, indispensables

Repérer de plus en plus rapidement les anomalies et situations à risques, des fonctions dévolues aux technologies mais qui n'ont de sens que si elles sont utilisées avec discernement par des hommes. Les agents de sécurité ont les outils pour analyser, évaluer mais leur action est déterminante pour la levée de doute et les interventions.

« Notre service sécurité, le Guest Service, assure Grégoire Caruhel de Center Parcs, s'attache prioritairement à protéger la valeur humaine : clients, salariés et partenaires. Cela passe par une mise en œuvre la plus complète possible des mesures de sûreté sur chacun des sites, tant sur le plan humain, organisationnel que technologique. Nous utilisons bien entendu des outils technologiques classiques, (protection périphérique, système anti-intrusion, vidéoprotection des espaces publics, contrôle d'accès), relié à un PC sur place, de façon à pouvoir intervenir rapidement en cas d'événement et, si besoin, nous pouvons faire appel à la gendarmerie. » Des hommes de l'ombre, discrets et réactifs, qui contribuent à ce que la journée de divertissements restent pour tous un bon souvenir. ■

DU CÔTÉ DES INTÉGRATEURS

JEAN-MARIE LAURENT

Directeur général d'I3S



© DR

« NOTRE RÔLE : FAIRE
DIALOGUER DES SYSTÈMES
HÉTÉROGÈNES POUR
QUE LA SÉCURITÉ SOIT
OPTIMALE TOUT EN ÉTANT
INVISIBLE AUX VISITEURS. »

« Nous avons la charge de l'équipement technologique de sûreté du Puy du Fou, le deuxième parc d'attractions français. Nous avons déployé 360 caméras, Axis et Hanwha, un système de contrôle d'accès avec de l'interphonie Commend, des systèmes de détection intrusions UTC Advanced, tous gérés via le logiciel unifié Security Center de Genetec. La vidéo est asservie à la détection d'intrusion et au contrôle d'accès/interphonie pour faciliter le travail des agents. La particularité du site est de comprendre, outre le poste principal et celui de repli en cas de crise, une quarantaine de postes d'exploitation depuis les régies pour les spectacles. En périmétrie, le dispositif est complété par des barrières infrarouges Sorhea, des portes tambours d'Automatic Systems et des bornes d'identification de TGO. Notre rôle est d'apporter une gestion des flux de données pertinente et qualitative en faisant dialoguer sans heurts tous ces systèmes hétérogènes. Notre rôle d'intégrateur est également essentiel dans l'accompagnement de choix de solutions novatrices, comme le comptage des personnes, la gestion de la diffusion de message d'alerte, la reconnaissance faciale et, plus généralement, tous ses besoins de sûreté. »

TROPHÉES SÉCURITÉ

LUNDI 23 SEPTEMBRE 2019 - THÉÂTRE DE PARIS

14^E ÉDITION

Contact : **Marion LATARD**

Chef de marché

01.84.20.74.82 | 06.58.02.95.77

www.md-c.fr | @MDCParis

www.tropheesdelasecurite.fr



Guide ANNUEL d'Achat

www.protectionsecurite-magazine.fr

RETROUVEZ PLUS DE PRESTATAIRES,
LEURS ÉQUIPEMENTS ET SERVICES
SUR LE SALON ONLINE
e-salon-protectionsecurite.fr

Si vous souhaitez figurer dans cette rubrique,
merci de nous contacter sur
info@protectionsecurite-magazine.fr
ou au 01 45 23 33 78

DÉTECTION - ALARME

AE&T
www.aet.fr/fr/

ARD
www.contrôle-acces.fr

BY DEMES FRANCE
www.bydemes.com

BOSCH
www.boschsecurity.fr

FOXSTREAM
www.foxstream.fr

GUNNEBO FRANCE
www.gunnebo.com

HONEYWELL
www.honeywell.com/security/fr

IZYX SYSTEMS
www.izyx-systems.com

LEGRAND
www.legrand.fr

MAGNETA
www.magneta.fr

MWS
www.mws.fr



Regent Park II - Bât I
2460 l'Occitane
31670 Labège
Tél. 0 800 100 100
hcpro@myfox.fr
www.myfox.pro

OPTEX
www.optex-security.com

PROSEGUR FRANCE
www.prosegur.fr

RISCO GROUP
www.riscogroup.com

SCHNEIDER ELECTRIC
www.schneider-electric.com

SCUTUM
www.scutum.fr

SEPTAM
www.septam.fr

SERIS SECURITY
www.seris.be

SERVIACOM
www.serviacom.fr

SORHEA
www.sorhea.fr

SURTEC
www.surtec.tm.fr

SYNCHRONIC
<http://www.synchronic.fr>

TIL TECHNOLOGIES
www.til-technologies.fr

VANDERBILT

10, place Fulgence Bienvenue
77600 Bussy Saint Georges
Tél. 0825 16 11 77
www.vanderbiltindustries.com

ZENITEL
www.stentofon.fr

VIDÉOSURVEILLANCE

AASSET SECURITY
www.aasset-security.fr

ACALBFI
www.acalbfi.fr

ALL PRODUCTS
www.all-products.com

ARECONT VISION
www.arecontvision.com

AVIGILON CORPORATION
www.avigilon.com

AXIS COMMUNICATION
www.axis.com/fr

BOSCH
www.boschsecurity.fr



BY DEMES FRANCE
22/24 rue Lavoisier
Bâtiment B, 1^{er} étage D
92 000 Nanterre (France)
Tél. : +33(0) 147240626
france@bydemes.com
www.bydemes.com

CISCO SYSTEMS
www.cisco.com

CITELUM
www.citelum.com/fr

COMPUTAR / GANZ
www.cbc-cctv.com

CONSORT NT
www.consortnt.com

D-LINK
www.dlink-com/fr

DAHUA
www.dahuasecurity.com/fr

DELTA SECURITY SOLUTIONS
www.delta2s.fr

DIGITAL BARRIERS
www.digitalbarriers.com

ECCTV
www.ecctv.fr

EET EUROPARTS FRANCE
<http://fr.eetgroup.com>

ERYMA SÉCURITÉ SYSTÈMES
www.eryma.com

EVITECH
www.evitech.com

EXAVISION
www.exavision.com



www.flir.com

FOXSTREAM
www.foxstream.fr

FUJIFILM
www.fujifilm.eu/fr

GENETEC
www.genetec.com

GEUTEBRÜCK
www.geutebruck.com

HANWHA TECHWIN
www.hanwha-security.eu/fr

HIKVISION
www.hikvision.com

HONEYWELL
www.honeywell.com/security/fr

HYMATOM
www.hymatom.fr

IDIS EUROPE
www.idisglobal.com

INDIGO VISION
www.indigovision.com

INEO
www.cofelyineo-securite.fr

IOTE0
www.ioteo.com

IZYX
www.izyx-systems.c



www.jftech.com
sales@jftech.com

JVC PROFESSIONAL FRANCE
www.jvcpro.fr

MERIT LILIN
www.meritlilin.fr

MILESTONE SYSTEMS
www.milestonesys.com

MOBOTIX
www.mobotix.com

MYFOX
www.myfox.pro

NEXTIRAONE
www.nextiraone.eu/fr

OPTEX
www.optex-security.com

PANASONIC
<http://business.panasonic.fr>

PELCO
www.pelco.com

PROSEGUR FRANCE
www.prosegur.fr

RSI VIDEO TECHNOLOGIES
www.videofied.com

SAMSUNG TECHWIN EUROPE
www.samsungsecurity.fr

SCUTUM
www.scutum.fr

SERVIACOM
www.serviacom.fr

SONY
www.sony.fr/pro/products/vidosecurity

STIM
www.stim.fr

SVD - SYSTÈMES VIDEO DIGITAL
<http://svd-france.com>

SYNOLOGY
www.synology.com/fr-fr/

TAMRON FRANCE
www.tamron.fr

TEB
www.teb-online.com

TIFALI
www.tifali.com

TIL TECHNOLOGIES
www.til-technologies.fr

VANDERBILT INTERNATIONAL
www.vanderbiltindustries.com

VEDIS
www.vedis.pro



Mail:
salesvivotekfrance@vivotek.com
www.vivotek.com

VISEO
www.viseo.eu

WESTERN DIGITAL FRANCE
www.wdc.com/fr/

IDENTIFICATION CONTRÔLE D'ACCÈS

ABIOVA
www.abiova.com

ABUS FRANCE
www.abus.com

ACIE AUTOMATISME
http://aciesecurite.com

AIPHONE
www.aiphone.fr

ALCEA
www.alcea.fr

ASSA ABLOY FRANCE
www.assaabloy.fr



Des technologies pour la vie

32 avenue Michelet
93400 Saint Ouen
Tél. 0 825 12 8000
Tél. 0 825 12 8000

fr.securitysystems@fr.bosch.com
www.boschsecurity.fr

CAE GROUPE
www.cae-groupe.fr



Z.I. St Lambert des Levées
49400 Saumur
Tél. 02 41 40 41 40
info@castel.fr
www.castel.fr

DEISTER ELECTRONIC FRANCE
www.deister.com

DIRICKX GROUPE
www.dirickx.fr

ERYMA SECURITE SYSTEMES
www.eryma.com

FOXSTREAM
www.foxstream.fr



Genetec Europe
6 Rue Daru,
Paris 75008
Tél. 01 44 69 59 00
info@genetec.com

GEUTEBRÜCK
www.geutebruck.com

HID GLOBAL
www.hidglobal.fr

HONEYWELL
www.honeywell.com/security/fr

HOROQUARTZ
www.horoquartz.fr

ILOQ
www.iloq.com/fr

IZYX SYSTEMS
www.izyx-systems.com



➤ Tél. 03 88 75 32 32
➤ info@izyx-systems.com
➤ www.izyx-systems.com

**FABRICANT
INNOVANT**

Solutions de contrôle d'accès
et de sécurité électronique

KABA
www.kaba.fr

LOCKEN SERVICES
www.locken.fr

MYFOX
www.myfox.pro

NEDAP FRANCE
www.nedap.fr

PAXTON
www.paxtonaccess.fr



ZI ATHELIA II
225 impasse du Serpolet
13600 La Ciotat - France
Tél. : 04.42.98.06.06

Mail : info@prastel.com
Site internet : www.prastel.com

PROSEGUR FRANCE
www.prosegur.fr

REXEL
www.rexel.fr

RISCO
www.riscogroup.com

SALTO SYSTEMS FRANCE
www.saltosystems.com/fr

SCUTUM
www.scutum.fr

**Le 1^{er} Salon Online
sur la Sécurité et la Sûreté !
e-salon-protectionsecurite.fr**



SEPTAM
www.septam.fr

SERIS SECURITY
www.seris.be

SERVIACOM
www.serviacom.fr

SIEMENS
www.siemens.fr/
buidingtechnologies

SIMONS VOSS TECHNOLOGIES
www.simons-voss.fr



Fabricant

13b rue Saint-Exupéry
ZA de l'Aérodrome - CS20152
F-67503 Haguenau Cedex

Tél. : +33(0)3 90 59 02 20
Fax : +33(0)3 90 59 02 19

www.sewosy.com

STANLEY SECURITE FRANCE
www.stanley-secure.fr

STID
www.stid.com

SYNCHRONIC
www.synchronic.fr

TECHNICOB
www.technicob.com

TIL TECHNOLOGIES
www.til-technologies.fr

UHLMANN & ZACHER
www.uundz.com

UNIACCESS
www.uniaccess.fr

VANDERBILT INTERNATIONAL
www.vanderbiltindustries.com

ZENITEL
www.stentofon.fr

LUTTE CONTRE LE FEU



2 ter avenue de France
B.P. 33
91301 Massy
Tél. 01 69 93 81 90
www.asd-incendie.fr

AVISS SECURITE
www.aviss-secure.fr

BOSCH
www.boschsecurity.fr

COOPER SAFETY FRANCE
www.cooperfrance.com

DEF
www.def-online.com

DUBERNARD
www.dubernard.fr

EDC PROTECTION
www.edc-protection.com

EIFI
www.eifi-incendie.fr

EUROFEU
www.eurofeu.fr

FRANCE INCENDIE
www.france-incendie.fr

GROUPE GORGE
www.groupe-gorge.com

INEO
www.cofelyineo-secure.fr

MYFOX
www.myfox.pro

NISCAYAH
www.stanley-secure.fr

PX TECHNOLOGIES
http://pyrex.com/detecteurs-de-fumee

SERVIACOM
www.serviacom.fr

SLAT
www.slat.com

TYCO FIRE PROTECTION
www.tfpemea.com

ZETTLER
www.zettlerfire.com

CNPP
www.cnpp.com

DEKRA INDUSTRIAL
www.dekra-industrial.fr

EXAVISION
www.exavision.com

SOCOTEC
www.socotec.fr

SCUTUM
www.scutum.fr

PROTECTION PÉRIMÉTRIQUE

GEUTEBRÜCK
www.geutebruk.com

HYMATOM
www.hymatom.fr

OPTEX
www.optex-security.com

OREP
www.orep-secure.com

SORHEA
www.sorhea.com/fr

**UTC CLIMATE, CONTROLS &
SECURITY**
www.ccs.utc.com/ccs/en/
worldwide

quoi de neuf ?

CONTRÔLE D'ACCÈS

Mobil Security, un sas d'accès transportable Plug and Play

Développé par le fabricant français Behm, et commercialisé en France par HTDS, Mobil Security est un nouveau concept de sas d'accès transportable Plug and Play destiné au contrôle d'accès des foules lors de rassemblements de tout type (manifestations, congrès, lieux sensibles, fan zones, etc.).

Unique en son genre, cette solution est composée d'un ensemble d'équipements de pointe, scanner rayon X pour les bagages, portiques de détection des métaux pour le contrôle des personnes, magnétomètres pour l'inspection corporelle du public...

D'autre part, et afin d'offrir un contrôle optimal de la zone à sécuriser, Mobil Security intègre une solution de vidéosurveillance avec caméras grand angle ainsi qu'une cabine opérateur avec mur d'images.



Installation en un temps record

Mobil Security se révèle être la solution idéale pour la mise en place de postes d'inspection et de filtrage temporaires, grâce à un déploiement ultra-rapide (20 minutes). Occupant un espace limité au sol et conçu pour être facilement transportable par camion-grue, Mobil Security se présente sous la forme d'un container avec quatre panneaux rabattables. ■

→ www.htds.fr
→ www.behm.fr

CARACTÉRISTIQUES

Équipement standard :

- 1 scanner rayons X pour la vérification des sacs, bagages, paquets, etc.
- 3 portiques de détection des métaux pour le contrôle des personnes, dont un réservé aux personnes à mobilité réduite.
- 3 magnétomètres portatifs pour l'inspection corporelle du public.

Outils complémentaires (en option) :

- Détecteur de traces d'explosifs.
- Reconnaissance faciale.
- Mât de surveillance vidéo.
- Autonomie énergétique.

3 QUESTIONS À

ALAIN BEHM

Président Behm



De quel constat êtes-vous partis pour concevoir votre sas transportable Mobil Security ?

Il est assez simple.

Les professionnels de la sécurité privée

qui assurent le contrôle des personnes voulant accéder à un événement ponctuel comme un salon, un concert ou qui veulent sécuriser une fan zone, installent des postes de contrôle qui ne sont pas toujours très confortables pour les agents de sécurité et qui ne permettent pas toujours de localiser, en un seul point, toutes les technologies et outils qui

permettent de contrôler les foules et d'assurer leur sécurité. Mobil Security répond à ce besoin.

Ce sas est présenté comme une « première mondiale ». En quoi est-il si innovant ?

Nous en avons fait une solution tout en un, véritable condensé de technologies, et totalement transportable sur un utilitaire. Tout d'abord, notre solution est tellement stable que son scanner à rayons X et ses portiques de détection ne sont pas perturbés par les vibrations. En matière d'alimentation, il peut être tout simplement branché sur du 220 V ou être utilisé en totale autonomie pendant 72 h grâce à ses panneaux solaires

et ses batteries au lithium. Outre les moyens de détection de métaux, d'explosifs, etc., nous proposons en option 4 caméras PTZ qui permettent, lorsque le site est fermé au public, d'en assurer la surveillance. On peut compléter l'ensemble avec une caméra PTZ sur mât. Nous n'avons pas oublié le confort des agents. Ils sont à l'abri du vent, de la pluie et disposent même d'un espace de repos.

Ce sas est-il déjà utilisé ?

Dès son lancement, il a rencontré un vif succès. Il a déjà permis de sécuriser le G7 des ministres de l'Environnement à Metz, le Salon de la moto, également à Metz, et il est utilisé au Groupama Stadium.

CONTRÔLE D'ACCÈS

Un nouveau moniteur audio entre dans la gamme Net2 Entry

Le nouveau moniteur audio Net2 Entry de Paxton peut utiliser toutes les fonctionnalités existantes de Net2 Entry. Grâce à sa conception élégante, ce moniteur s'intègre discrètement dans tous les environnements. Il peut être fixé au mur ou utilisé avec un support de bureau réglable. Il est disponible avec ou sans combiné et ses boutons d'action sont configurables. Il peut être connecté à une sirène ou à une balise pour alerter en cas d'appel. Rappelons que Net2 Entry est un système de vidéophonie fonctionnant indépendamment ou à côté d'un système de contrôle d'accès Net2 de Paxton, combinant la vidéophonie aux principales fonctions de Net2. Il se compose de trois éléments détectés automatiquement lors de l'installation : platine externe, moniteur d'intérieur et contrôleur de porte.

→ www.paxtonaccess.f



CARACTÉRISTIQUES

- Design élégant et contemporain accompagné d'une interface simple.
- Peut être fixé au mur ou posé sur un pied réglable de bureau.
- Proposé avec ou sans combiné.
- Boutons réglables pour satisfaire à une panoplie de besoins.
- Connexion facultative à une sirène ou à une balise pour mieux avertir des appels.

OFFRE PACK psm

PROTECTION SÉCURITÉ MAGAZINE

- Le magazine PSM
- La e-newsletter tous les 15 jours
- Les archives en libre accès sur Internet
- Le Hors-Série Sécurité Privée
- Le Hors-Série Cyber Sécurité
- Le Guide d'Achat
- L'Annuaire de la Sécurité Sûreté



BULLETIN D'ABONNEMENT À RETOURNER À

PSM / TBS Blue - 6, rue d'Ouessant - 35760 St Grégoire. Tél : 01 76 41 05 88. Fax : 01 48 00 05 03. abopsm@tpmedia.fr

Oui, je souhaite m'abonner à PSM pour 1 an (6 numéros) : **101 € TTC au lieu de ~~168 €~~**

Je règle : chèque > à l'ordre de PSM à réception de la facture

Mes coordonnées :

NOM _____
 PRÉNOM _____
 SOCIÉTÉ _____
 E-MAIL _____

ADRESSE _____
 CODE POSTAL _____
 VILLE _____

J'économise + de 67 €, soit + de 40 % de réduction !

Le tarif indiqué est valable jusqu'au 31/12/2019 (TVA : 2.10%) en France seulement. Pour l'étranger, nous consulter.

Conformément à la loi « Informatiques et libertés », vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant auprès de l'éditeur.

TP Média : SARL au capital de 20.000 € - 488 819 137 RCS PARIS



© DR

« Le cybergardiennage est l'avenir de nos métiers. »

JEAN-RENÉ LADOUZE

Associé chez Uni-Sat

Jean-René Ladouze revient pour *PSM* sur le débarquement en force des nouvelles technologies dans le monde de la sécurité. Il y voit une formidable opportunité de replacer l'humain au cœur du système et de revaloriser ses missions.

J'ai rejoint Uni-Sat et son fondateur Michael Franchi en 2015, séduit par son approche technologique des métiers du gardiennage qui débouche aujourd'hui sur ce que nous appelons le cybergardiennage. Ce dernier consiste à se servir de toutes les technologies et outils disponibles dans le monde de la sécurité afin de donner d'autres moyens d'agir sur le site, tout en maintenant l'opérateur à distance. Les technologies, qu'il s'agisse de la vidéosurveillance, du pilotage des accès à distance, de la multivision, de modules audio, doivent être mis au service de l'opérateur, de l'agent derrière son écran. C'est ainsi que nous remettons l'humain au cœur de la sécurité.

■ Quelle place pour l'humain ?

Le monde de la sécurité se trouve à un tournant. Les nouvelles technologies, le deep learning, l'intelligence artificielle, la robotique... ont conduit les acteurs et professionnels de la sécurité à se poser cette question : quelle place dans tout ça pour nos agents ? Quelles missions ? Quelles compétences ? Il ne faudrait surtout pas considérer que les technologies sont un moyen de se passer de l'humain et de ses compétences, de ses capacités... Que n'approchent pas encore les machines les plus intelligentes. Bien au contraire.

Si on prend l'exemple de l'intelligence artificielle et ce qu'elle recouvre actuellement, que constate-t-on ? Qu'elle repose sur l'analyse d'algorithmes par des calculateurs de plus en plus puissants, afin d'analyser des situations, pour ensuite pouvoir fournir, à un opérateur, des directives prenant en compte la situation constatée. Il s'agit d'une assistance à la décision. Une sorte de préfiltre. Ni plus, ni moins. L'appréciation de la situation et de la décision à prendre reste encore, et va rester, du ressort de l'opérateur.

Un autre avantage indéniable à ne pas ignorer : le cybergardiennage va nous permettre de ne plus exposer nos agents à des risques sur le terrain pour lui permettre de se consacrer à des missions plus intéressantes, valorisantes, à plus fortes valeurs ajoutées.

■ Les robots n'égalent pas l'humain

Certes pour certaines applications, comme la télésurveillance industrielle, les « robots » peuvent accomplir certaines tâches qui relèvent de la routine (mise en et hors service, déclenchements intempestifs, etc.) mais pour les missions, les situations plus complexes, la capacité d'analyse de l'humain fait encore la différence. L'humain est capable d'analyses fines, d'arbitrages entre deux situations paraissant similaires qui ne font pas encore partie des « compétences » des machines. Ces nouvelles technologies sont donc une formidable opportunité pour le monde de la sécurité de réfléchir à ce que seront ses missions, services, prestations de demain. Ce que les agents et autres opérateurs pourront faire derrière les écrans, en temps réel, pour participer à la gestion, en temps réel, des sites. Je pense même que nous pourrions grâce à ce bond technologique explorer d'autres métiers, sortir des seules applications sécuritaires pour proposer aux sites industriels de les aider à gérer d'autres types de risques, comme le risque industriel, environnemental, les risques professionnels, etc. ■

JEAN-RENÉ LADOUZE ■ 1995 Rejoint la Compagnie européenne de télésécurité ■ 2002 Directeur d'agence Aix-Marseille (CET devient Protection One) ■ 2008 Directeur grand compte Sud (P One devient Générale de Protection) ■ 2013 Directeur commercial tertiaire et partenariats (GdP devient Stanley Security) ■ 2015 Codirection d'Uni-Sat.

INNOVATION

PROTECTION

PRÉDICTION

SÉCURITÉ
CONNECTÉE

CYBERSÉCURITÉ

CONTRÔLE
D'ACCÈS

VIDÉOPROTECTION
INTELLIGENTE

DÉTECTION
CONTRÔLE
ANALYSE
TRANSMISSION

APS

LE SALON + BUSINESS MEETINGS
DE LA SÛRETÉ / SÉCURITÉ

1,2&3 OCT. 2019
PARIS | PORTE DE VERSAILLES
PAVILLON 5.2

BADGE GRATUIT
SUR **SALON-APS.COM**

Suivez-nous ! #APS  

 Reed Expositions

 ACSES

 ADMS

 Agora
Directeurs de la Sécurité

 AGREPI

 AN2V

 ANITEC
Société Nationale

 ASIS
INTERNATIONAL

 CDSE

 CJCS

 CNPP

 entoutesécurité

 GPMSE

 snes

 UNION DES ENTREPRISES
DE SÉCURITÉ PRIVÉE
USD



Security within Security

Solution de gestion de Cybersécurité

- Protection multicouche avec Sécurité des IoT Trend Micro
- Gestion des alarmes de Cybersécurité avec alertes instantanées
- Rapports d'évènements avec tableau de bord des risques Cyber



MS9390-HV



CC9381-HV



FE9191



ND9541P



VAST 2

